

## Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2017

BMO Groupe financier annonce un bénéfice net de 1,4 milliard de dollars pour le troisième trimestre de 2017

### Points saillants des résultats financiers :

#### Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016 :

- Bénéfice net de 1 387 millions de dollars, en hausse de 11 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 1 374 millions, en hausse de 6 %
- BPA<sup>2</sup> de 2,05 \$, en hausse de 10 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 2,03 \$, en hausse de 4 %
- RCP de 13,4 %, comparativement à 13,0 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 13,3 %, contre 13,5 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 134 millions de dollars (incluant l'avantage d'une diminution de 76 millions de la provision générale), contre 257 millions, et dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 210 millions, contre 257 millions
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 11,2 %

#### Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016 :

- Bénéfice net de 4 123 millions de dollars, en hausse de 25 %, et bénéfice net ajusté<sup>1</sup> de 4 199 millions, en hausse de 16 %
- BPA<sup>2</sup> de 6,11 \$, en hausse de 25 %, et BPA ajusté<sup>1,2</sup> de 6,22 \$, en hausse de 15 %
- RCP de 13,7 %, comparativement à 11,4 %, et RCP ajusté<sup>1</sup> de 13,9 %, contre 12,6 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 566 millions de dollars, contre 641 millions, et dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 642 millions, contre 641 millions

**Toronto, le 29 août 2017** – Pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2017, BMO Groupe financier a annoncé un bénéfice net comptable de 1 387 millions de dollars, ou 2,05 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 1 374 millions, ou 2,03 \$ par action.

« Le rendement de BMO ce trimestre continue à démontrer la solidité de notre modèle d'exploitation différencié, qui génère une croissance soutenue des bénéfices dans un environnement en constante évolution, le bénéfice ajusté s'étant chiffré à 1,4 milliard de dollars, une hausse de 6 % par rapport au dernier exercice, et le bénéfice par action ajusté, à 2,03 \$. Pour l'exercice en cours, nous avons enregistré une croissance dans les deux chiffres de notre bénéfice, le bénéfice net ajusté s'établissant à 4,2 milliards de dollars, en raison d'une bonne croissance sous-jacente des revenus, d'un solide rendement du crédit et de l'accent mis tant sur l'amélioration de l'efficacité que sur des investissements qui permettent de renforcer nos relations avec les clients dans tous les circuits », a déclaré Bill Downe, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Nous avons confiance dans la réalisation de nos priorités stratégiques, qui reposent sur un engagement à l'égard de la durabilité et les efforts de plus de 45 000 employés pour accroître la fidélisation de la clientèle. Tous nos secteurs d'activité sont bien positionnés pour continuer à réussir dans le contexte actuel et à long terme », a conclu Bill Downe.

Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires a été de 16,5 %, contre 16,3 % un an plus tôt et, après ajustement, il s'est situé à 16,0 %, contre 16,6 %.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section intitulée Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction du bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales et des dividendes sur actions privilégiées.

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 0,90 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2017, soit le même montant qu'au trimestre précédent, mais 0,04 \$ par action, ou 5 %, de plus qu'il y a un an. Le dividende trimestriel de 0,90 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 3,60 \$ par action ordinaire.

Notre Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2017, y compris nos états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2017, est disponible dans son intégralité à l'adresse [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs) ainsi qu'à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

---

## Aperçu des résultats des groupes d'exploitation

### PE Canada

Le bénéfice net comptable s'est situé à 614 millions de dollars et le bénéfice net ajusté a été de 615 millions, ce qui, dans les deux cas, signale des hausses de 54 millions, ou de 9 %, sur un an. Ces hausses ont découlé de la progression des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts ainsi que du recul de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ce qui a été atténué par l'augmentation des charges. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Au cours du trimestre, nous avons lancé le Programme PME électronique qui s'adresse aux propriétaires de petites entreprises qui préfèrent faire leurs transactions bancaires en ligne et en mode libre-service. Nous avons également rehaussé l'expérience bancaire numérique de nos clients qui détiennent des cartes de crédit de particuliers en leur offrant Android Pay<sup>MC</sup>, une application qui permet de faire des achats par carte de crédit ou de débit BMO de façon simple et sécuritaire au moyen d'un appareil mobile Android compatible.

### PE États-Unis

À 278 millions de dollars, le bénéfice net comptable est demeuré inchangé sur un an, alors que le bénéfice net ajusté a fléchi de 1 million, pour se dégager à 289 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions.

Le bénéfice net comptable s'est situé à 214 millions de dollars américains et le bénéfice net ajusté, à 223 millions de dollars américains, ce qui est légèrement plus élevé qu'il y a un an puisque la hausse des revenus et l'incidence d'un taux d'impôt plus favorable ont été annulés en grande partie par l'augmentation des charges.

Au cours du trimestre, nous avons réussi à nous hisser au 8<sup>e</sup> rang des 39 grandes banques américaines dans le cadre du sondage de 2017 sur la réputation des banques qu'a mené le *Reputation Institute* et dont les résultats ont été publiés par l'*American Banker*. Ce sondage évalue la qualité de la gouvernance, des produits et des services ainsi que l'esprit d'innovation des institutions bancaires.

### Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable a été de 264 millions de dollars, ayant bondi de 63 millions, ou de 32 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté, lequel ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ni des coûts d'intégration des acquisitions, s'est chiffré à 279 millions, ayant augmenté de 52 millions, ou de 23 %, en regard d'il y a un an, ce qui a résulté de la progression des revenus nets, facteur atténué par la hausse des charges. À 188 millions, le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est renforcé de 41 millions, ou de 28 %, sur un an, et leur bénéfice net ajusté a atteint 203 millions, en hausse de 30 millions, ou de 17 %, ce qui reflète l'essor des activités et l'amélioration des marchés boursiers. Le bénéfice net des activités d'assurance a atteint 76 millions, pour une hausse de 22 millions, ou de 43 %, étant donné qu'un an plus tôt, il y avait eu des variations défavorables des marchés alors qu'au trimestre à l'étude, des variations favorables des marchés ont eu une légère incidence positive.

BMO Ligne d'action a partagé le titre de meilleur courtier « toutes catégories » appartenant à une banque qu'a décerné le magazine *MoneySense* dans son rapport annuel sur les meilleurs services de courtage au Canada. Cette distinction témoigne de notre engagement à toujours offrir à notre clientèle des compétences, des produits et des services de premier ordre.

### BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est dégagé à 292 millions de dollars et le bénéfice net ajusté a été de 293 millions, ce qui, dans les deux cas, signale des baisses de 25 millions, ou de 8 %, sur un an, puisque le recul des revenus et la hausse des charges ont été compensés en partie par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

BMO Marchés des capitaux a été nommé un chef de file de la part de marché et de la qualité Greenwich pour 2017 dans diverses catégories, dont la négociation, la recherche et les ventes d'actions canadiennes. Nous continuons de décrocher d'importants mandats transfrontaliers, dont celui d'agir au nom de Jamieson Wellness Inc., société canadienne soutenue par une entreprise américaine, aux fins de son premier appel public à l'épargne visant à mobiliser 345 millions de dollars.

### Services d'entreprise

Pour le troisième trimestre, la perte nette des Services d'entreprise s'est située à 61 millions de dollars, comparativement à 111 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 102 millions, contre 101 millions un an auparavant. Les résultats ajustés de la période à l'étude ne tiennent pas compte d'une diminution de 54 millions après impôts de la provision générale, et ceux des deux périodes excluent les coûts d'intégration des acquisitions. Les résultats comptables se sont améliorés grâce à la baisse de la provision générale. Les résultats ajustés sont demeurés pour ainsi dire inchangés puisque la hausse des revenus non établis sur une bic (base d'imposition comparable) a été annulée en grande partie par le recul des recouvrements de pertes sur créances et par la hausse des charges au trimestre considéré.

Les résultats ajustés que renferment les sections qui présentent un aperçu des résultats des groupes d'exploitation sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

#### **Fonds propres**

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,2 % au 31 juillet 2017. Ce ratio a diminué par rapport à celui de 11,3 % enregistré à la fin du deuxième trimestre en raison surtout de l'essor des activités et des rachats d'actions au cours du trimestre, ce qui a été compensé en partie par la croissance des résultats non distribués.

#### **Dotation à la provision pour pertes sur créances**

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 134 millions de dollars, en baisse de 123 millions en regard d'un an plus tôt. La provision générale a baissé de 76 millions avant impôts au trimestre à l'étude, ce qui a résulté en grande partie de l'évolution positive des portefeuilles, laquelle a réduit la dotation à la provision pour pertes sur créances. La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances s'est établie à 210 millions, ayant fléchi de 47 millions grâce au recul des dotations de BMO Marchés des capitaux et de PE Canada.

#### **Mise en garde**

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

#### **Documents déposés auprès des organismes de réglementation**

Nos documents d'information continue, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au [www.bmo.com/relationinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationinvestisseurs), sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com), et dans la section EDGAR du site Web de la SEC, au [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

---

**La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.**

# Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont en date du 29 août 2017. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2017 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2016 et du Rapport de gestion pour l'exercice 2016 figurant dans le Rapport annuel pour 2016 de BMO.

On trouvera une analyse détaillée de nos secteurs d'activité, de nos stratégies et de nos objectifs dans le Rapport de gestion annuel pour 2016, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs). Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

---

## Table des matières

|           |   |           |  |
|-----------|---|-----------|--|
| <b>4</b>  | Faits saillants financiers  | <b>27</b> | Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice  |
| <b>5</b>  | Mesures non conformes aux PCGR  | <b>28</b> | Bilan  |
| <b>6</b>  | Mise en garde concernant les déclarations prospectives                        | <b>29</b> | Transactions avec des parties liées                          |
| <b>6</b>  | Survol et perspectives économiques  | <b>29</b> | Arrangements hors bilan                                      |
| <b>7</b>  | Change  | <b>29</b> | Méthodes comptables et principales estimations comptables    |
| <b>8</b>  | Bénéfice net  | <b>29</b> | Modifications futures de méthodes comptables                 |
| <b>9</b>  | Revenus   | <b>30</b> | Instruments financiers désignés                              |
| <b>11</b> | Dotations à la provision pour pertes sur créances                             | <b>30</b> | Autres faits nouveaux en matière de réglementation           |
| <b>12</b> | Prêts douteux   | <b>31</b> | Gestion des risques  |
| <b>12</b> | Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités      | <b>31</b> | Risque de marché   |
| <b>12</b> | Charges autres que d'intérêts   | <b>32</b> | Risque de liquidité et de financement                        |
| <b>13</b> | Impôts sur le résultat  | <b>36</b> | Cotes de crédit  |
| <b>14</b> | Gestion du capital  | <b>37</b> | Expositions en Europe  |
| <b>17</b> | Désignation des dividendes admissibles  | <b>39</b> | États financiers consolidés intermédiaires                   |
| <b>18</b> | Analyse des résultats des groupes d'exploitation                              | <b>39</b> | État consolidé des résultats                                 |
| <b>18</b> | Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)        | <b>40</b> | État consolidé du résultat global                            |
| <b>19</b> | Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)          | <b>41</b> | Bilan consolidé  |
| <b>20</b> | Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis) | <b>42</b> | État consolidé des variations des capitaux propres           |
| <b>22</b> | BMO Gestion de patrimoine   | <b>43</b> | État consolidé des flux de trésorerie                        |
| <b>24</b> | BMO Marchés des capitaux  | <b>44</b> | Notes afférentes aux états financiers consolidés             |
| <b>25</b> | Services d'entreprise   | <b>60</b> | Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias |

---

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2017, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2017, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

## Faits saillants financiers

## Tableau 1

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

|  | T3-2017 | T2-2017 | T3-2016 | Cumul 2017 | Cumul 2016 |
|--|---------|---------|---------|------------|------------|
| <b>Sommaire de l'état des résultats</b>  |         |         |         |            |            |
| Revenus nets d'intérêts  | 2 533   | 2 409   | 2 474   | 7 472      | 7 374      |
| Revenus autres que d'intérêts  | 2 926   | 3 332   | 3 159   | 9 133      | 8 435      |
| Revenus  | 5 459   | 5 741   | 5 633   | 16 605     | 15 809     |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)   | 253     | 708     | 691     | 965        | 1 464      |
| Revenus, déduction faite des SCVPI   | 5 206   | 5 033   | 4 942   | 15 640     | 14 345     |
| Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances  | 210     | 259     | 257     | 642        | 641        |
| Dotation à la provision générale pour (recouvrement de) pertes sur créances  | (76)    | -       | -       | (76)       | -          |
| Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances   | 134     | 259     | 257     | 566        | 641        |
| Charges autres que d'intérêts  | 3 278   | 3 276   | 3 092   | 9 933      | 9 674      |
| Charge d'impôts sur le résultat  | 407     | 250     | 348     | 1 018      | 744        |
| Bénéfice net   | 1 387   | 1 248   | 1 245   | 4 123      | 3 286      |
| Attribuable aux actionnaires de la Banque  | 1 387   | 1 247   | 1 245   | 4 121      | 3 278      |
| Attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales  | -       | 1       | -       | 2          | 8          |
| Bénéfice net   | 1 387   | 1 248   | 1 245   | 4 123      | 3 286      |
| Bénéfice net ajusté  | 1 374   | 1 295   | 1 295   | 4 199      | 3 625      |
| <b>Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)</b>  |         |         |         |            |            |
| Bénéfice par action  | 2,05    | 1,84    | 1,86    | 6,11       | 4,90       |
| Bénéfice par action ajusté   | 2,03    | 1,92    | 1,94    | 6,22       | 5,42       |
| Croissance du bénéfice par action (%)  | 9,8     | 27,0    | 3,3     | 24,7       | 3,2        |
| Croissance du bénéfice par action ajusté (%)   | 4,4     | 10,8    | 4,3     | 14,8       | 6,3        |
| Dividendes déclarés par action   | 0,90    | 0,88    | 0,86    | 2,66       | 2,54       |
| Valeur comptable d'une action  | 59,65   | 62,22   | 58,06   | 59,65      | 58,06      |
| Cours de clôture de l'action   | 94,56   | 96,66   | 83,70   | 94,56      | 83,70      |
| Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)  | 61,3    | 63,0    | 54,0    | 61,3       | 54,0       |
| Rendement de l'action (%)  | 3,8     | 3,6     | 4,1     | 3,8        | 4,0        |
| <b>Mesures et ratios financiers (%)</b>  |         |         |         |            |            |
| Rendement des capitaux propres   | 13,4    | 12,6    | 13,0    | 13,7       | 11,4       |
| Rendement des capitaux propres ajustés   | 13,3    | 13,1    | 13,5    | 13,9       | 12,6       |
| Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires  | 16,5    | 15,7    | 16,3    | 16,9       | 14,4       |
| Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté   | 16,0    | 15,9    | 16,6    | 16,8       | 15,4       |
| Croissance du bénéfice net   | 11,4    | 28,2    | 4,5     | 25,5       | 3,0        |
| Croissance du bénéfice net ajusté  | 6,1     | 12,3    | 5,3     | 15,8       | 6,1        |
| Croissance des revenus   | (3,1)   | 12,5    | 16,7    | 5,0        | 9,7        |
| Croissance des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI  | 5,3     | 7,2     | 7,3     | 8,4        | 7,5        |
| Croissance des charges autres que d'intérêts   | 6,0     | (1,1)   | 4,1     | 2,7        | 6,4        |
| Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées  | 6,5     | 4,9     | 3,5     | 5,0        | 5,7        |
| Ratio d'efficience, déduction faite des SCVPI  | 63,0    | 65,1    | 62,6    | 63,5       | 67,4       |
| Ratio d'efficience ajusté  | 59,0    | 55,9    | 53,7    | 58,7       | 58,4       |
| Ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI   | 61,9    | 63,8    | 61,2    | 62,4       | 64,4       |
| Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI   | (0,7)   | 8,3     | 3,2     | 6,3        | 0,5        |
| Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI  | (1,2)   | 2,3     | 3,8     | 3,4        | 1,8        |
| Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen   | 1,55    | 1,52    | 1,58    | 1,54       | 1,59       |
| Taux d'impôt effectif  | 22,7    | 16,7    | 21,9    | 19,8       | 18,5       |
| Taux d'impôt effectif ajusté   | 22,5    | 17,1    | 22,0    | 19,9       | 19,4       |
| Rendement de l'actif moyen   | 0,76    | 0,70    | 0,70    | 0,76       | 0,62       |
| Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)            | 0,14    | 0,28    | 0,29    | 0,20       | 0,24       |
| Ratio de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) | 0,22    | 0,28    | 0,29    | 0,23       | 0,24       |
| <b>Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)</b>   |         |         |         |            |            |
| Actifs   | 708 617 | 718 943 | 691 682 | 708 617    | 691 682    |
| Solde net des prêts et acceptations  | 375 971 | 381 348 | 364 133 | 375 971    | 364 133    |
| Dépôts   | 473 111 | 488 212 | 467 846 | 473 111    | 467 846    |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires  | 38 694  | 40 573  | 37 437  | 38 694     | 37 437     |
| Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)   | 27,8    | 27,7    | 27,3    | 27,8       | 27,3       |
| <b>Ratios des fonds propres (%) 1)</b>   |         |         |         |            |            |
| Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires   | 11,2    | 11,3    | 10,0    | 11,2       | 10,0       |
| Ratio des fonds propres de catégorie 1   | 12,9    | 12,8    | 11,2    | 12,9       | 11,2       |
| Ratio du total des fonds propres   | 15,2    | 14,9    | 13,3    | 15,2       | 13,3       |
| Ratio de levier  | 4,4     | 4,3     | 4,0     | 4,4        | 4,0        |
| <b>Cours de change</b>   |         |         |         |            |            |
| Dollar CA/dollar US  | 1,2453  | 1,3650  | 1,3056  | 1,2453     | 1,3056     |
| Dollar CA/dollar US - moyenne  | 1,2974  | 1,3412  | 1,3029  | 1,3223     | 1,3262     |

1) Sauf dans le cas du ratio de levier, les chiffres correspondants relatifs aux ratios des fonds propres du troisième trimestre de 2016 ont été modifiés.

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et ont été établis à partir d'états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau 2 ci-dessous. Les résultats et mesures qui ne tiennent pas compte de l'incidence des variations des cours de change entre le dollar canadien et le dollar américain sur les activités que nous menons aux États-Unis sont des mesures non conformes aux PCGR (il y a lieu de se reporter à la section Change pour l'analyse des répercussions des variations des cours de change sur nos résultats). La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments spécifiques sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments s'ils considèrent que ceux-ci ne reflètent pas les résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances et à faire des comparaisons avec nos concurrents. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats ajustés figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats comptables correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables avec des mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

### Mesures non conformes aux PCGR

Tableau 2

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

|  | T3-2017 | T2-2017 | T3-2016 | Cumul 2017 | Cumul 2016 |
|--|---------|---------|---------|------------|------------|
| <b>Résultats comptables</b>  |         |         |         |            |            |
| Revenus  | 5 459   | 5 741   | 5 633   | 16 605     | 15 809     |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) | (253)   | (708)   | (691)   | (965)      | (1 464)    |
| Revenus, déduction faite des SCVPI   | 5 206   | 5 033   | 4 942   | 15 640     | 14 345     |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances                                 | (134)   | (259)   | (257)   | (566)      | (641)      |
| Charges autres que d'intérêts  | (3 278) | (3 276) | (3 092) | (9 933)    | (9 674)    |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat  | 1 794   | 1 498   | 1 593   | 5 141      | 4 030      |
| Charge d'impôts sur le résultat  | (407)   | (250)   | (348)   | (1 018)    | (744)      |
| Bénéfice net   | 1 387   | 1 248   | 1 245   | 4 123      | 3 286      |
| BPA (\$)   | 2,05    | 1,84    | 1,86    | 6,11       | 4,90       |
| <b>Éléments d'ajustement (avant impôts)</b>                                      |         |         |         |            |            |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)        | (35)    | (43)    | (40)    | (115)      | (123)      |
| Coûts d'intégration des acquisitions 2)  | (20)    | (21)    | (27)    | (63)       | (73)       |
| Ajustement comptable cumulatif 3)  | -       | -       | -       | -          | (85)       |
| Coûts de restructuration 4)  | -       | -       | -       | -          | (188)      |
| Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 5)                  | 76      | -       | -       | 76         | -          |
| Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts     | 21      | (64)    | (67)    | (102)      | (469)      |
| <b>Éléments d'ajustement (après impôts)</b>                                      |         |         |         |            |            |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)        | (28)    | (34)    | (31)    | (90)       | (95)       |
| Coûts d'intégration des acquisitions 2)  | (13)    | (13)    | (19)    | (40)       | (50)       |
| Ajustement comptable cumulatif 3)  | -       | -       | -       | -          | (62)       |
| Coûts de restructuration 4)  | -       | -       | -       | -          | (132)      |
| Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 5)                  | 54      | -       | -       | 54         | -          |
| Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts | 13      | (47)    | (50)    | (76)       | (339)      |
| Incidence sur le BPA (\$)  | 0,02    | (0,08)  | (0,08)  | (0,11)     | (0,52)     |
| <b>Résultats ajustés</b>   |         |         |         |            |            |
| Revenus  | 5 459   | 5 741   | 5 633   | 16 605     | 15 893     |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) | (253)   | (708)   | (691)   | (965)      | (1 464)    |
| Revenus, déduction faite des SCVPI   | 5 206   | 5 033   | 4 942   | 15 640     | 14 429     |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances                                 | (210)   | (259)   | (257)   | (642)      | (641)      |
| Charges autres que d'intérêts  | (3 223) | (3 212) | (3 025) | (9 755)    | (9 289)    |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat  | 1 773   | 1 562   | 1 660   | 5 243      | 4 499      |
| Charge d'impôts sur le résultat  | (399)   | (267)   | (365)   | (1 044)    | (874)      |
| Bénéfice net   | 1 374   | 1 295   | 1 295   | 4 199      | 3 625      |
| BPA (\$)   | 2,03    | 1,92    | 1,94    | 6,22       | 5,42       |

- 1) Ces charges sont imputées aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts de chaque groupe d'exploitation sont présentés aux pages 18, 19, 20, 22 et 24.
- 2) Les coûts d'intégration des acquisitions associés à F&C Asset Management plc (F&C) ont été imputés à la Gestion de patrimoine et ceux liés aux activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises ont été imputés aux Services d'entreprise puisque l'acquisition touche à la fois PE Canada et PE États-Unis. Les coûts des acquisitions sont essentiellement pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.
- 3) L'ajustement comptable cumulatif qui a été constaté sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts était lié à la conversion des monnaies étrangères et a surtout influé sur les résultats des périodes antérieures.
- 4) Les coûts de restructuration ont été constatés dans les charges autres que d'intérêts.
- 5) Les ajustements de la provision générale pour pertes sur créances sont constatés dans la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances des Services d'entreprise.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

## Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives peuvent comprendre notamment des observations concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2017 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de facteurs.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, des marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, les changements de politique monétaire, budgétaire, fiscale ou économique, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, à conclure des acquisitions et à intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les principales estimations comptables et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et liés aux infrastructures, les modifications de nos cotes de crédit, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'opérations terroristes sur nos activités, les répercussions des épidémies de maladies sur les économies locales, nationales ou mondiale, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau, les changements technologiques, l'information et la cybersécurité et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale des risques aux pages 79 à 112 du Rapport annuel pour 2016, qui présente l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur les résultats futurs de la Banque de Montréal. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. La Banque de Montréal ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par elle-même ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine et à la conjoncture de marché globale, ainsi qu'à leur effet combiné sur nos activités, sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique et de services financiers, nous utilisons principalement les données économiques historiques fournies par les administrations publiques, les liens passés entre les variables économiques et financières ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale. Se reporter à la section Survol et perspectives économiques du Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2017.

---

## Survol et perspectives économiques

Stimulée par la vigueur des dépenses à la consommation, comme en témoigne le niveau record des ventes d'automobiles, et par l'augmentation des investissements des entreprises et des exportations, la tenue de l'économie canadienne demeure meilleure que prévu. Au premier trimestre de 2017, la croissance du PIB réel a, sur une base annualisée, été de 3,7 % et, au deuxième trimestre, elle devrait avoir atteint 4,0 %. Une création d'emplois annuelle la plus forte en près d'une décennie a ramené le taux de chômage à 6,3 %, soit le taux le plus bas à être enregistré sur neuf ans. La croissance économique devrait s'établir à 3,0 % en 2017, ce qui correspondrait à un sommet en six ans et surpasserait celle de tous les autres pays du G7. Conjugués à la poursuite de la reprise dans les régions productrices de ressources énergétiques, des taux d'intérêt toujours faibles, le maintien de la demande émanant des États-Unis et l'augmentation des dépenses fédérales dans les infrastructures devraient soutenir l'économie. Il est probable que les dépenses à la consommation ralentissent en raison de l'endettement élevé des ménages. La surchauffe du marché du logement dans le sud de l'Ontario est en voie de s'atténuer dans la foulée des mesures instaurées par le gouvernement ontarien, et nous prévoyons que les marchés immobiliers demeureront vigoureux ailleurs au pays. Déjà, il devient de plus en plus évident que ceux de Vancouver et de l'Alberta se stabilisent alors qu'ils s'étaient affaiblis un peu plus tôt. L'essor des prêts aux particuliers devrait être constant et atteindre 3,0 % cette année, mais on s'attend à ce que la demande de prêts hypothécaires à l'habitation diminue et passe à moins de 6,0 %. Pour ce qui est de 2018, la croissance économique devrait ralentir, pour se situer à 2,0 %, en raison de la remontée des taux d'intérêt ainsi que du raffermissement qu'a récemment affiché le dollar canadien. En juillet, la Banque du Canada a, pour la première fois en sept ans, relevé son taux directeur et, dans l'année à venir, elle devrait durcir graduellement sa politique monétaire. Notre économie est exposée à divers risques externes, tels le resserrement des mesures protectionnistes par le gouvernement des États-Unis si les renégociations de l'Accord de libre-échange nord-américain échouent, la possibilité que les élections en Allemagne et en Italie créent de la turbulence sur les marchés mondiaux et l'issue incertaine des pourparlers entre le Royaume-Uni et l'Union européenne concernant le Brexit.

Aux États-Unis, l'essor économique a été modéré au premier trimestre, mais le PIB réel s'est raffermi au trimestre suivant et devrait afficher une légère hausse au troisième. La progression des dépenses à la consommation et les activités sur le marché de l'habitation sont stables, tandis que les investissements des entreprises rebondissent, sans doute en prévision de politiques budgétaires expansionnistes et de l'assouplissement de la réglementation. La croissance économique devrait atteindre 2,1 % cette année et 2,2 % en 2018. Les données fondamentales concernant les ménages sont excellentes, puisque le degré de confiance est élevé et que le revenu et la richesse devraient encore augmenter. On s'attend à ce que le niveau des dépenses personnelles soit stable, ce qui devrait maintenir à plus de 5,0 % l'essor des prêts aux particuliers dans l'année à venir. Bien que les entreprises éprouvent de plus en plus de difficulté à trouver des travailleurs qualifiés à cause du faible taux de chômage, le marché de l'emploi demeure vigoureux. Ainsi, ce taux devrait passer des 4,3 % qu'il est actuellement, soit le niveau le plus bas en 16 ans, à 4,0 % d'ici la fin de 2018. Les activités sur le marché du logement devraient encore s'intensifier grâce à la faiblesse du chômage, à la formation de nouveaux ménages et à une saine abordabilité. Après avoir fortement augmenté durant la période qui a suivi les élections présidentielles, les taux hypothécaires se sont stabilisés et, en étant toujours bas, ils devraient permettre aux prêts hypothécaires à l'habitation de croître de plus de 5,0 % en 2017 et en 2018. La hausse des sommes que les entreprises consacrent à l'achat de matériel neuf favorise la reprise du secteur manufacturier et devrait, dans l'année à venir, concourir à un accroissement marqué des prêts aux entreprises. Quant aux taux d'intérêt, ils devraient continuer d'augmenter quelque peu puisque la Réserve fédérale devrait relever son taux directeur de 100 points de base d'ici la fin de 2018, ce qui correspond à la hausse enregistrée depuis décembre 2015. L'économie américaine est confrontée à plusieurs risques, dont des retards potentiels dans l'application des réductions des taux d'imposition des particuliers et des sociétés qui ont été proposées, des mesures commerciales protectionnistes et l'intensification des tensions géopolitiques.

Le taux d'expansion économique dans le Midwest des États-Unis, région qui englobe les six États américains contigus dans lesquels BMO mène des activités, devrait s'accroître quelque peu, passant de 1,1 % en 2016 à 1,9 % en 2017 et en 2018. Nous prévoyons que l'augmentation de la production manufacturière par suite des récentes pertes de valeur du dollar américain et la poursuite de la reprise des marchés de l'habitation favoriseront l'essor économique dans cette région, mais cet essor devrait être inférieur à celui à l'échelle nationale à cause d'une croissance démographique plus lente et, en ce qui concerne l'Illinois, du recul des dépenses gouvernementales en raison de contraintes budgétaires.

La présente section, qui fait un survol de l'économie et traite de ses perspectives, contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

#### **Change**

Les équivalents en dollars canadiens des résultats de BMO aux États-Unis qui sont libellés en dollars américains ont fléchi en regard du deuxième trimestre de 2017, du troisième trimestre de 2016 et des neuf premiers mois de l'exercice précédent à cause de la moins-value du dollar américain. Le tableau 3 fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur nos résultats sectoriels aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change au cours des neuf premiers mois de l'exercice ni dans le troisième trimestre de 2016. Dans la première moitié de 2016, nous avons couvert, d'un point de vue économique, une partie du bénéfice net en dollars américains de BMO Marchés des capitaux. Nous déterminons régulièrement s'il nous faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion du capital du Rapport de gestion annuel pour 2016 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de nos investissements dans des établissements à l'étranger.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.



| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)                    | T3-2017    |            | Cumul 2017    |
|--|------------|------------|---------------|
|  | c. T3-2016 | c. T2-2017 | c. cumul 2016 |
| Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)                |            |            |               |
| Période à l'étude  | 1,2974     | 1,2974     | 1,3223        |
| Période antérieure   | 1,3029     | 1,3412     | 1,3262        |
| <b>Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis</b>          |            |            |               |
| Diminution des revenus nets d'intérêts   | (4)        | (32)       | (6)           |
| Diminution des revenus autres que d'intérêts                                     | (3)        | (27)       | -             |
| Diminution des revenus   | (7)        | (59)       | (6)           |
| (Augmentation) diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances | -          | 4          | (5)           |
| Diminution des charges   | 5          | 43         | 7             |
| Diminution des impôts sur le résultat  | 1          | 2          | 1             |
| Diminution du bénéfice net comptable, avant l'incidence des couvertures          | (1)        | (10)       | (3)           |
| Pertes de couverture de la période considérée, après impôts                      | -          | -          | -             |
| Diminution du bénéfice net comptable   | (1)        | (10)       | (3)           |
| <b>Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis</b>             |            |            |               |
| Diminution des revenus nets d'intérêts   | (4)        | (32)       | (6)           |
| Diminution des revenus autres que d'intérêts                                     | (3)        | (27)       | -             |
| Diminution des revenus   | (7)        | (59)       | (6)           |
| (Augmentation) diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances | -          | 4          | (2)           |
| Diminution des charges   | 5          | 41         | 7             |
| Diminution des impôts sur le résultat  | 1          | 3          | -             |
| Diminution du bénéfice net ajusté, avant l'incidence des couvertures             | (1)        | (11)       | (1)           |
| Pertes de couverture de la période considérée, après impôts                      | -          | -          | -             |
| Diminution du bénéfice net ajusté  | (1)        | (11)       | (1)           |

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Bénéfice net

### Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net s'est chiffré à 1 387 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, en hausse de 142 millions, ou de 11 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une diminution de la provision générale au trimestre à l'étude ni de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes. Le bénéfice net ajusté a été de 1 374 millions au troisième trimestre de 2017, ayant progressé de 79 millions, ou de 6 %, en regard de la période correspondante de 2016. Sur un an, le BPA s'est renforcé de 0,19 \$, ou de 10 %, pour s'établir à 2,05 \$ et, après ajustement, il a progressé de 0,09 \$, ou de 4 %, et s'est dégagé à 2,03 \$.

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté de PE Canada ont tous deux augmenté de 9 %, grâce à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts ainsi qu'à la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ce qui a été atténué par l'augmentation des charges. Le bénéfice net comptable de PE États-Unis est demeuré inchangé mais, après ajustement et exprimé en dollars canadiens, il a reculé de 1 million de dollars. En dollars américains, le bénéfice net comptable et celui ajusté de PE États-Unis ont légèrement augmenté sur un an puisque la progression des revenus et un taux d'impôt plus favorable ont été en grande partie annulés par la hausse des charges. Le bénéfice net comptable de la Gestion de patrimoine s'est chiffré à 264 millions, contre 201 millions un an plus tôt et, après ajustement, il a atteint 279 millions, comparativement à 227 millions, ce qui est imputable à la hausse des revenus nets, hausse neutralisée en partie par celle des charges. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est renforcé de 28 % et, après ajustement, il a augmenté de 17 %, ce qui rend compte de l'essor des activités et de l'amélioration des marchés boursiers. Le bénéfice net des activités d'assurance a affiché une hausse de 43 % étant donné qu'un an plus tôt, il y avait eu des variations défavorables des marchés alors que, au trimestre à l'étude, des variations favorables des marchés ont eu une légère incidence positive. Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux se sont tous deux comprimés de 8 % puisque la diminution des revenus et l'augmentation des charges ont été atténuées par le recul de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les résultats comptables des Services d'entreprise se sont renforcés en raison d'une baisse de 54 millions après impôts de la provision générale au cours du trimestre. Les résultats ajustés des Services d'entreprise sont demeurés relativement les mêmes, car la progression des revenus non établis sur une bic a été neutralisée en grande partie par la diminution des recouvrements de pertes sur créances et par l'accroissement des charges au trimestre à l'étude.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017**

Le bénéfice net s'est amélioré de 139 millions de dollars, ou de 11 %, par rapport au trimestre précédent et, après ajustement, il s'est renforcé de 79 millions, ou de 6 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une diminution de la provision générale au trimestre à l'étude ni de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes. Le BPA s'est raffermi de 0,21 \$, ou de 11 %, et après ajustement, il a progressé de 0,11 \$, ou de 6 %.

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté de PE Canada ont tous deux augmenté de 16 % grâce essentiellement à la hausse des revenus autres que d'intérêts, à l'incidence des trois jours de plus qu'à comptés le trimestre, à la progression des soldes de la plupart des produits et à l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Le bénéfice net comptable de PE États-Unis a augmenté de 12 % et, après ajustement et exprimé en dollars canadiens, il a affiché une hausse de 11 %. En dollars américains, le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est amélioré de 16 % et, après ajustement, sa hausse a été de 15 %, ce qui a découlé de la progression des revenus générés par les dépôts, un taux d'impôt plus favorable, des journées supplémentaires et de la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des charges. Le bénéfice net comptable de la Gestion de patrimoine s'est chiffré à 264 millions de dollars, contre 251 millions au trimestre précédent et, après ajustement, il a atteint 279 millions, comparativement à 272 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est renforcé de 7 % et, après ajustement, il a augmenté de 3 %, et ce, grâce aux journées supplémentaires qu'a comptées le trimestre. Le bénéfice net des activités d'assurance a affiché une hausse de 3 millions, ayant été quelque peu soutenu par des variations plus favorables des marchés au cours du trimestre. Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux se sont tous deux comprimés de 9 % à cause principalement du recul des revenus, ce qui a été atténué par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances et un taux d'impôt plus favorable. Les résultats ajustés des Services d'entreprise se sont détériorés en raison de la baisse des revenus non établis sur une bic, lesquels avaient été exceptionnellement élevés au trimestre précédent, d'un taux d'impôt moins favorable et du recul des recouvrements de pertes sur créances. Ces facteurs ont été compensés en partie par la diminution des charges au trimestre à l'étude. Les résultats comptables des Services d'entreprise se sont améliorés en raison de la diminution de la provision générale au cours de cette période, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence nette des facteurs indiqués ci-dessus.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016**

Le bénéfice net s'est chiffré à 4 123 millions de dollars, en hausse de 837 millions, ou de 25 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte d'une diminution de la provision générale au cours des neuf premiers mois de 2017, ni d'un ajustement comptable cumulatif négatif et d'une charge de restructuration un an plus tôt pas plus que de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions dans les deux périodes de neuf mois. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 4 199 millions, pour une augmentation de 574 millions, ou de 16 %, par rapport à un an auparavant. Le BPA s'est renforcé de 1,21 \$, ou de 25 %, et s'est ainsi dégagé à 6,11 \$ et, après ajustement, il a été de 6,22 \$, en hausse de 0,80 \$, ou de 15 %. L'essor sur un an a été favorisé par un profit net de 133 millions dans le présent exercice, ce qui rend compte du profit réalisé à la vente de Moneris US et de la perte subie à la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis, ainsi que par une réduction de valeur d'un placement en actions de 79 millions après impôts au cours de la période correspondante de 2016. Après ajustement, le bénéfice net de PE Canada, de la Gestion de patrimoine et de BMO Marchés des capitaux s'est amélioré en regard d'il y a un an. Quant aux résultats de PE États-Unis, ils se sont quelque peu affaiblis et ceux des Services d'entreprise ont, eux aussi, fléchi.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### **Revenus**

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016**

Les revenus ont baissé de 174 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au troisième trimestre de l'exercice précédent et se sont situés à 5 459 millions. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus se sont établis à 5 206 millions, s'étant accrus de 264 millions, ou de 5 %, grâce au bon rendement de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

Les revenus de PE Canada se sont améliorés de 5 % grâce surtout à l'accroissement des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts. Tant en dollars canadiens qu'en dollars américains, les revenus de PE États-Unis se sont accrus de 2 %, ce qui est principalement imputable à l'amélioration des revenus tirés des dépôts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont augmenté de 7 %, ce qui rend compte de la meilleure tenue des marchés boursiers et de l'essor de ces activités. Les revenus nets d'assurance se sont améliorés étant donné qu'un an plus tôt, il y avait eu des variations défavorables des marchés alors que, au trimestre à l'étude, des variations favorables des marchés ont eu une légère incidence positive. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont fléchi de 1 % puisque la hausse de ceux du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, hausse qu'ont engendrée le niveau élevé des activités de consultation en fusions et acquisitions et la progression des revenus associés aux services bancaires aux sociétés, a été plus qu'annulée par le repli des revenus du secteur Produits de négociation. Ce repli a résulté des marchés et du niveau moins soutenu des activités menées pour les clients. Les revenus des Services d'entreprise ont augmenté grâce à la diminution de l'ajustement sur une bic des groupes et à la progression des revenus non établis sur une bic au trimestre à l'étude.

S'établissant à 2 533 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont dépassé de 59 millions, ou de 2 %, soit de 3 % compte non tenu du repli du dollar américain, ceux d'il y a un an, ce qui provient de l'élargissement des marges de PE États-Unis et de la croissance des prêts. Ces facteurs ont été atténués par la baisse des revenus nets d'intérêts générés par les activités de négociation. L'actif productif moyen s'est situé à 646,6 milliards de dollars, s'étant accru de 23,9 milliards, ou de 4 %, sur un an en raison de la hausse des valeurs mobilières et des prêts. En regard d'il y a un an, la marge nette d'intérêts globale de BMO s'est contractée de 3 points de base, pour se

situer à 1,55 %, ce qui est essentiellement imputable au recul des revenus nets d'intérêts tirés des activités de négociation, ce qui a été neutralisé en partie par l'élargissement des marges sur les dépôts et par l'incidence positive d'une réduction des actifs de PE États-Unis qui génèrent de faibles marges. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts s'est améliorée de 3 points de base sur un an grâce aux marges plus élevées qu'ont dégagées les dépôts de PE États-Unis.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a affiché une hausse de 205 millions de dollars, ou de 8 %, et a été de 2 673 millions. La plupart des catégories de ces revenus ont augmenté.

Le montant brut des revenus d'assurance a baissé de 403 millions de dollars en regard du troisième trimestre de 2016, et ce, en grande partie en raison du fait que les hausses des taux d'intérêt à long terme ont affaibli la juste valeur des placements d'assurance alors qu'un an plus tôt, les baisses de ces taux avaient accru cette juste valeur. Ce facteur a été atténué par l'augmentation des primes de rentes. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI), tel qu'il est indiqué à la page 12. Compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI, nous analysons généralement les revenus déduction faite des SCVPI.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017**

Les revenus ont diminué de 282 millions de dollars, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets se sont accrus de 173 millions, ou de 3 %, soit de 5 % compte non tenu de l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Les revenus de PE Canada se sont raffermis de 8 %, et ce, en raison surtout de la progression des revenus autres que d'intérêts, de l'incidence de trois jours de plus au trimestre considéré, de la hausse des soldes de la plupart des produits et de l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Exprimés en dollars canadiens, les revenus de PE États-Unis se sont renforcés de 2 %. Exprimés en dollars américains, ses revenus ont progressé de 6 % en raison surtout du nombre plus élevé de jours et de la hausse des revenus tirés des dépôts. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont améliorés de 2 % grâce aux journées supplémentaires du trimestre. Les revenus nets d'assurance ont affiché une hausse grâce à la légère incidence positive qu'ont eue des variations plus favorables des marchés au cours de la période à l'étude. Les revenus de BMO Marchés des capitaux ont diminué de 11 %. Les revenus du secteur Produits de négociation ont baissé à cause principalement de la diminution des revenus de négociation, ce qui reflète en partie le repli des activités auprès de certains clients du segment des actions en raison notamment des changements apportés récemment à la législation fiscale. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont fléchi en regard de ceux fort élevés du deuxième trimestre parce que les activités de consultation en fusions et acquisitions ainsi que celles de prise ferme ont été moins intenses. Les revenus des Services d'entreprise se sont accrus grâce à la diminution de l'ajustement sur une bic des groupes au trimestre considéré, facteur atténué par le recul des revenus non établis sur une bic, comparativement à ceux exceptionnellement élevés qui avaient été enregistrés au trimestre précédent.

Les revenus nets d'intérêts ont dépassé de 124 millions de dollars, ou de 5 %, soit de 7 % compte non tenu des répercussions du repli du dollar américain, ceux du deuxième trimestre et se sont ainsi établis à 2 533 millions, ce qui est essentiellement imputable au nombre plus élevé de jours ainsi qu'à l'élargissement des marges de PE Canada et de PE États-Unis. Se situant à 646,6 milliards de dollars, l'actif productif moyen a fléchi de 4,0 milliards, ou de 1 %. Exclusion faite de l'incidence de la dépréciation du dollar américain, il a augmenté de 4,1 milliards, ou de 1 %, ce qui provient essentiellement de la croissance des prêts. En regard du trimestre précédent, la marge nette d'intérêts globale de BMO s'est élargie de 3 points de base, ou de 6 points de base compte non tenu des activités de négociation, et ce, essentiellement en raison des unités des Services bancaires PE, ce qui rend notamment compte de l'amélioration des marges sur les dépôts de PE États-Unis ainsi que de celles sur les produits de prêt et des changements dans la combinaison de produits de PE Canada, incluant le fait que les dépôts ont augmenté plus rapidement que les prêts.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a augmenté de 49 millions de dollars, ou de 2 %.

Le montant brut des revenus d'assurance a reculé de 443 millions de dollars en regard du trimestre précédent à cause surtout du fait que les hausses des taux d'intérêt à long terme ont affaibli la juste valeur des placements d'assurance, alors que les baisses de ces taux au trimestre précédent avaient accru cette juste valeur. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'accroissement des ventes de rentes. Le repli des revenus d'assurance a été contrebalancé en grande partie par la diminution des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités, comme il est indiqué à la page 12.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016**

Les revenus comptables des neuf premiers mois de 2017 ont augmenté de 796 millions de dollars, ou de 5 %, pour totaliser 16 605 millions et, après ajustement, ce qui exclut un ajustement comptable cumulatif négatif un an plus tôt, ils ont progressé de 712 millions, ou de 4 %, atteignant ainsi 16 605 millions. Les revenus nets ont affiché une hausse de 1 295 millions, ou de 9 %, et se sont chiffrés à 15 640 millions. Après ajustement, ils se sont renforcés de 1 211 millions, ou de 8 %, pour s'établir aussi à 15 640 millions.

À 7 472 millions de dollars, les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 98 millions, ou de 1 %, ce qui vient surtout de la croissance des prêts, facteur atténué par la réduction des revenus nets d'intérêts provenant de certaines activités de négociation. L'actif productif moyen s'est accru de 28,4 milliards de dollars, ou de 5 %, pour atteindre 648,2 milliards, grâce surtout à l'essor des valeurs mobilières et des prêts. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est comprimée de 5 points de base, pour se situer à 1,54 %, ce qui a découlé du recul des revenus nets d'intérêts générés par certaines activités de négociation. Compte non tenu des activités de négociation, la marge nette d'intérêts s'est élargie de 1 point de base sur un an et a atteint 1,86 %.

Le montant net des revenus autres que d'intérêts a progressé de 1 197 millions de dollars, ou de 17 %, au cours des neuf mois à l'étude et s'est établi à 8 168 millions. Après ajustement, il a augmenté de 1 113 millions, ou de 16 %, pour atteindre également 8 168 millions, ce qui est principalement imputable à la hausse des commissions de prise ferme et de consultation ainsi que des revenus de négociation et d'assurance, au profit net qui a été inscrit dans l'exercice à l'étude ainsi qu'à la réduction de valeur d'un placement un an plus tôt.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment des détails sur les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des revenus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) 1)

Tableau 4

| (en points de base)  | T3-2017 | T2-2017 | T3-2016 | Cumul 2017 | Cumul 2016 |
|--|---------|---------|---------|------------|------------|
| PE Canada  | 254     | 249     | 255     | 251        | 254        |
| PE États-Unis  | 380     | 373     | 357     | 374        | 364        |
| Services bancaires Particuliers et entreprises   | 293     | 288     | 288     | 290        | 290        |
| Gestion de patrimoine  | 243     | 250     | 236     | 246        | 236        |
| BMO Marchés des capitaux 2)  | 35      | 57      | 55      | 48         | 60         |
| Services d'entreprise 3)   | n. s.   | n. s.   | n. s.   | n. s.      | n. s.      |
| Total de la marge nette d'intérêts de BMO  | 155     | 152     | 158     | 154        | 159        |
| Total de la marge nette d'intérêts de BMO (compte non tenu des activités de négociation) | 190     | 184     | 187     | 186        | 185        |
| Total de la marge des services de détail au Canada 4)                                    | 251     | 247     | 252     | 249        | 251        |

1) La marge nette d'intérêts est calculée et présentée par rapport à l'actif productif moyen plutôt que par rapport à l'actif total. Cette méthode produit une mesure plus pertinente des marges et de leurs variations. Les marges des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic), tandis que la marge globale de BMO l'est selon les PCGR.

2) En regard du trimestre précédent ainsi que du trimestre correspondant et des neuf premiers mois de 2016, les diminutions de la marge nette d'intérêts de BMO Marchés des capitaux associées à la bic sont annulées par les hausses enregistrées par les Services d'entreprise.

3) Les revenus nets d'intérêts ajustés des Services d'entreprise sont négatifs dans toutes les périodes, et leur variabilité influe sur les fluctuations de la marge nette d'intérêts.

4) Le total de la marge des services de détail au Canada représente la marge nette d'intérêts des activités combinées des unités canadiennes de PE Canada et de la Gestion de patrimoine.

n. s. - non significatif

#### Dotations à la provision pour pertes sur créances

##### Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

La dotation à la provision pour pertes sur créances a totalisé 134 millions de dollars, en baisse de 123 millions en regard de la même période un an plus tôt. La provision générale a baissé de 76 millions avant impôts au trimestre à l'étude, ce qui a résulté en grande partie de l'évolution positive des portefeuilles, laquelle a réduit la dotation à la provision pour pertes sur créances. La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances s'est établie à 210 millions, ce qui signale un fléchissement de 47 millions qu'a engendré le recul des dotations de BMO Marchés des capitaux et de PE Canada.

La dotation de PE Canada a diminué de 27 millions de dollars, pour s'établir à 125 millions, ce qui a découlé surtout de la baisse de celle liée aux prêts aux entreprises. La dotation de PE États-Unis, d'un montant de 79 millions, a augmenté de 4 millions en raison de la baisse des recouvrements, ce qui a été neutralisé en partie par le recul des nouvelles dotations. Les recouvrements nets de pertes sur créances de BMO Marchés des capitaux ont été de 2 millions, alors qu'une dotation nette de 37 millions avait été inscrite un an auparavant, amélioration qui a découlé surtout du recul des nouvelles dotations associées à des comptes du secteur pétrolier et gazier. La dotation à la provision spécifique des Services d'entreprise a augmenté de 14 millions en raison surtout du recul des recouvrements de pertes sur créances.

##### Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 125 millions de dollars. La dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances a reculé de 49 millions grâce à la diminution des dotations de BMO Marchés des capitaux et de PE États-Unis.

La dotation de PE Canada a baissé de 3 millions de dollars en raison du repli de celles liées aux portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises. Quant à la dotation de PE États-Unis, elle a fléchi de 11 millions par suite de la diminution des nouvelles dotations, ce qui a été annulé en partie par la baisse des recouvrements. BMO Marchés des capitaux a constaté des recouvrements de pertes sur créances d'un montant net de 2 millions, alors qu'une dotation nette de 46 millions avait été inscrite au trimestre précédent, ce qui est essentiellement imputable à la diminution des nouvelles dotations. La dotation à la provision spécifique des Services d'entreprise a augmenté de 9 millions en raison surtout du recul des recouvrements de pertes sur créances.

**Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation****Tableau 5**

| (en millions de dollars canadiens)                           | T3-2017 | T2-2017 | T3-2016 | Cumul 2017 | Cumul 2016 |
|--|---------|---------|---------|------------|------------|
| PE Canada  | 125     | 128     | 152     | 371        | 419        |
| PE États-Unis  | 79      | 90      | 75      | 229        | 191        |
| Services bancaires Particuliers et entreprises               | 204     | 218     | 227     | 600        | 610        |
| Gestion de patrimoine  | 5       | 1       | 4       | 8          | 8          |
| BMO Marchés des capitaux                                     | (2)     | 46      | 37      | 40         | 89         |
| Services d'entreprise  | 3       | (6)     | (11)    | (6)        | (66)       |
| Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances  | 210     | 259     | 257     | 642        | 641        |
| Diminution de la provision générale pour pertes sur créances | (76)    | -       | -       | (76)       | -          |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances             | 134     | 259     | 257     | 566        | 641        |

**Variations de la dotation à la provision pour pertes sur créances****Tableau 6**

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)  | T3-2017 | T2-2017 | T3-2016 | Cumul 2017 | Cumul 2016 |
|--|---------|---------|---------|------------|------------|
| Nouvelles dotations à la provision spécifique  | 318     | 403     | 400     | 1 030      | 1 047      |
| Reprises sur les provisions déjà établies  | (47)    | (80)    | (74)    | (194)      | (143)      |
| Recouvrements de prêts déjà sortis du bilan  | (61)    | (64)    | (69)    | (194)      | (263)      |
| Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances  | 210     | 259     | 257     | 642        | 641        |
| Diminution de la provision générale pour pertes sur créances   | (76)    | -       | -       | (76)       | -          |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances   | 134     | 259     | 257     | 566        | 641        |
| Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)            | 0,14    | 0,28    | 0,29    | 0,20       | 0,24       |
| Ratio de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%) | 0,22    | 0,28    | 0,29    | 0,23       | 0,24       |

**Prêts douteux**

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) totalisait 2 109 millions de dollars à la fin du trimestre considéré, comparativement à 2 307 millions il y a un an, ce qui a résulté surtout du recul enregistré par BMO Marchés des capitaux et des répercussions de la moins-value du dollar américain, facteurs atténués par l'augmentation constatée par PE États-Unis. Le SBPD a fléchi en regard de celui de 2 399 millions constaté au deuxième trimestre de 2017 en raison de l'incidence de la moins-value du dollar américain et de la diminution du SBPD de BMO Marchés des capitaux et de PE États-Unis.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau 7 ci-dessous. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 405 millions de dollars, contre 752 millions au deuxième trimestre de 2017 et 645 millions un an plus tôt.

**Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses 1)****Tableau 7**

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire) | T3-2017 | T2-2017 | T3-2016 | Cumul 2017 | Cumul 2016 |
|---|---------|---------|---------|------------|------------|
| SBPD à l'ouverture de la période                              | 2 399   | 2 196   | 2 196   | 2 332      | 1 959      |
| Prêts classés dans les prêts douteux durant la période        | 405     | 752     | 645     | 1 666      | 1 957      |
| Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période     | (159)   | (160)   | (144)   | (472)      | (444)      |
| Remboursements, montant net                                   | (242)   | (284)   | (297)   | (823)      | (708)      |
| Montants sortis du bilan                                      | (150)   | (179)   | (153)   | (476)      | (456)      |
| Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan      | -       | -       | -       | -          | -          |
| Cessions de prêts   | 1       | (1)     | -       | (1)        | (6)        |
| Fluctuations des cours de change et autres variations         | (145)   | 75      | 60      | (117)      | 5          |
| SBPD à la clôture de la période                               | 2 109   | 2 399   | 2 307   | 2 109      | 2 307      |
| Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)     | 0,56    | 0,63    | 0,63    | 0,56       | 0,63       |

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

**Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités**

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) ont été de 253 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, comparativement à 691 millions au troisième trimestre de 2016 et à 708 millions au deuxième trimestre du présent exercice, ce qui a découlé du fait que les hausses des taux d'intérêt à long terme ont réduit la juste valeur des passifs au titre des indemnités, alors qu'au troisième trimestre de 2016 et au deuxième trimestre de 2017, les baisses de ces taux avaient accru leur juste valeur. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'augmentation des passifs au titre des rentes à cause de l'augmentation des ventes. Les baisses enregistrées ont été contrebalancées en grande partie par les revenus.

**Charges autres que d'intérêts**

En regard du troisième trimestre de l'exercice précédent, les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 186 millions de dollars, ou de 6 %, et ont été de 3 278 millions. Après ajustement, ces charges ne tiennent pas compte des coûts d'intégration des acquisitions ni de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions dans les deux périodes. Les charges autres que d'intérêts ajustées ont augmenté de 198 millions, ou de 7 %, pour se situer à 3 223 millions, ce qui s'explique surtout par la hausse des frais liés au personnel, hausse notamment attribuable à l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur la rémunération différée, et par l'augmentation des investissements dans la technologie et d'autres coûts.

En comparaison du deuxième trimestre de 2017, les charges autres que d'intérêts comptables et ajustées sont demeurées pour ainsi dire les mêmes. Les charges autres que d'intérêts ajustées se sont alourdies de 2 %, exclusion faite des répercussions de la dépréciation du dollar américain. Les trois journées supplémentaires du trimestre ainsi que l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur la rémunération différée ont eu pour effet d'accroître d'environ 2,6 % les charges autres que d'intérêts comptables et ajustées.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de -0,7 % d'un exercice à l'autre et, après ajustement, il s'est situé à -1,2 %. Le ratio d'efficience comptable a été de 60,0 %, contre 54,9 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 63,0 %, comparativement à 62,6 % pour le même trimestre de l'exercice précédent. Après ajustement, le ratio d'efficience s'est établi à 59,0 %, contre 53,7 % un an plus tôt et, sur la base des revenus nets, il a été de 61,9 %, comparativement à 61,2 % un an auparavant.

En cumul annuel, les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 259 millions de dollars, ou de 3 %, sur un an. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte d'une charge de restructuration qui avait été constatée au deuxième trimestre de l'exercice précédent ni des éléments indiqués ci-dessus, et elles ont accusé une hausse de 466 millions, ou de 5 %. Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts. Sur la base des revenus nets et en cumul annuel, le levier d'exploitation comptable et le levier d'exploitation ajusté se sont situés à 6,3 % et 3,4 %, respectivement.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### **Impôts sur le résultat**

La charge d'impôts sur le résultat a augmenté de 59 millions de dollars par rapport au troisième trimestre de 2016 et de 157 millions en regard du deuxième trimestre de 2017, pour s'établir à 407 millions. Le taux d'impôt effectif a été de 22,7 % pour le trimestre à l'étude, contre 21,9 % un an plus tôt et 16,7 % au deuxième trimestre de 2017.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 399 millions de dollars, s'étant alourdie de 34 millions par rapport à il y a un an et de 132 millions comparativement au deuxième trimestre de 2017. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 22,5 % pour le trimestre écoulé, contre 22,0 % à la même période de 2016 et 17,1 % au deuxième trimestre de 2017. L'augmentation des taux d'impôt avant et après ajustement pour le trimestre à l'étude en regard du troisième trimestre de 2016 et du deuxième trimestre du présent exercice a découlé surtout de la compression du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts, ce qui a été compensé en partie par l'incidence positive d'un élément fiscal. Sur une bic, le taux d'impôt effectif comptable du trimestre s'est établi à 25,3 %, comparativement à 26,7 % pour la période correspondante de 2016 et à 27,0 % au deuxième trimestre de 2017. Sur une bic, le taux d'impôt effectif ajusté du trimestre s'est situé à 25,1 %, comparativement à 26,7 % pour la période correspondante de 2016 et à 27,0 % au deuxième trimestre de 2017.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

## Gestion du capital

### Analyse des fonds propres réglementaires du troisième trimestre de 2017

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 11,2 % au 31 juillet 2017.

Ce ratio a diminué par rapport à celui de 11,3 % enregistré à la fin du deuxième trimestre en raison surtout de l'essor des activités et des rachats d'actions durant le trimestre, ce qui a été atténué par la croissance des résultats non distribués. Ce ratio a augmenté par rapport à celui de 10,1 % inscrit au 31 octobre 2016, ce qui provient surtout de la progression des résultats non distribués et de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques. Tel qu'il est indiqué ci-dessous, les répercussions qu'ont eues sur ce ratio les fluctuations des cours de change ont été en grande partie annulées.

Au 31 juillet 2017, les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 29,6 milliards de dollars, en baisse comparativement à 30,6 milliards au 30 avril 2017, ce qui a découlé principalement des conséquences que les fluctuations des cours de change ont eues sur le cumul des autres éléments du résultat global et des rachats d'actions au cours du trimestre. Ces facteurs ont été atténués par la hausse des résultats non distribués. Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires dépassaient de 1,4 milliard ceux au 31 octobre 2016, ce qui s'explique surtout par la hausse des résultats non distribués, facteur atténué par les répercussions des fluctuations des cours de change.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 265 milliards de dollars au 31 juillet 2017, contre 271 milliards au 30 avril 2017, ce qui provient surtout de l'incidence des variations des cours de change, facteur neutralisé en partie par l'essor des activités. Les actifs pondérés en fonction des risques ont baissé de 13 milliards comparativement au 31 octobre 2016, ce qui rend surtout compte de l'incidence des fluctuations des cours de change et des mesures de réduction et de gestion des risques, facteurs neutralisés en partie par l'essor des activités.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres de la Banque se situaient respectivement à 12,9 % et à 15,2 % au 31 juillet 2017, comparativement à 12,8 % et à 14,9 %, respectivement, au 30 avril 2017. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 a été plus élevé que celui inscrit au 30 avril 2017, essentiellement en raison de l'émission d'actions privilégiées. Quant au ratio du total des fonds propres, il a augmenté à cause de l'émission d'actions privilégiées et de billets subordonnés. Au 31 octobre 2016, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres étaient respectivement de 11,6 % et de 13,6 %. Comparativement à celui au 31 octobre 2016, le ratio des fonds propres de catégorie 1 avait augmenté au 31 juillet 2017 en raison surtout de l'accroissement des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, tel qu'il est indiqué ci-dessus, et de l'émission d'actions privilégiées. Quant au ratio du total des fonds propres, il dépassait celui au 31 octobre 2016 en raison essentiellement de la hausse des fonds propres de catégorie 1 et de l'émission de billets subordonnés.

Le ratio de levier de BMO, conformément à Bâle III, était de 4,4 % au 31 juillet 2017, contre 4,3 % au 30 avril 2017, et dépassait celui de 4,2 % au 31 octobre 2016 en raison principalement de l'augmentation des fonds propres de catégorie 1.

Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains. L'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. BMO peut annuler l'incidence des variations des cours de change sur ses ratios de fonds propres et l'a fait au troisième trimestre. De telles activités pourraient également se répercuter sur la valeur de ses portefeuilles et sur son rendement des capitaux propres.

### Faits nouveaux en matière de réglementation

En décembre 2016, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a publié la version finale de sa ligne directrice *Normes de fonds propres* (NFP), laquelle devait être instaurée au premier trimestre de l'exercice 2017. Ses mises à jour ont compris la modification du traitement des hypothèques résidentielles assurées, des consignes définitives en vue de la mise en œuvre du seuil de perte en cas de défaut de ralentissement, auquel doivent souscrire les banques qui appliquent l'approche fondée sur les notations internes (NI) aux prêts garantis par des biens immobiliers résidentiels, et l'élaboration des règles régissant les placements en actions dans des fonds d'investissement. En août 2017, le BSIF a publié, à des fins de consultation publique, ses mises à jour des NFP en vue de leur entrée en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2018. Ces mises à jour ont porté essentiellement sur le traitement des provisions en raison de l'adoption prévue de l'IFRS 9. Le BSIF a également fait savoir qu'il entendait appliquer, au premier trimestre de l'exercice 2019, l'approche standard pour le risque de crédit de contrepartie et les révisions des normes de fonds propres eu égard aux expositions des banques à des contreparties centrales, sous réserve que les principales contreparties sur les marchés étrangers soient prêtes à les instaurer, ainsi que les normes révisées sur les titrisations que le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publiées en juillet 2016.

Le BSIF a également instauré la réserve de fonds propres anticyclique au premier trimestre de l'exercice 2017. Cette réserve est calculée comme étant la moyenne pondérée des réserves en vigueur dans les territoires où la Banque a des expositions au risque de crédit du secteur privé. Cette réserve a eu une incidence négligeable.

En mars 2017, le CBCB a publié un communiqué de presse confirmant son engagement à parachever la réforme du cadre Bâle III et y précisant que cela prenait plus de temps qu'il avait prévu à l'origine, mais qu'il entendait parvenir à une entente afin de régler les questions qui subsistaient. En avril 2017, le BSIF a fait savoir qu'il préférerait que le CBCB parvienne à une entente que tous les pays membres appuieraient et mettraient en œuvre. Le BSIF a également indiqué que le Canada se préparait à aller de l'avant et à mettre en œuvre son propre plan en vue d'améliorer son régime de fonds propres. Le BSIF a fait savoir que s'il conclut qu'il est improbable que les négociations reprennent dans un proche avenir, il exécutera ce plan de façon mesurée.

En mars 2017, le CBCB a publié une norme concernant le troisième pilier et visant à améliorer la comparabilité et l'uniformité des renseignements financiers réglementaires à fournir en en normalisant la présentation. Cette norme renferme de nouvelles exigences sur les renseignements à fournir à l'égard du régime de la capacité totale d'absorption des pertes (CTAP).

En juin 2017, le BSIF a publié à des fins de commentaires son projet de ligne directrice *Normes sur la capacité totale d'absorption des pertes*. Ce projet de ligne directrice s'adresse aux banques canadiennes d'importance systémique nationale (BISN) au Canada et s'inscrit parmi les mesures de recapitalisation interne des banques de l'administration publique fédérale. Le projet de ligne directrice respecte les normes internationales sur la CTAP qu'a élaborées le Conseil de stabilité financière, mais est adapté au contexte canadien. Selon les attentes, les BISN devront divulguer publiquement leurs ratios de CTAP à compter du premier trimestre de l'exercice 2019, mais auront jusqu'en novembre 2021 pour satisfaire aux normes sur la CTAP dans leur intégralité. Le BSIF prévoit publier la version finale de la ligne directrice sur la CTAP plus tard en 2017.

Parallèlement à la publication de cette ligne directrice du BSIF, le ministère des Finances a publié son projet de règlement de mise en œuvre du régime de recapitalisation interne des six BISN au Canada. La version finale de règlement sera sans doute parachevée à l'automne et son entrée en vigueur devrait avoir lieu 180 jours après sa publication. Le nouveau règlement permettra de convertir les instruments de recapitalisation d'une durée initiale de plus de 400 jours en actions ordinaires si la Société d'assurance-dépôts du Canada juge que cela est approprié. Le règlement sur la recapitalisation interne et la ligne directrice concernant la CTAP ne devraient pas influencer fortement sur la stratégie de financement de BMO.

En juillet 2017, le BSIF a reporté d'au moins un an la mise en application au Canada des règles relatives aux exigences minimales de fonds propres pour couvrir le risque de marché (examen fondamental du portefeuille de négociation ou EFPN), ce qui signifie que la première période de déclaration réglementaire sous le régime des règles relatives à l'EFPN ne sera pas avant le premier trimestre de l'exercice 2021.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, aux pages 70 à 76, Risque de liquidité et de financement, aux pages 100 à 105, et Risque juridique et réglementaire, aux pages 110 et 111 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

#### **Autres faits nouveaux touchant le capital**

Le 1<sup>er</sup> mai 2017, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, offre qui est en vigueur pour un an et aux termes de laquelle nous pouvons racheter à des fins d'annulation jusqu'à 15 millions d'actions ordinaires. En juin 2017, la Bourse de Toronto (TSX) a approuvé des changements à l'offre afin que nous puissions racheter des actions ordinaires dans le cadre de celle-ci par voie d'un accord privé ou d'un programme spécifique de rachat d'actions. Les dates et les montants des achats effectués en vertu de cette offre sont déterminés par la direction en fonction de facteurs comme les conditions du marché et le niveau des fonds propres. Nous consulterons régulièrement le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre. Au cours du trimestre, nous avons racheté et annulé 4 millions d'actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités à un coût moyen de 87,38 \$ par action, soit un total de 349 millions de dollars. Toutes ces actions ont été rachetées en vertu d'un programme spécifique de rachat d'actions. Ces rachats ont été effectués auprès d'un vendeur indépendant, dans des conditions normales de concurrence et à un prix reflétant un escompte par rapport au cours du marché de nos actions ordinaires à la TSX au moment des rachats.

Durant le trimestre, 0,6 million d'actions ordinaires ont été émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (RRD) et par suite de l'exercice d'options sur actions.

Le 31 mai 2017, nous avons procédé à un appel public à l'épargne au pays visant 850 millions de dollars de billets subordonnés à moyen terme, série I, tranche 2 par voie de notre programme de billets à moyen terme canadien.

Le 29 juin 2017, nous avons mené à terme, au Canada, un appel public à l'épargne visant 400 millions de dollars d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 42, lesquelles constituent des fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité.

Le 29 août 2017, BMO a annoncé que son Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel de 0,90 \$ par action ordinaire payable aux détenteurs d'actions ordinaires, soit le même montant qu'au trimestre précédent, mais 0,04 \$, ou 5 %, de plus qu'il y a un an.

Le dividende doit être versé le 28 novembre 2017 aux actionnaires inscrits le 1<sup>er</sup> novembre 2017. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de le réinvestir dans des actions ordinaires de la Banque, conformément au RRD.



**Fonds propres réglementaires admissibles et actifs pondérés en fonction des risques (« tout compris » 1))**
**Tableau 8**

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)  | T3-2017       | T2-2017       | T4-2016       |
|--|---------------|---------------|---------------|
| Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 2)  | 38 694        | 40 573        | 38 464        |
| Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires   | (9 090)       | (10 018)      | (10 305)      |
| <b>Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires</b>  | <b>29 604</b> | <b>30 555</b> | <b>28 159</b> |
| Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 3)  | 4 690         | 4 290         | 4 290         |
| Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1  | (213)         | (217)         | (213)         |
| <b>Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires</b>  | <b>4 477</b>  | <b>4 073</b>  | <b>4 077</b>  |
| <b>Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)</b> | <b>34 081</b> | <b>34 628</b> | <b>32 236</b> |
| Fonds propres de catégorie 2 admissibles 4)  | 6 339         | 5 721         | 5 677         |
| Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2  | (56)          | (50)          | (51)          |
| <b>Fonds propres de catégorie 2</b>  | <b>6 283</b>  | <b>5 671</b>  | <b>5 626</b>  |
| <b>Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)</b>   | <b>40 364</b> | <b>40 299</b> | <b>37 862</b> |
| <b>Actifs pondérés en fonction des risques 5) 6)</b>   |               |               |               |
| Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires                                   | 264 819       | 270 791       | 277 562       |
| Actifs pondérés en fonction des risques – fonds propres de catégorie 1   | 264 819       | 270 791       | 277 562       |
| Actifs pondérés en fonction des risques – total des fonds propres  | 264 819       | 270 791       | 277 562       |

**Ratios des fonds propres (%)**

|  |      |      |      |
|--|------|------|------|
| Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires | 11,2 | 11,3 | 10,1 |
| Ratio des fonds propres de catégorie 1                                 | 12,9 | 12,8 | 11,6 |
| Ratio du total des fonds propres                                       | 15,2 | 14,9 | 13,6 |

- 1) Les fonds propres réglementaires établis selon une formule de calcul « tout compris » supposent que les ajustements réglementaires de Bâle III ont été instaurés en date du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et que la valeur en capital des instruments qui ne sont plus admissibles en tant que fonds propres réglementaires selon les règles de Bâle III est retirée progressivement au rythme de 10 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- 2) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.
- 3) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de fonds propres émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 4) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les instruments de catégorie 2 admissibles émis directement ou indirectement ainsi que les instruments de capital émis directement ou indirectement, dans la mesure où ils sont admissibles, qui sont retirés graduellement aux termes de Bâle III.
- 5) En raison de l'intégration graduelle de l'ajustement d'évaluation du crédit, laquelle a débuté au premier trimestre de 2014, les facteurs scalaires appliqués à la charge totale à instaurer eu égard à cet ajustement relativement aux fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, aux fonds propres de catégorie 1 et au total des fonds propres ont été de 72 %, de 77 % et de 81 %, respectivement, en 2017.
- 6) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

Au 21 août 2017

Nombre d'actions ou  
montant en dollars  
(en millions)

|  |          |
|--|----------|
| <b>Actions ordinaires</b>                  | 649      |
| <b>Actions privilégiées de catégorie B</b> |          |
| Série 16                                   | 157 \$   |
| Série 17                                   | 143 \$   |
| Série 25                                   | 236 \$   |
| Série 26                                   | 54 \$    |
| Série 27                                   | 500 \$   |
| Série 29                                   | 400 \$   |
| Série 31                                   | 300 \$   |
| Série 33                                   | 200 \$   |
| Série 35                                   | 150 \$   |
| Série 36                                   | 600 \$   |
| Série 38                                   | 600 \$   |
| Série 40                                   | 500 \$   |
| Série 42                                   | 400 \$   |
| <b>Billets à moyen terme</b>               |          |
| Série H – tranche 1 1)                     | 1 000 \$ |
| Série H – tranche 2 1)                     | 1 000 \$ |
| Série I – tranche 1 1)                     | 1 250 \$ |
| Série I – tranche 2 2)                     | 850 \$   |
| <b>Options sur actions</b>                 |          |
| Droits acquis                              | 5,1      |
| Droits non acquis                          | 2,9      |

1) Des détails sur les billets à moyen terme, série H, tranche 1 et tranche 2 et sur les billets à moyen terme, série I, tranche 1 sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 173 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

2) Des détails sur les billets à moyen terme, série I, tranche 2 sont présentés à la note 7 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

La note 8 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, débutant à la page 174 du Rapport annuel pour 2016 de BMO, traitent en détail du capital social.

### Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### Désignation des dividendes admissibles

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

## Analyse des résultats des groupes d'exploitation

### Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun de nos groupes et unités d'exploitation pour le troisième trimestre de 2017.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances. Les résultats des périodes antérieures sont retraités en fonction du mode de présentation adopté pour la période à l'étude.

À l'instar des membres de son groupe de référence au Canada, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

#### Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

Tableau 10

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)             | T3-2017 | T2-2017 | T3-2016 | Cumul 2017 | Cumul 2016 |
|---|---------|---------|---------|------------|------------|
| Revenus nets d'intérêts (bic)   | 2 243   | 2 136   | 2 163   | 6 591      | 6 398      |
| Revenus autres que d'intérêts   | 805     | 752     | 776     | 2 461      | 2 225      |
| Total des revenus (bic)   | 3 048   | 2 888   | 2 939   | 9 052      | 8 623      |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances                          | 204     | 218     | 227     | 600        | 610        |
| Charges autres que d'intérêts   | 1 653   | 1 612   | 1 573   | 4 905      | 4 745      |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat                                     | 1 191   | 1 058   | 1 139   | 3 547      | 3 268      |
| Charge d'impôts sur le résultat (bic)                                     | 299     | 279     | 301     | 873        | 857        |
| Bénéfice net comptable  | 892     | 779     | 838     | 2 674      | 2 411      |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1) | 12      | 12      | 13      | 37         | 39         |
| Bénéfice net ajusté   | 904     | 791     | 851     | 2 711      | 2 450      |
| Croissance du bénéfice net (%)  | 6,4     | (1,8)   | 7,5     | 10,9       | 11,1       |
| Croissance du bénéfice net ajusté (%)                                     | 6,2     | (1,8)   | 7,3     | 10,6       | 10,8       |
| Croissance des revenus (%)  | 3,7     | 2,5     | 12,1    | 5,0        | 13,4       |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%)                          | 5,1     | 2,8     | 8,3     | 3,4        | 11,8       |
| Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)                 | 5,2     | 2,8     | 8,4     | 3,5        | 12,0       |
| Rendement des capitaux propres (%)  | 16,9    | 14,9    | 16,1    | 16,7       | 15,6       |
| Rendement des capitaux propres ajusté (%)                                 | 17,1    | 15,2    | 16,4    | 17,0       | 15,9       |
| Levier d'exploitation (%) (bic)   | (1,4)   | (0,3)   | 3,8     | 1,6        | 1,6        |
| Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)                                    | (1,5)   | (0,3)   | 3,7     | 1,5        | 1,4        |
| Ratio d'efficacité (%) (bic)  | 54,2    | 55,8    | 53,5    | 54,2       | 55,0       |
| Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)                                       | 53,7    | 55,2    | 52,9    | 53,6       | 54,4       |
| Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)              | 2,93    | 2,88    | 2,88    | 2,90       | 2,90       |
| Actif productif moyen   | 303 524 | 303 819 | 298 455 | 303 497    | 294 776    |
| Solde moyen net des prêts et acceptations                                 | 305 971 | 305 287 | 297 932 | 305 093    | 294 115    |
| Solde moyen des dépôts  | 238 998 | 239 063 | 230 418 | 239 130    | 228 204    |

1) Les montants avant impôts de 17 millions de dollars aux troisième trimestres de 2017 et de 2016, de 16 millions au deuxième trimestre de 2017, de 50 millions dans les neuf premiers mois de 2017 et de 53 millions dans les neuf premiers mois de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net des Services bancaires PE s'est situé à 892 millions de dollars et, après ajustement, il a atteint 904 millions, ce qui, dans les deux cas, constitue une hausse de 6 % en regard d'il y a un an. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)             | T3-2017        | T2-2017 | T3-2016 | Cumul 2017     | Cumul 2016 |
|---|----------------|---------|---------|----------------|------------|
| Revenus nets d'intérêts   | <b>1 334</b>   | 1 254   | 1 285   | <b>3 891</b>   | 3 761      |
| Revenus autres que d'intérêts   | <b>521</b>     | 470     | 485     | <b>1 667</b>   | 1 406      |
| Total des revenus   | <b>1 855</b>   | 1 724   | 1 770   | <b>5 558</b>   | 5 167      |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances                          | <b>125</b>     | 128     | 152     | <b>371</b>     | 419        |
| Charges autres que d'intérêts   | <b>904</b>     | 882     | 864     | <b>2 687</b>   | 2 578      |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat                                     | <b>826</b>     | 714     | 754     | <b>2 500</b>   | 2 170      |
| Charge d'impôts sur le résultat   | <b>212</b>     | 183     | 194     | <b>612</b>     | 556        |
| Bénéfice net comptable  | <b>614</b>     | 531     | 560     | <b>1 888</b>   | 1 614      |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1) | <b>1</b>       | –       | 1       | <b>2</b>       | 2          |
| Bénéfice net ajusté   | <b>615</b>     | 531     | 561     | <b>1 890</b>   | 1 616      |
| Revenus des services bancaires aux particuliers                           | <b>1 203</b>   | 1 113   | 1 154   | <b>3 487</b>   | 3 372      |
| Revenus des services bancaires aux entreprises                            | <b>652</b>     | 611     | 616     | <b>2 071</b>   | 1 795      |
| Croissance du bénéfice net (%)  | <b>9,4</b>     | 1,2     | 1,1     | <b>16,9</b>    | 4,7        |
| Croissance des revenus (%)  | <b>4,8</b>     | 3,2     | 4,3     | <b>7,6</b>     | 4,8        |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%)                          | <b>4,7</b>     | 4,8     | 2,2     | <b>4,2</b>     | 3,4        |
| Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)                 | <b>4,7</b>     | 4,8     | 2,2     | <b>4,2</b>     | 3,4        |
| Levier d'exploitation (%)   | <b>0,1</b>     | (1,6)   | 2,1     | <b>3,4</b>     | 1,4        |
| Levier d'exploitation ajusté (%)  | <b>0,1</b>     | (1,6)   | 2,1     | <b>3,4</b>     | 1,4        |
| Ratio d'efficacité (%)  | <b>48,7</b>    | 51,1    | 48,8    | <b>48,3</b>    | 49,9       |
| Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)                    | <b>2,54</b>    | 2,49    | 2,55    | <b>2,51</b>    | 2,54       |
| Actif productif moyen   | <b>208 682</b> | 206 757 | 200 709 | <b>207 042</b> | 198 066    |
| Solde moyen net des prêts et acceptations                                 | <b>216 878</b> | 214 139 | 207 240 | <b>214 573</b> | 204 168    |
| Solde moyen des dépôts  | <b>154 102</b> | 151 358 | 142 926 | <b>151 871</b> | 140 836    |

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars aux troisième trimestres de 2017 et de 2016, de néant au deuxième trimestre de 2017 et de 2 millions dans les neuf premiers mois de 2017 et de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté de PE Canada ont atteint respectivement 614 millions de dollars et 615 millions, ce qui, dans les deux cas, signale des hausses de 54 millions, ou de 9 %, sur un an. Le bénéfice net ajusté exclut l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les revenus ont atteint 1 855 millions, s'étant améliorés de 85 millions, ou de 5 %, en regard de la période correspondante de l'exercice précédent grâce surtout à la progression des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts. La marge nette d'intérêts a été de 2,54 %, pour une baisse de 1 point de base.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux particuliers se sont accrus de 49 millions de dollars, ou de 4 %, en raison de l'augmentation des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux entreprises se sont renforcés de 36 millions de dollars, ou de 6 %, grâce principalement à la hausse des soldes de la plupart des produits et des revenus autres que d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 27 millions de dollars, pour s'établir à 125 millions, ce qui a découlé surtout de la baisse de la dotation liée aux prêts aux entreprises. Atteignant 904 millions, les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 40 millions, ou de 5 %, ce qui reflète les investissements continus dans les activités, dont ceux consacrés à certains postes de vente et à notre stratégie en matière de numérique.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 9,6 milliards de dollars, ou de 5 %, par rapport à il y a un an, et s'est chiffré à 216,9 milliards. Le total des soldes de prêts aux particuliers, exclusion faite des cartes des particuliers, s'est renforcé de 4 % et celui des soldes de prêts aux entreprises, compte non tenu des cartes des entreprises, s'est accru de 8 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 11,2 milliards, ou de 8 %, et s'est chiffré à 154,1 milliards. Les soldes des dépôts des particuliers ont affiché une hausse de 7 % en raison surtout de la croissance des comptes de chèques et des dépôts à terme, et les soldes des dépôts des entreprises se sont améliorés de 9 %.

### Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont tous deux accrus de 16 % en regard du trimestre précédent. Les revenus se sont renforcés de 131 millions de dollars, ou de 8 %, en raison surtout de la hausse des revenus autres que d'intérêts, de l'incidence qu'ont eue les trois jours de plus du trimestre à l'étude, de la hausse des soldes de la plupart des produits et de l'élargissement de la marge nette d'intérêts. Celle-ci s'est établie à 2,54 %, ayant augmenté de 5 points de base, ce qui est essentiellement imputable à l'amélioration des marges sur les produits de prêt et à des changements dans la combinaison de produits, ce qui inclut le fait que les dépôts ont augmenté plus rapidement que les prêts.

Les revenus de l'unité des services bancaires aux particuliers ont progressé de 90 millions de dollars, ou de 8 %, et ceux de l'unité des services bancaires aux entreprises se sont renforcés de 41 millions, ou de 7 %, en raison de la hausse des revenus autres que d'intérêts, du nombre plus élevé de jours, de l'essor des soldes de la plupart des produits et de la croissance de la marge nette d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 3 millions de dollars en raison de la diminution des dotations relatives aux portefeuilles de prêts aux particuliers et de prêts aux entreprises. Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 22 millions, ou de 3 %, ce qui rend surtout compte de l'incidence des journées supplémentaires.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 2,7 milliards de dollars, ou de 1 %, et le solde moyen des dépôts s'est accru de 2,7 milliards, ou de 2 %.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté, soit 1 888 millions de dollars et 1 890 millions, respectivement, ont tous deux augmenté de 274 millions, ou de 17 %, sur un an. Les revenus ont atteint 5 558 millions, s'étant améliorés de 391 millions, ou de 8 %, en raison de la progression des soldes de la plupart des produits, du profit réalisé sur une vente au premier trimestre de 2017 et de la hausse des revenus autres que d'intérêts, facteurs atténués par le recul de la marge nette d'intérêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 371 millions de dollars, ayant diminué de 48 millions en raison de la baisse des dotations relatives aux prêts aux entreprises et aux prêts aux particuliers. Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 109 millions, ou de 4 %, pour atteindre 2 687 millions, ce qui reflète les investissements continus dans les activités.

Le solde moyen net des prêts et acceptations, au montant de 214,6 milliards de dollars, a augmenté de 10,4 milliards, ou de 5 %, et le solde moyen des dépôts a progressé de 11,0 milliards, ou de 8 %, et s'est situé à 151,9 milliards.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

Tableau 12

| (en millions de dollars américains, sauf indication contraire)            | T3-2017 | T2-2017 | T3-2016 | Cumul 2017 | Cumul 2016 |
|---|---------|---------|---------|------------|------------|
| Revenus nets d'intérêts (bic)   | 701     | 657     | 674     | 2 042      | 1 989      |
| Revenus autres que d'intérêts   | 219     | 210     | 223     | 601        | 618        |
| Total des revenus (bic)   | 920     | 867     | 897     | 2 643      | 2 607      |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances                          | 59      | 68      | 58      | 172        | 144        |
| Charges autres que d'intérêts   | 577     | 545     | 544     | 1 678      | 1 634      |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat                                     | 284     | 254     | 295     | 793        | 829        |
| Charge d'impôts sur le résultat (bic)                                     | 70      | 69      | 82      | 198        | 227        |
| Bénéfice net comptable  | 214     | 185     | 213     | 595        | 602        |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1) | 9       | 9       | 9       | 27         | 28         |
| Bénéfice net ajusté   | 223     | 194     | 222     | 622        | 630        |
| Croissance du bénéfice net (%)  | 0,7     | (10,5)  | 20,7    | (1,1)      | 18,5       |
| Croissance du bénéfice net ajusté (%)                                     | 0,4     | (10,2)  | 18,9    | (1,2)      | 16,8       |
| Croissance des revenus (%)  | 2,4     | (1,6)   | 23,1    | 1,4        | 20,3       |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%)                          | 6,1     | (2,5)   | 13,5    | 2,7        | 15,2       |
| Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)                 | 6,4     | (2,4)   | 14,1    | 2,9        | 15,9       |
| Levier d'exploitation (%) (bic)   | (3,7)   | 0,9     | 9,6     | (1,3)      | 5,1        |
| Levier d'exploitation ajusté (%) (bic)                                    | (4,0)   | 0,8     | 9,0     | (1,5)      | 4,4        |
| Ratio d'efficacité (%) (bic)  | 62,8    | 62,8    | 60,6    | 63,5       | 62,7       |
| Ratio d'efficacité ajusté (%) (bic)                                       | 61,5    | 61,4    | 59,2    | 62,1       | 61,2       |
| Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)              | 3,80    | 3,73    | 3,57    | 3,74       | 3,64       |
| Actif productif moyen   | 73 130  | 72 363  | 75 021  | 72 954     | 72 958     |
| Solde moyen net des prêts et acceptations                                 | 68 700  | 67 954  | 69 607  | 68 466     | 67 856     |
| Solde moyen des dépôts  | 65 424  | 65 396  | 67 155  | 65 984     | 65 900     |
| (équivalents en millions de dollars canadiens)                            |         |         |         |            |            |
| Revenus nets d'intérêts (bic)   | 909     | 882     | 878     | 2 700      | 2 637      |
| Revenus autres que d'intérêts   | 284     | 282     | 291     | 794        | 819        |
| Total des revenus (bic)   | 1 193   | 1 164   | 1 169   | 3 494      | 3 456      |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances                          | 79      | 90      | 75      | 229        | 191        |
| Charges autres que d'intérêts   | 749     | 730     | 709     | 2 218      | 2 167      |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat                                     | 365     | 344     | 385     | 1 047      | 1 098      |
| Charge d'impôts sur le résultat (bic)                                     | 87      | 96      | 107     | 261        | 301        |
| Bénéfice net comptable  | 278     | 248     | 278     | 786        | 797        |
| Bénéfice net ajusté   | 289     | 260     | 290     | 821        | 834        |
| Croissance du bénéfice net (%)  | 0,2     | (7,5)   | 23,6    | (1,3)      | 27,0       |
| Croissance du bénéfice net ajusté (%)                                     | (0,1)   | (7,3)   | 21,8    | (1,5)      | 25,1       |
| Croissance des revenus (%)  | 2,0     | 1,4     | 26,5    | 1,1        | 29,3       |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%)                          | 5,6     | 0,4     | 16,8    | 2,4        | 23,9       |
| Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)                 | 5,9     | 0,5     | 17,4    | 2,6        | 24,6       |
| Actif productif moyen   | 94 842  | 97 062  | 97 746  | 96 455     | 96 710     |
| Solde moyen net des prêts et acceptations                                 | 89 093  | 91 148  | 90 692  | 90 520     | 89 947     |
| Solde moyen des dépôts  | 84 896  | 87 705  | 87 492  | 87 259     | 87 368     |

1) Les montants avant impôts de 12 millions de dollars américains aux troisième et deuxième trimestres de 2017, de 13 millions de dollars américains au troisième trimestre de 2016, de 36 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de 2017 et de 39 millions de dollars américains pour les neuf premiers mois de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016**

À 278 millions de dollars, le bénéfice net comptable est demeuré inchangé sur un an, alors que le bénéfice net ajusté a fléchi de 1 million, pour se dégager à 289 millions. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est situé à 214 millions de dollars et le bénéfice net ajusté, à 223 millions, ce qui est légèrement plus élevé qu'il y a un an, car la hausse des revenus et un taux d'impôt plus favorable ont été en grande partie annulées par l'augmentation des charges. À 920 millions, les revenus ont augmenté de 23 millions, ou de 2 %, ce qui est essentiellement imputable à l'amélioration de ceux générés par les dépôts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 23 points de base, pour s'établir à 3,80 %, à la faveur de l'accroissement des revenus tirés des dépôts et de l'incidence favorable de la réduction des actifs dégagant de faibles marges, déduction faite de la compression des marges sur les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 59 millions de dollars, ayant augmenté de 1 million en raison de la baisse des recouvrements, ce qui a été atténué par le recul des nouvelles dotations. Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 577 millions et, après ajustement, elles ont été de 565 millions, ce qui, dans les deux cas, signale une augmentation de 6 % et reflète la hausse des frais liés au personnel, des investissements dans la technologie et des coûts de commercialisation.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a baissé de 0,9 milliard de dollars, ou de 1 %, sur un an, pour s'établir à 68,7 milliards, ce qui est imputable au repli des volumes de prêts aux particuliers, repli qui tient compte de la vente de prêts automobiles indirects. Ce facteur a été neutralisé en partie par l'essor de 5 % des prêts aux entreprises.

Le solde moyen des dépôts a fléchi de 1,7 milliard de dollars, ou de 3 %, sur un an à cause du recul, par ailleurs prévu, des volumes de dépôts des entreprises, les taux d'intérêt ayant augmenté. Ce recul a été annulé en partie par l'accroissement des volumes de tous les produits de dépôt des particuliers.

### **Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017**

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont améliorés de 12 % et de 11 %, respectivement, en regard du trimestre précédent. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est raffermi de 16 % et le bénéfice net ajusté a augmenté de 15 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète la hausse des revenus générés par les dépôts, un taux d'impôt plus favorable, l'incidence qu'ont eue les trois jours de plus du trimestre et la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été atténués par l'accroissement des charges. Les revenus ont augmenté de 53 millions de dollars, ou de 6 %, en raison surtout des jours supplémentaires et de la progression des revenus générés par les dépôts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 7 points de base grâce à l'accroissement des marges sur les dépôts, déduction faite de la compression de celles sur les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a fléchi de 9 millions de dollars en raison de la baisse des nouvelles dotations, ce qui a été neutralisé en partie par le recul des recouvrements. Avant et après ajustement, les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 32 millions, ou de 6 %, et ce, en raison surtout du nombre plus élevé de jours et de la hausse d'autres charges, dont celles liées à la technologie et à la commercialisation.

Le solde moyen net des prêts et acceptations a augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou de 1 %, en regard du trimestre précédent. Le solde moyen des dépôts est demeuré relativement stable.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016**

Le bénéfice net comptable a été de 786 millions de dollars et le bénéfice net ajusté s'est dégagé à 821 millions, ce qui, dans les deux cas, traduit un léger recul sur un an. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

À respectivement 595 millions de dollars et 622 millions, tant le bénéfice net comptable que celui ajusté ont été quelque peu inférieurs à ceux dégagés un an auparavant. Les revenus se sont chiffrés à 2 643 millions, ayant augmenté de 36 millions en raison surtout de la hausse des revenus tirés des dépôts et de l'accroissement des volumes de prêts, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts et de l'incidence d'une perte sur la vente de prêts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 10 points de base, pour s'établir à 3,74 %, à la faveur de l'accroissement des revenus tirés des dépôts et de l'incidence favorable d'une réduction des actifs dégagant de faibles marges, compte non tenu de la compression des marges sur les prêts.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 172 millions de dollars, ayant augmenté de 28 millions par suite de la hausse des nouvelles dotations et de la diminution des recouvrements. Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 678 millions et, après ajustement, elles ont été de 1 642 millions, ce qui, dans les deux cas, signale une amélioration de 3 %.

Le solde moyen net des prêts et acceptations s'est renforcé de 0,6 milliard de dollars, ou de 1 %, sur un an, pour s'établir à 68,5 milliards, ce qui est imputable à une croissance de 9 % des prêts aux entreprises, facteur atténué par le repli des volumes de prêts aux particuliers, repli qui tient compte de la vente de prêts.

À 66,0 milliards de dollars, le solde moyen des dépôts a été stable sur un an puisque l'accroissement des volumes de tous les produits de dépôt des particuliers a été contrebalancé par la contraction des volumes de dépôts des entreprises.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)                    | T3-2017 | T2-2017 | T3-2016 | Cumul 2017 | Cumul 2016 |
|--|---------|---------|---------|------------|------------|
| Revenus nets d'intérêts  | 175     | 169     | 154     | 511        | 452        |
| Revenus autres que d'intérêts  | 1 262   | 1 695   | 1 618   | 4 002      | 4 154      |
| Total des revenus  | 1 437   | 1 864   | 1 772   | 4 513      | 4 606      |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) | 253     | 708     | 691     | 965        | 1 464      |
| Revenus, déduction faite des SCVPI   | 1 184   | 1 156   | 1 081   | 3 548      | 3 142      |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances                                 | 5       | 1       | 4       | 8          | 8          |
| Charges autres que d'intérêts  | 832     | 821     | 810     | 2 507      | 2 504      |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat  | 347     | 334     | 267     | 1 033      | 630        |
| Charge d'impôts sur le résultat  | 83      | 83      | 66      | 252        | 148        |
| Bénéfice net comptable   | 264     | 251     | 201     | 781        | 482        |
| Coûts d'intégration des acquisitions 1)  | -       | -       | 9       | -          | 23         |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)        | 15      | 21      | 17      | 51         | 55         |
| Bénéfice net ajusté  | 279     | 272     | 227     | 832        | 560        |
| Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine    | 188     | 178     | 147     | 528        | 338        |
| Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine       | 203     | 199     | 173     | 579        | 416        |
| Bénéfice net comptable des activités d'assurance                                 | 76      | 73      | 54      | 253        | 144        |
| Croissance du bénéfice net (%)   | 31,6    | 86,5    | (4,0)   | 61,9       | (20,4)     |
| Croissance du bénéfice net ajusté (%)  | 22,7    | 72,4    | (2,0)   | 48,3       | (17,9)     |
| Croissance des revenus (%)   | (18,9)  | 33,4    | 32,6    | (2,0)      | 7,0        |
| Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)                            | 9,5     | 16,7    | (3,3)   | 12,9       | (5,3)      |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%)                                 | 2,6     | 0,6     | (3,5)   | 0,1        | -          |
| Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)                        | 4,5     | 1,0     | (3,8)   | 1,6        | 0,1        |
| Rendement des capitaux propres (%)   | 17,6    | 17,0    | 13,2    | 17,1       | 10,5       |
| Rendement des capitaux propres ajusté (%)  | 18,5    | 18,4    | 15,0    | 18,2       | 12,2       |
| Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)                             | 6,9     | 16,1    | 0,2     | 12,8       | (5,3)      |
| Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)                      | 5,0     | 15,7    | 0,5     | 11,3       | (5,4)      |
| Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)                                | 70,3    | 71,1    | 75,0    | 70,7       | 79,7       |
| Ratio d'efficacité ajusté (%)  | 56,7    | 42,7    | 43,9    | 54,2       | 52,3       |
| Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)                         | 68,8    | 68,8    | 72,0    | 68,9       | 76,6       |
| Actifs sous gestion et sous administration                                       | 878 423 | 920 345 | 863 027 | 878 423    | 863 027    |
| Actif productif moyen  | 28 444  | 27 846  | 25 982  | 27 781     | 25 592     |
| Solde moyen net des prêts et acceptations  | 18 323  | 17 932  | 16 598  | 17 904     | 16 291     |
| Solde moyen des dépôts   | 33 778  | 33 919  | 30 189  | 33 291     | 29 604     |

**États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)**

|   |       |       |       |       |       |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Total des revenus                         | 165   | 159   | 165   | 482   | 433   |
| Charges autres que d'intérêts             | 137   | 133   | 140   | 406   | 436   |
| Bénéfice net comptable                    | 22    | 19    | 17    | 58    | (2)   |
| Bénéfice net ajusté                       | 25    | 22    | 21    | 67    | 9     |
| Actif productif moyen                     | 3 386 | 3 328 | 3 502 | 3 331 | 3 460 |
| Solde moyen net des prêts et acceptations | 3 345 | 3 283 | 3 293 | 3 282 | 3 198 |
| Solde moyen des dépôts                    | 5 820 | 5 767 | 5 445 | 5 749 | 5 642 |

1) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts liés à F&C de 10 millions de dollars au troisième trimestre de 2016 et de 28 millions dans les neuf premiers mois de 2016 ont été pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 17 millions de dollars au troisième trimestre de 2017, de 26 millions au deuxième trimestre de 2017, de 22 millions au troisième trimestre de 2016, de 62 millions dans les neuf premiers mois de 2017 et de 69 millions dans les neuf premiers mois de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

**Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016**

Sur un an, le bénéfice net comptable a été de 264 millions de dollars, ayant bondi de 63 millions, ou de 32 %, et le bénéfice net ajusté, de 279 millions, a augmenté de 52 millions, ou de 23 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ni des coûts d'intégration des acquisitions. À 188 millions, le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est renforcé de 41 millions, ou de 28 %, sur un an, et leur bénéfice net ajusté a atteint 203 millions, en hausse de 30 millions, ou de 17 %, en regard du trimestre correspondant de 2016, ce qui reflète l'essor des activités et l'amélioration des marchés boursiers. Le bénéfice net des activités d'assurance a atteint 76 millions, ce qui signale une hausse de 22 millions, ou de 43 %, étant donné, qu'un an plus tôt, il y avait eu des variations défavorables des marchés alors qu'au trimestre à l'étude, des variations plus favorables des marchés ont eu une légère incidence positive.

Les revenus se sont établis à 1 437 millions de dollars, comparativement à 1 772 millions un an auparavant. Déduction faite des SCVPI, ils ont augmenté de 103 millions, soit de 9 %, pour se situer à 1 184 millions. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 051 millions, ayant progressé de 70 millions, ou de 7 %, ce qui rend compte de la meilleure tenue des marchés boursiers et de l'essor des activités. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 133 millions, ce qui représente 33 millions de plus qu'il y a un an, cette hausse ayant résulté des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 832 millions de dollars, en hausse de 22 millions, ou de 3 %. Après ajustement, elles ont totalisé 815 millions, ayant augmenté de 37 millions, ou de 5 %, en raison principalement de l'augmentation des charges liées aux revenus et des coûts associés à la technologie.

À 878 milliards de dollars, les actifs sous gestion et sous administration se sont accrus de 15 milliards, ou de 2 %, sur un an grâce à l'appréciation des marchés boursiers et à l'essor des actifs des nouveaux clients, ce qui a été atténué par les fluctuations défavorables des cours de change. Sur un an, les prêts et les dépôts ont enregistré des hausses respectives de 10 % et de 12 % puisque nous poursuivons la diversification de notre combinaison de produits.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017**

Le bénéfice net comptable s'est dégagé à 264 millions de dollars, comparativement à 251 millions au trimestre précédent. Après ajustement, il s'est chiffré à 279 millions, contre 272 millions. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a progressé de 10 millions, ou de 7 % et, après ajustement, il a augmenté de 4 millions, ou de 3 %, en raison de l'incidence des trois jours de plus du trimestre à l'étude. Le bénéfice net des activités d'assurance a été de 76 millions, ayant progressé de 3 millions grâce au fait que des variations plus favorables des marchés dans cette période ont eu une légère incidence positive.

Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 2 % par rapport au trimestre précédent. Les revenus des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont renforcés de 19 millions de dollars, ou de 2 %, en raison de l'incidence des journées supplémentaires. Les revenus nets d'assurance se sont améliorés de 9 millions grâce au facteur précité.

Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 11 millions de dollars, ou de 1 %, et, après ajustement, elles ont accusé une hausse de 20 millions, ou de 2 %, en raison surtout de l'incidence du nombre plus élevé de jours.

Les actifs sous gestion et sous administration se sont affaiblis de 42 milliards de dollars, ou de 5 %, à cause surtout des fluctuations défavorables des cours de change, ce qui a été atténué par l'essor des actifs des nouveaux clients. D'un trimestre à l'autre, les prêts ont affiché une croissance de 2 %, mais les dépôts sont demeurés pour ainsi dire inchangés.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016**

Le bénéfice net comptable a été de 781 millions de dollars, contre 482 millions un an plus tôt. Le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 832 millions, comparativement à 560 millions pour la même période de l'exercice 2016. Le bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a augmenté de 163 millions par rapport à il y a un an pour se situer à 579 millions, ce qui provient surtout de la réduction de valeur d'un placement au cours des neuf premiers mois de 2016, de l'essor des activités et de l'amélioration des marchés boursiers. Le bénéfice net des activités d'assurance a atteint 253 millions, en hausse de 109 millions sur un an, hausse qui a découlé surtout de l'incidence positive des fluctuations des marchés au cours des neuf mois à l'étude, comparativement à des répercussions négatives un an plus tôt, ainsi que de la croissance des activités.

Les revenus nets se sont établis à 3 548 millions de dollars, contre 3 142 millions un an auparavant. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 3 123 millions, ayant augmenté de 267 millions, ou de 9 %, en raison de la réduction de valeur d'un placement un an plus tôt, de la meilleure tenue des marchés boursiers et de l'essor des activités. Ces facteurs ont été atténués par l'incidence de la moins-value de la livre sterling. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 425 millions, ce qui représente 139 millions de plus qu'il y a un an, cette hausse ayant résulté des facteurs précités.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 2 507 millions de dollars, en hausse de 3 millions. Après ajustement, elles ont totalisé 2 445 millions, ayant augmenté de 38 millions sur un an en raison surtout de la hausse de celles liées aux revenus, ce qui a été neutralisé en partie par les résultats fructueux des initiatives visant à rehausser la productivité, par l'incidence de la dépréciation de la livre sterling et par les dessaisissements.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.



| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)                           | T3-2017 | T2-2017 | T3-2016 | Cumul 2017 | Cumul 2016 |
|---|---------|---------|---------|------------|------------|
| Revenus nets d'intérêts (bic)   | 234     | 377     | 351     | 959        | 1 144      |
| Revenus autres que d'intérêts   | 833     | 823     | 731     | 2 536      | 2 015      |
| Total des revenus (bic)   | 1 067   | 1 200   | 1 082   | 3 495      | 3 159      |
| Dotation à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances                     | (2)     | 46      | 37      | 40         | 89         |
| Charges autres que d'intérêts   | 691     | 686     | 621     | 2 099      | 1 914      |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat   | 378     | 468     | 424     | 1 356      | 1 156      |
| Charge d'impôts sur le résultat (bic)   | 86      | 147     | 107     | 367        | 295        |
| Bénéfice net comptable  | 292     | 321     | 317     | 989        | 861        |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)               | 1       | 1       | 1       | 2          | 1          |
| Bénéfice net ajusté   | 293     | 322     | 318     | 991        | 862        |
| Revenus du secteur Produits de négociation  | 616     | 685     | 695     | 2 080      | 2 012      |
| Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés                 | 451     | 515     | 387     | 1 415      | 1 147      |
| Croissance du bénéfice net (%)  | (7,8)   | 12,0    | 18,5    | 15,0       | 11,3       |
| Croissance des revenus (%)  | (1,3)   | 13,0    | 9,0     | 10,6       | 8,7        |
| Croissance des charges autres que d'intérêts (%)  | 11,3    | 8,4     | (0,1)   | 9,7        | 3,0        |
| Rendement des capitaux propres (%)  | 13,7    | 15,8    | 16,0    | 15,7       | 14,5       |
| Levier d'exploitation (%) (bic)   | (12,6)  | 4,6     | 9,1     | 0,9        | 5,7        |
| Ratio d'efficacité (%) (bic)  | 64,7    | 57,1    | 57,4    | 60,0       | 60,6       |
| Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%) (bic)                            | 0,35    | 0,57    | 0,55    | 0,48       | 0,60       |
| Actif productif moyen   | 267 224 | 271 298 | 254 093 | 269 404    | 254 506    |
| Actif moyen   | 307 265 | 308 914 | 300 601 | 309 282    | 305 691    |
| Solde moyen net des prêts et acceptations   | 52 745  | 52 239  | 46 943  | 51 741     | 45 434     |
| Solde moyen des dépôts  | 144 768 | 152 543 | 149 099 | 149 209    | 149 585    |
| <b>États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)</b> |         |         |         |            |            |
| Total des revenus (bic)   | 317     | 339     | 281     | 1 003      | 824        |
| Charges autres que d'intérêts   | 244     | 224     | 207     | 695        | 637        |
| Bénéfice net comptable  | 55      | 68      | 50      | 211        | 114        |
| Actif productif moyen   | 90 347  | 86 830  | 78 141  | 87 355     | 78 021     |
| Actif moyen   | 95 292  | 92 138  | 85 394  | 92 710     | 85 741     |
| Solde moyen net des prêts et acceptations   | 15 703  | 15 443  | 15 615  | 15 569     | 14 834     |
| Solde moyen des dépôts  | 53 824  | 51 948  | 53 291  | 51 052     | 53 079     |

1) Les montants avant impôts de 1 million de dollars aux troisième et deuxième trimestres de 2017 et au troisième trimestre de 2016, de 3 millions dans les neuf premiers mois de 2017 et de 1 million dans les neuf premiers mois de 2016 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

#### Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016

Le bénéfice net comptable s'est dégagé à 292 millions de dollars et le bénéfice net ajusté, lequel ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, a été de 293 millions, ce qui, dans les deux cas, signale une baisse de 25 millions, ou de 8 %, sur un an puisque le recul des revenus et la hausse des charges ont été atténués par la diminution de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le rendement des capitaux propres s'est situé à 13,7 %, comparativement à 16,0 % un an plus tôt.

Les revenus se sont établis à 1 067 millions de dollars, ayant régressé de 15 millions, ou de 1 %, étant donné que la hausse des revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés qu'ont permise le niveau élevé des activités de consultation en fusions et acquisitions et l'augmentation des revenus liés aux services bancaires aux sociétés a été plus qu'annulée par le recul des revenus du secteur Produits de négociation à cause des marchés et des activités moins intenses qui ont été menées pour les clients.

Les recouvrements nets de pertes sur créances de BMO Marchés des capitaux se sont chiffrés à 2 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision d'un montant net de 37 millions au trimestre correspondant de 2016, et ont découlé surtout de la baisse des nouvelles dotations liées à des comptes du secteur pétrolier et gazier. Les charges autres que d'intérêts ont accusé une hausse de 70 millions, ou de 11 %, ce qui témoigne de l'augmentation des frais liés au personnel, incluant l'incidence de la conversion des monnaies étrangères sur la rémunération différée, ainsi que de l'essor des activités.

#### Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté se sont tous deux repliés de 29 millions de dollars, ou de 9 %, en regard du trimestre précédent, et ce, en raison surtout de la diminution des revenus, ce qui a été atténué par le recul de la dotation à la provision pour pertes sur créances et d'un taux d'impôt plus favorable.

Les revenus ont diminué de 133 millions de dollars, ou de 11 %. Ceux du secteur Produits de négociation ont régressé à cause essentiellement de la baisse des revenus de négociation, ce qui reflète en partie le repli des activités auprès de certains clients du segment des actions en raison notamment des changements apportés récemment à la législation fiscale. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont, en regard de ceux fort élevés du trimestre précédent, fléchi à cause d'un repli des activités de consultation en fusions et acquisitions et de celles de prise ferme.

Les recouvrements nets de pertes sur créances de BMO Marchés des capitaux se sont chiffrés à 2 millions de dollars, contre une dotation à la provision d'un montant net de 46 millions au trimestre précédent, ce qui a découlé surtout de la diminution des nouvelles dotations. Les charges autres que d'intérêts se sont alourdies de 5 millions, ou de 1 %.

## Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016

S'étant tous deux améliorés de 15 % sur un an, le bénéfice net comptable a été de 989 millions de dollars et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 991 millions.

Les revenus se sont établis à 3 495 millions de dollars, ayant augmenté de 336 millions, ou de 11 %, en raison surtout de l'intensification des activités de banque d'investissement et de la hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés.

La dotation à la provision pour pertes sur créances, d'un montant de 40 millions de dollars, a fléchi de 49 millions sur un an en raison de la diminution des nouvelles dotations et de l'augmentation des recouvrements. Se situant à 2 099 millions, les charges autres que d'intérêts se sont accrues de 185 millions, ou de 10 %, à cause de l'augmentation des frais liés au personnel par suite de la croissance ainsi que des autres charges liées à l'essor des activités, ce qui inclut les coûts associés aux activités de Greene Holcomb Fisher qui ont été acquises.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Services d'entreprise

Tableau 15

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)                           | T3-2017 | T2-2017 | T3-2016 | Cumul 2017 | Cumul 2016 |
|---|---------|---------|---------|------------|------------|
| Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes                      | (57)    | (61)    | (88)    | (198)      | (234)      |
| Compensation sur une bic des groupes  | (62)    | (212)   | (106)   | (391)      | (386)      |
| Revenus nets d'intérêts (bic)   | (119)   | (273)   | (194)   | (589)      | (620)      |
| Revenus autres que d'intérêts   | 26      | 62      | 34      | 134        | 41         |
| Total des revenus (bic)   | (93)    | (211)   | (160)   | (455)      | (579)      |
| Recouvrement de pertes sur créances   | (73)    | (6)     | (11)    | (82)       | (66)       |
| Charges autres que d'intérêts   | 102     | 157     | 88      | 422        | 511        |
| Perte avant impôts sur le résultat  | (122)   | (362)   | (237)   | (795)      | (1 024)    |
| Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)   | (61)    | (259)   | (126)   | (474)      | (556)      |
| Perte nette comptable   | (61)    | (103)   | (111)   | (321)      | (468)      |
| Coûts d'intégration des acquisitions 1)   | 13      | 13      | 10      | 40         | 27         |
| Ajustement comptable cumulatif 2)   | -       | -       | -       | -          | 62         |
| Coûts de restructuration 3)   | -       | -       | -       | -          | 132        |
| Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 4)                         | (54)    | -       | -       | (54)       | -          |
| Perte nette ajustée   | (102)   | (90)    | (101)   | (335)      | (247)      |
| <b>Recouvrement de pertes sur créances des Services d'entreprise</b>                    |         |         |         |            |            |
| Prêts immobiliers douteux   | -       | (3)     | (7)     | (4)        | (14)       |
| Intérêts sur les prêts douteux  | -       | -       | -       | -          | -          |
| Prêts douteux acquis  | 3       | (3)     | (4)     | (2)        | (52)       |
| Prêts productifs acquis   | -       | -       | -       | -          | -          |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement    | 3       | (6)     | (11)    | (6)        | (66)       |
| Diminution de la provision générale pour pertes sur créances                            | (76)    | -       | -       | (76)       | -          |
| Recouvrement de pertes sur créances, sur une base comptable                             | (73)    | (6)     | (11)    | (82)       | (66)       |
| Solde moyen des prêts et acceptations   | 58      | 61      | 84      | 66         | 101        |
| Prêts et acceptations à la clôture de la période  | 55      | 60      | 84      | 55         | 84         |
| <b>États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)</b> |         |         |         |            |            |
| Total des revenus (bic)   | (25)    | (20)    | (26)    | (78)       | (94)       |
| Recouvrement de pertes sur créances   | (13)    | (5)     | (9)     | (35)       | (93)       |
| Charges autres que d'intérêts   | 33      | 70      | 42      | 161        | 152        |
| Recouvrement d'impôts sur le résultat (bic)   | (14)    | (35)    | (14)    | (66)       | (48)       |
| Perte nette comptable   | (31)    | (50)    | (45)    | (138)      | (105)      |
| Total des revenus ajustés (bic)   | (25)    | (20)    | (26)    | (78)       | (94)       |
| Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances, après ajustement    | 3       | (5)     | (9)     | (4)        | (49)       |
| Charges autres que d'intérêts ajustées  | 19      | 56      | 30      | 118        | 67         |
| Perte nette ajustée   | (33)    | (41)    | (37)    | (131)      | (79)       |

1) Les coûts d'intégration des acquisitions liés aux activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises ont été essentiellement inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) L'ajustement comptable cumulatif qui a été constaté sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts était lié à la conversion des monnaies étrangères et a surtout influé sur les résultats des périodes antérieures.

3) Charge de restructuration avant impôts de 188 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016. Les coûts de restructuration ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

4) Diminution de la provision générale pour pertes sur créances de 76 millions de dollars avant impôts au troisième trimestre de 2017.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

### Services d'entreprise

Les Services d'entreprise comprennent les secteurs experts, dont le groupe Technologie et opérations (T&O). Les secteurs experts offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et un soutien en matière de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, la commercialisation, les communications et les ressources humaines. T&O assure à BMO Groupe financier la prestation de services de gestion, de soutien et de gouvernance en matière de technologie de l'information, de services opérationnels, d'opérations immobilières et d'approvisionnement.

Les coûts associés aux services fournis par les secteurs experts sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation clients (Services bancaires PE, Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable, les dépenses résiduelles non attribuées, certains coûts d'intégration des acquisitions, les coûts de restructuration et les ajustements à la provision générale pour pertes sur créances.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du troisième trimestre de 2016**

La perte nette des Services d'entreprise s'est située à 61 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2017, comparativement à 111 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise a été de 102 millions pour le trimestre, contre 101 millions un an auparavant. Les résultats ajustés de la période à l'étude ne tiennent pas compte d'une diminution de 54 millions après impôts de la provision générale, et ceux des deux périodes excluent les coûts d'intégration des acquisitions. Les résultats comptables se sont améliorés à la faveur de la baisse de la provision générale. Les résultats ajustés sont demeurés pour ainsi dire inchangés puisque la hausse des revenus non établis sur une bic a été annulée en grande partie par le recul des recouvrements de pertes sur créances et par la hausse des charges au trimestre considéré.

#### **Comparaison du troisième trimestre de 2017 et du deuxième trimestre de 2017**

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 61 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 103 millions au trimestre précédent. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est établie à 102 millions, en regard de 90 millions au deuxième trimestre de 2017. Les résultats ajustés de la période écoulée ne tiennent pas compte d'une diminution de 54 millions après impôts de la provision générale, et ceux des deux périodes excluent les coûts d'intégration des acquisitions. Les résultats ajustés ont fléchi à cause de la baisse des revenus comparativement à ceux non établis sur une bic qui avaient été exceptionnellement élevés au trimestre précédent, d'un taux d'impôt moins favorable et de la diminution des recouvrements de pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des charges au cours du trimestre. Les résultats comptables se sont améliorés grâce à la baisse de la provision générale, ce qui a été neutralisé en partie par l'incidence nette des facteurs précités.

#### **Comparaison des neuf premiers mois de 2017 et des neuf premiers mois de 2016**

La perte nette des Services d'entreprise s'est chiffrée à 321 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2017, contre 468 millions il y a un an. La perte nette ajustée des Services d'entreprise s'est établie à 335 millions, en regard de 247 millions pour les neuf premiers mois de 2016. Les résultats ajustés de la période à l'étude ne tiennent pas compte de la diminution de la provision générale, et ceux des deux périodes excluent les coûts d'intégration des acquisitions. Les résultats ajustés constatés un an auparavant excluent également une charge de restructuration et un ajustement comptable cumulatif négatif. Les résultats ajustés ont fléchi en raison de l'accroissement des charges et de la baisse des recouvrements de pertes sur créances, ce qui a été atténué par l'augmentation des revenus non établis sur une bic. Les résultats comptables ont progressé en raison des éléments ignorés aux fins du calcul des résultats ajustés, ce qui a été neutralisé en partie par l'incidence nette des facteurs indiqués ci-dessus.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

**Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice**
**Tableau 16**

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)  | T3-2017 | T2-2017 | T1-2017 | T4-2016 | T3-2016 | T2-2016 | T1-2016 | T4-2015 |
|--|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Revenus  | 5 459   | 5 741   | 5 405   | 5 278   | 5 633   | 5 101   | 5 075   | 4 982   |
| Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)   | 253     | 708     | 4       | 79      | 691     | 407     | 366     | 265     |
| Revenus, déduction faite des SCVPI   | 5 206   | 5 033   | 5 401   | 5 199   | 4 942   | 4 694   | 4 709   | 4 717   |
| Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances  | 210     | 259     | 173     | 174     | 257     | 201     | 183     | 128     |
| Dotation à la provision générale pour (recouvrements de) pertes sur créances   | (76)    | -       | -       | -       | -       | -       | -       | -       |
| Charges autres que d'intérêts  | 3 278   | 3 276   | 3 379   | 3 323   | 3 092   | 3 312   | 3 270   | 3 093   |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat  | 1 794   | 1 498   | 1 849   | 1 702   | 1 593   | 1 181   | 1 256   | 1 496   |
| Charge d'impôts sur le résultat  | 407     | 250     | 361     | 357     | 348     | 208     | 188     | 282     |
| Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)   | 1 387   | 1 248   | 1 488   | 1 345   | 1 245   | 973     | 1 068   | 1 214   |
| Coûts d'intégration des acquisitions 1)  | 13      | 13      | 14      | 21      | 19      | 16      | 15      | 17      |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)  | 28      | 34      | 28      | 29      | 31      | 31      | 33      | 33      |
| Ajustement comptable cumulatif 3)  | -       | -       | -       | -       | -       | -       | 62      | -       |
| Coûts de restructuration 4)  | -       | -       | -       | -       | -       | 132     | -       | -       |
| Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 5)  | (54)    | -       | -       | -       | -       | -       | -       | -       |
| Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)  | 1 374   | 1 295   | 1 530   | 1 395   | 1 295   | 1 152   | 1 178   | 1 264   |
| Bénéfice de base par action (\$)   | 2,05    | 1,85    | 2,23    | 2,03    | 1,87    | 1,46    | 1,59    | 1,83    |
| Bénéfice dilué par action (\$)   | 2,05    | 1,84    | 2,22    | 2,02    | 1,86    | 1,45    | 1,58    | 1,83    |
| Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)   | 2,03    | 1,92    | 2,28    | 2,10    | 1,94    | 1,73    | 1,75    | 1,90    |
| Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)   | 1,55    | 1,52    | 1,55    | 1,57    | 1,58    | 1,61    | 1,58    | 1,53    |
| Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)            | 0,14    | 0,28    | 0,19    | 0,19    | 0,29    | 0,23    | 0,21    | 0,15    |
| Ratio de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%) | 0,22    | 0,28    | 0,19    | 0,19    | 0,29    | 0,23    | 0,21    | 0,15    |
| Taux d'impôt effectif (%)  | 22,7    | 16,7    | 19,5    | 21,0    | 21,9    | 17,6    | 15,0    | 18,8    |
| Taux d'impôt effectif ajusté (%)   | 22,5    | 17,1    | 19,8    | 21,2    | 22,0    | 19,6    | 16,2    | 18,9    |
| Cours de change moyen entre les dollars canadien et américain  | 1,2974  | 1,3412  | 1,3288  | 1,3216  | 1,3029  | 1,3016  | 1,3737  | 1,3191  |
| Bénéfice net comptable des groupes d'exploitation  |         |         |         |         |         |         |         |         |
| Bénéfice net comptable de PE Canada  | 614     | 531     | 743     | 588     | 560     | 525     | 529     | 560     |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)  | 1       | -       | 1       | -       | 1       | -       | 1       | 1       |
| Bénéfice net ajusté de PE Canada   | 615     | 531     | 744     | 588     | 561     | 525     | 530     | 561     |
| Bénéfice net comptable de PE États-Unis  | 278     | 248     | 260     | 288     | 278     | 268     | 251     | 210     |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)  | 11      | 12      | 12      | 13      | 12      | 12      | 13      | 14      |
| Bénéfice net ajusté de PE États-Unis   | 289     | 260     | 272     | 301     | 290     | 280     | 264     | 224     |
| Bénéfice net comptable de la Gestion de patrimoine   | 264     | 251     | 266     | 279     | 201     | 134     | 147     | 243     |
| Coûts d'intégration des acquisitions 1)  | -       | -       | -       | 7       | 9       | 5       | 9       | 11      |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)  | 15      | 21      | 15      | 16      | 17      | 19      | 19      | 17      |
| Bénéfice net ajusté de la Gestion de patrimoine  | 279     | 272     | 281     | 302     | 227     | 158     | 175     | 271     |
| Bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux   | 292     | 321     | 376     | 392     | 317     | 287     | 257     | 236     |
| Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)  | 1       | 1       | -       | -       | 1       | -       | -       | 1       |
| Bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux  | 293     | 322     | 376     | 392     | 318     | 287     | 257     | 237     |
| Perte nette comptable des Services d'entreprise  | (61)    | (103)   | (157)   | (202)   | (111)   | (241)   | (116)   | (35)    |
| Coûts d'intégration des acquisitions 1)  | 13      | 13      | 14      | 14      | 10      | 11      | 6       | 6       |
| Ajustement comptable cumulatif 3)  | -       | -       | -       | -       | -       | -       | 62      | -       |
| Coûts de restructuration 4)  | -       | -       | -       | -       | -       | 132     | -       | -       |
| Diminution de la provision générale pour pertes sur créances 5)  | (54)    | -       | -       | -       | -       | -       | -       | -       |
| Perte nette ajustée des Services d'entreprise  | (102)   | (90)    | (143)   | (188)   | (101)   | (98)    | (48)    | (29)    |

1) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts. Les montants de la Gestion de patrimoine sont les suivants : 10 millions de dollars au quatrième et troisième trimestres de 2016, 6 millions au deuxième trimestre de 2016, 12 millions au premier trimestre de 2016 et 13 millions au quatrième trimestre de 2015. Les montants des Services d'entreprise sont les suivants : 20 millions au troisième trimestre de 2017, 21 millions au deuxième trimestre de 2017, 22 millions au premier trimestre de 2017, 21 millions au quatrième trimestre de 2016, 17 millions au troisième trimestre de 2016, 18 millions au deuxième trimestre de 2016, 10 millions au premier trimestre de 2016 et 7 millions au quatrième trimestre de 2015.

2) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts a été inscrit dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation. Les montants relatifs à PE Canada s'établissent comme suit : 1 million de dollars au troisième trimestre de 2017, néant au deuxième trimestre de 2017, 1 million au premier trimestre de 2017 et aux quatrième et troisième trimestres de 2016, néant au deuxième trimestre de 2016, 1 million au premier trimestre de 2016 et 2 millions au quatrième trimestre de 2015. Les montants de PE États-Unis sont les suivants : 16 millions au troisième, deuxième et premier trimestres de 2017, 17 millions au quatrième trimestre de 2016, 16 millions au troisième trimestre de 2016, 17 millions au deuxième trimestre de 2016 et 18 millions au premier trimestre de 2016 et au quatrième trimestre de 2015. Les montants de la Gestion de patrimoine s'établissent comme suit : 17 millions au troisième trimestre de 2017, 26 millions au deuxième trimestre de 2017, 19 millions au premier trimestre de 2017 et au quatrième trimestre de 2016, 22 millions au troisième trimestre de 2016, 23 millions au deuxième trimestre de 2016, 24 millions au premier trimestre de 2016 et 22 millions au quatrième trimestre de 2015. Pour ce qui est des montants de BMO Marchés des capitaux, ils sont les suivants : 1 million au troisième, deuxième et premier trimestres de 2017, néant au quatrième trimestre de 2016, 1 million au troisième trimestre de 2016, néant au deuxième et premier trimestres de 2016 et 1 million au quatrième trimestre de 2015.

3) Il s'agit d'un ajustement comptable cumulatif qui a été comptabilisé sous le poste Autres des revenus autres que d'intérêts en lien avec la conversion des monnaies étrangères et qui a surtout influé sur les résultats des périodes antérieures.

4) Les charges de restructuration avant impôts comprises dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise se sont élevées à 188 millions de dollars au deuxième trimestre de 2016.

5) Les ajustements du montant de 76 millions de dollars avant impôts de la provision générale pour pertes sur créances du troisième trimestre de 2017 sont constatés dans la dotation à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances des Services d'entreprise.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Voir la section qui traite des mesures non conformes aux PCGR.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 66 et 67 de son Rapport annuel pour 2016. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau 16 présente un sommaire des résultats obtenus entre le quatrième trimestre de 2015 et le troisième trimestre de 2017.

### **Tendances relatives au bénéfice**

Si ce n'est des répercussions du recul des marchés boursiers sur la Gestion de patrimoine dans la première moitié de 2016 ainsi que de la réduction de valeur d'un placement au deuxième trimestre de 2016, les résultats comptables et ajustés ont, en général, affiché des tendances à la hausse dans les huit derniers trimestres. Les résultats comptables ont également été touchés par la diminution de la provision générale au trimestre à l'étude, par un ajustement comptable cumulatif au premier trimestre de 2016 et par une charge de restructuration au deuxième trimestre de 2016. Au cours de chacun des huit derniers trimestres, le bénéfice net de PE Canada a affiché une saine croissance sur un an, ce qui reflète l'augmentation des revenus, laquelle a découlé de la hausse des soldes et des revenus autres que d'intérêts. Les résultats de PE Canada au premier trimestre de 2017 tenaient compte d'un profit de 168 millions de dollars après impôts réalisé sur une vente. La croissance enregistrée par PE États-Unis en 2016 reflétait en grande partie les résultats des activités de Financement d'équipement de transport de BMO qui ont été acquises ainsi que la croissance interne des revenus et une bonne gestion des charges. Les résultats de PE États-Unis se sont améliorés au troisième trimestre de 2017, rendant ainsi compte de la hausse des revenus et d'un taux d'impôt plus favorable, alors qu'ils avaient été affaiblis par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances au deuxième trimestre de 2017 et par une perte de 35 millions après impôts à la vente d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects au premier trimestre de 2017. Le repli des marchés boursiers a nuí aux résultats de la Gestion de patrimoine au premier semestre de 2016, mais ceux-ci se sont améliorés au semestre suivant. Au Canada, les marchés boursiers n'ont que peu évolué en 2017, mais ceux des États-Unis ont continué d'afficher une excellente tenue. Au troisième trimestre de 2017, les résultats de la Gestion de patrimoine témoignent d'une hausse des revenus nets de 9 % sur un an et d'un levier d'exploitation net positif pour un cinquième trimestre d'affilée. Les résultats du quatrième trimestre de 2015 avaient bénéficié d'un profit à la vente d'activités, et ceux du quatrième trimestre de 2016 avaient été soutenus par un profit à la vente d'un placement en actions. Les résultats trimestriels des activités d'assurance ont fluctué, et ce, essentiellement en raison de l'incidence des taux d'intérêt et des marchés boursiers ainsi que des changements apportés à la méthode de calcul et aux hypothèses actuarielles. À compter de l'exercice 2015, les résultats de BMO Marchés des capitaux ont reflété l'amélioration du rendement, facteur qui a continué d'influer sur les résultats tout au long de 2016 ainsi qu'au début de 2017. Les résultats du troisième trimestre de 2017 se sont affaiblis à cause du repli des activités de banque d'affaires et de la compression des revenus de négociation. Les résultats des Services d'entreprise peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et sont touchés notamment par la variabilité inhérente aux avantages que procure le portefeuille de prêts acquis, variabilité qui diminue au fil du temps en raison de la liquidation de ce portefeuille.

Exprimée en pourcentage du solde moyen net des prêts et acceptations, la dotation à la provision pour pertes sur créances de BMO a été relativement stable malgré une certaine fluctuation d'un trimestre à l'autre. En regard du trimestre précédent, la baisse enregistrée au troisième trimestre de 2017 a découlé de la diminution de la provision générale et du recul des dotations de BMO Marchés des capitaux et de PE États-Unis.

Le taux d'impôt effectif peut varier, car il dépend des changements apportés à la législation fiscale, du moment de la résolution de certaines questions fiscales, des ajustements d'impôts sur le résultat de périodes antérieures, de la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons des activités et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures ajustés non conformes aux PCGR. Voir la section Mesures non conformes aux PCGR.

### **Mise en garde**

Le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

### **Bilan**

Au 31 juillet 2017, le total des actifs atteignait 708,6 milliards de dollars, ayant augmenté de 20,7 milliards en regard du 31 octobre 2016. Le repli du dollar américain, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés dont une tranche de 9,9 milliards était sous forme de prêts, a réduit les actifs de 20,7 milliards. Les actifs financiers dérivés ont fléchi de 4,2 milliards, et les passifs financiers dérivés ont diminué de 1,0 milliard à cause de la baisse de la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt, ce qui a été compensé en partie par la hausse des contrats de change.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des fluctuations du dollar américain. Les valeurs mobilières se sont accrues de 13,0 milliards de dollars en raison de la hausse des titres de négociation et de ceux disponibles à la vente de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise. Le montant net des prêts a augmenté de 12,6 milliards par suite de la hausse des prêts aux entreprises et aux administrations publiques de tous les groupes d'exploitation et des prêts hypothécaires à l'habitation de PE Canada, ce qui a été annulé en partie par la vente, au premier trimestre de 2017, d'une partie du portefeuille de prêts automobiles indirects aux États-Unis qui était inclus dans les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers. Compte non tenu de l'incidence de cette vente, les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont augmenté de 0,2 milliard. Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 9,7 milliards, et ce, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont progressé de 5,3 milliards en raison surtout de

la hausse des soldes détenus auprès des banques centrales. Les engagements de clients aux termes d'acceptations se sont accrus de 1,6 milliard. Les autres actifs, exclusion faite des actifs financiers dérivés, se sont raffermis de 3,5 milliards.

Les passifs se sont alourdis de 20,1 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2016. La dépréciation du dollar américain les a réduits de 19,9 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés. Tel qu'il est indiqué ci-dessus, les passifs financiers dérivés ont enregistré une baisse de 1,0 milliard.

L'analyse qui suit ne tient pas compte des variations causées par la moins-value du dollar américain. Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 22,7 milliards de dollars en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux. Les dépôts se sont accrus de 16,4 milliards, ce qui reflète la progression des dépôts des particuliers et des dépôts de gros, les dépôts des entreprises et des administrations publiques ayant augmenté de 12,3 milliards et ceux des particuliers ayant progressé de 5,9 milliards, ce qui a été contrebalancé en partie par une baisse de 1,8 milliard des dépôts d'autres banques. Les titres vendus à découvert se sont accrus de 1,7 milliard. Quant aux acceptations, elles ont augmenté de 1,6 milliard. Les hausses indiquées ci-dessus ont été annulées en partie par une baisse de 2,0 milliards des autres passifs.

Le total des capitaux propres s'est renforcé de 0,6 milliard de dollars en regard du 31 octobre 2016, ce qui a découlé de hausses de 2,0 milliards des résultats non distribués, de 0,5 milliard des actions ordinaires et de 0,4 milliard des actions privilégiées. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par une diminution de 2,3 milliards du cumul des autres éléments du résultat global. Ce cumul a reculé en raison surtout de la diminution de 1,7 milliard, déduction faite des répercussions des couvertures, du cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger. Cette diminution provient surtout du repli du dollar américain. L'augmentation du capital social a résulté de l'émission d'actions ordinaires aux termes du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et du régime d'options sur actions ainsi que de l'émission d'actions privilégiées, ce qui a été atténué par les rachats d'actions ordinaires à des fins d'annulation.

La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités indique les obligations contractuelles par année d'échéance.

### **Transactions avec des parties liées**

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2016 et correspondent à celles décrites à la note 28 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 201 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

### **Arrangements hors bilan**

Dans le cadre normal de ses activités, BMO conclut un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les instruments de crédit, les entités structurées et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 78 de son Rapport annuel pour 2016. Nous consolidons toutes nos entités structurées, si ce n'est de nos entités de titrisation canadiennes des clients, de nos entités à financement structuré, de certaines entités de capital et de financement ainsi que de divers fonds d'investissement gérés ou non par BMO. Il ne s'est produit aucun changement d'importance au cours du trimestre clos le 31 juillet 2017.

### **Méthodes comptables et principales estimations comptables**

Notre Rapport de gestion pour 2016 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2016 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications aux pages 113 à 115 ainsi que 145 à 147 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

### **Modifications futures de méthodes comptables**

BMO demeure à l'affût des changements éventuels que propose l'International Accounting Standards Board (IASB) et analyse les conséquences que toute modification des normes comptables pourrait avoir sur la présentation de son information financière et sur ses méthodes comptables. Les pages 115 à 117 du Rapport annuel pour 2016 de BMO et la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant aux pages 147 et 148 de ce même rapport ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 31 juillet 2017 renferment des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications des normes existantes que la Banque devra adopter dans l'avenir. La norme la plus importante qu'il lui faudra adopter est l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), ce qu'elle devra faire en date du 1<sup>er</sup> novembre 2017. L'incidence de cette norme et l'approche utilisée par la Banque pour la mettre en œuvre sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités du trimestre clos le 31 juillet 2017. L'IFRS 9 traite de dépréciation, de classement, d'évaluation et de comptabilité de couverture.

En mars 2017, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié sa norme sur l'approche intermédiaire et les dispositions transitoires concernant le traitement réglementaire des provisions comptables. Le CBCB a précisé qu'il maintiendra le traitement actuel des provisions aux termes de l'approche standard et de l'approche NI avancée pendant une période transitoire. En outre, le CBCB accorde aux autorités locales l'option de choisir d'appliquer ou non des dispositions transitoires eu égard aux conséquences de l'IFRS 9 sur les fonds propres réglementaires. En août 2017, le BSIF, qui est l'organisme de réglementation de la Banque, a publié à des fins de consultation publique la version révisée de sa ligne directrice *Normes de fonds propres*. Au cours de la période de consultation, le BSIF recueillera de l'information afin d'établir la nécessité d'appliquer des dispositions transitoires aux fins du calcul des fonds propres réglementaires.

### **Instruments financiers désignés**

Les pages 77 et 78 du Rapport annuel pour 2016 de BMO donnent plus de renseignements sur des instruments financiers désignés qui, depuis 2008 et d'après des évaluations ultérieures, ont commencé à être perçus par les marchés comme comportant un risque accru, et présentent de l'information sur les secteurs présentant un intérêt particulier, soit le secteur pétrolier et gazier et le secteur minier. Les prêts en cours de BMO dans le secteur pétrolier et gazier représentent toujours environ 2 % du total des prêts et ceux du secteur minier, toujours moins de 1 % de ce total. Nous invitons les lecteurs à passer en revue cette information qui les aidera à comprendre la nature et l'ampleur des expositions de BMO.

Le Conseil de stabilité financière (CSF) a publié un rapport préconisant d'améliorer la communication de l'information sur les instruments financiers que les acteurs sur les marchés considèrent comme plus risqués. Une table des matières indiquant où se trouvent les informations à fournir, selon les recommandations du groupe de travail sur le renforcement des informations à fournir (« Enhanced Disclosure Task Force » (EDTF)) du CSF, est présentée sur notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs).

Nous avons pour pratique de signaler dans notre Rapport de gestion intermédiaire tout changement important dans les instruments financiers désignés survenu depuis la fin de l'exercice, le cas échéant. Il ne s'est produit aucun changement important depuis la présentation de notre Rapport annuel pour 2016.

### **Autres faits nouveaux en matière de réglementation**

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent Rapport aux actionnaires, et de nous y préparer.

En juin 2016, les règles sur les arrangements de capitaux propres synthétiques ont été adoptées au Canada. Ces règles influent sur la déductibilité aux fins fiscales des dividendes canadiens dans certaines circonstances et sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2017. Les règles sur les arrangements de capitaux propres synthétiques auront pour effet d'augmenter notre taux d'impôt effectif et auront une incidence défavorable sur le résultat de BMO Marchés des capitaux. L'Agence du revenu du Canada nous a imposé une nouvelle cotisation au titre de transactions semblables à celles visées par ces règles. La note 13 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités ainsi que notre Rapport annuel pour 2016 renferment d'autres renseignements à ce sujet.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risque de liquidité et de financement, et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 70, 100 et 110 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

## Gestion des risques

Nos politiques en matière de gestion des risques et les procédés que nous employons pour évaluer, surveiller et gérer les risques de crédit et de contrepartie, de marché et de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque de modèle, le risque juridique et réglementaire, le risque d'entreprise, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation n'ont pas changé de manière significative en regard de ceux décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 79 à 112 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

## Risque de marché

### Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau 17 ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

**Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché**

**Tableau 17**

|   | Au 31 juillet 2017          |                         |                             |                                       | Au 31 octobre 2016          |                         |                             |                                       |   |
|---|-----------------------------|-------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|-----------------------------|-------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|---|
|   | Exposés au risque de marché |                         |                             | Non exposés<br>au risque de<br>marché | Exposés au risque de marché |                         |                             | Non exposés<br>au risque de<br>marché | Principaux facteurs de risque des<br>soldes d'éléments non négociés |
| (en millions de dollars canadiens)                                  | Bilan<br>consolidé          | Éléments<br>négociés 1) | Éléments non<br>négociés 2) |                                       | Bilan<br>consolidé          | Éléments<br>négociés 1) | Éléments non<br>négociés 2) |                                       |   |
| <b>Actifs exposés au risque de marché</b>                           |                             |                         |                             |                                       |                             |                         |                             |                                       |   |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                             | 32 574                      | -                       | 32 574                      | -                                     | 31 653                      | -                       | 31 653                      | -                                     | Taux d'intérêt  |
| Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques                     | 5 907                       | 308                     | 5 599                       | -                                     | 4 449                       | 258                     | 4 191                       | -                                     | Taux d'intérêt  |
| Valeurs mobilières  |                             |                         |                             |                                       |                             |                         |                             |                                       |   |
| Titres de négociation   | 95 154                      | 86 733                  | 8 421                       | -                                     | 84 458                      | 76 297                  | 8 161                       | -                                     | Taux d'intérêt, écart<br>de taux, actions                           |
| Titres disponibles à la vente                                       | 53 801                      | -                       | 53 801                      | -                                     | 55 663                      | -                       | 55 663                      | -                                     | Taux d'intérêt, écart de taux                                       |
| Titres détenus jusqu'à leur échéance                                | 8 809                       | -                       | 8 809                       | -                                     | 8 965                       | -                       | 8 965                       | -                                     | Taux d'intérêt  |
| Titres divers   | 882                         | -                       | 882                         | -                                     | 899                         | -                       | 899                         | -                                     | Actions   |
| Titres pris en pension ou empruntés                                 | 73 928                      | -                       | 73 928                      | -                                     | 66 646                      | -                       | 66 646                      | -                                     | Taux d'intérêt  |
| Prêts (déduction faite de la provision<br>pour pertes sur créances) | 361 372                     | -                       | 361 372                     | -                                     | 358 730                     | -                       | 358 730                     | -                                     | Taux d'intérêt, change  |
| Instruments dérivés   | 35 003                      | 33 451                  | 1 552                       | -                                     | 39 183                      | 37 571                  | 1 612                       | -                                     | Taux d'intérêt, change  |
| Engagements des clients aux termes<br>d'acceptations                | 14 599                      | -                       | 14 599                      | -                                     | 13 021                      | -                       | 13 021                      | -                                     | Taux d'intérêt  |
| Actifs divers   | 26 588                      | -                       | 11 664                      | 14 924                                | 24 268                      | -                       | 9 149                       | 15 119                                | Taux d'intérêt  |
| Total des actifs  | 708 617                     | 120 492                 | 573 201                     | 14 924                                | 687 935                     | 114 126                 | 558 690                     | 15 119                                |   |
| <b>Passifs exposés au risque de marché</b>                          |                             |                         |                             |                                       |                             |                         |                             |                                       |   |
| Dépôts  | 473 111                     | 12 461                  | 460 650                     | -                                     | 473 372                     | 11 604                  | 461 768                     | -                                     | Taux d'intérêt, change  |
| Instruments dérivés   | 37 228                      | 35 509                  | 1 719                       | -                                     | 38 227                      | 36 132                  | 2 095                       | -                                     | Taux d'intérêt, change  |
| Acceptations  | 14 599                      | -                       | 14 599                      | -                                     | 13 021                      | -                       | 13 021                      | -                                     | Taux d'intérêt  |
| Titres vendus à découvert   | 26 311                      | 26 311                  | -                           | -                                     | 25 106                      | 25 106                  | -                           | -                                     |   |
| Titres mis en pension ou prêtés                                     | 61 517                      | -                       | 61 517                      | -                                     | 40 718                      | -                       | 40 718                      | -                                     | Taux d'intérêt  |
| Passifs divers  | 47 854                      | -                       | 47 589                      | 265                                   | 50 724                      | -                       | 50 401                      | 323                                   | Taux d'intérêt  |
| Dette subordonnée   | 5 063                       | -                       | 5 063                       | -                                     | 4 439                       | -                       | 4 439                       | -                                     | Taux d'intérêt  |
| Total des passifs   | 665 683                     | 74 281                  | 591 137                     | 265                                   | 645 607                     | 72 842                  | 572 442                     | 323                                   |   |

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan de BMO qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance ou qui sont des titres disponibles à la vente.

### Risque de marché structurel lié aux activités de négociation et autres et à la prise ferme

Le total de la valeur à risque (VaR) lié aux activités de négociation a augmenté en regard du trimestre précédent en raison de l'accroissement du risque de taux d'intérêt et de la hausse de la VaR liée au crédit par suite d'un changement dans la méthode de calcul du risque de marché en lien avec l'évaluation des dérivés non assortis de garanties. La VaR liée aux activités de négociation en période de tension a augmenté en raison surtout de ce changement, lequel a essentiellement influé sur la composante risque de crédit.

Aucun changement majeur n'a été apporté à notre cadre de gestion du risque structurel de marché durant le trimestre.

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt reflète essentiellement le recul de la valeur de marché des prêts à taux fixe. La sensibilité de la valeur économique structurelle à une baisse des taux d'intérêt rend surtout compte de l'incidence d'une hausse de la valeur de marché des prêts à taux fixe et des taux minimums des dépôts des clients qui ont été modélisés. L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt a augmenté en regard du 30 avril 2017 en raison surtout du fait que la tarification modélisée des dépôts est plus sensible aux taux lorsque ceux-ci sont plus élevés et que les taux du marché ont augmenté durant le trimestre. En regard du 30 avril 2017, l'avantage, du point de vue de la valeur économique structurelle, d'une diminution des taux d'intérêt s'est accru puisque ceux-ci peuvent désormais baisser plus fortement qu'auparavant. La sensibilité du résultat structurel quantifie l'incidence potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur les revenus structurels constatés au bilan pour les douze mois à venir. L'exposition du résultat structurel à une baisse des taux d'intérêt rend surtout compte du risque qu'au moment de la révision des taux, les prêts à taux fixe ou variable se voient attribuer des taux moins élevés ainsi que du fait qu'il est plus difficile de réduire les taux des dépôts lorsque les taux d'intérêt diminuent. L'exposition du résultat structurel à une baisse de taux est demeurée relativement stable. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt reflète surtout l'incidence positive de l'élargissement des marges sur les dépôts lorsque les taux d'intérêt augmentent. Cet avantage a fléchi en regard du 30 avril 2017 en raison surtout des conséquences du repli du dollar américain et de la diminution de l'avantage modélisé et associé aux hausses de taux d'intérêt dans les douze prochains mois vu que les taux du marché ont augmenté au troisième trimestre.



Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 95 à 99 de son Rapport annuel pour 2016.

#### Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) – Négociation 1)

Tableau 18

| (équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts) | Pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 |         |       |       | Au 30 avril 2017          | Au 31 octobre 2016        |
|--|---|---------|-------|-------|---------------------------|---------------------------|
|  | À la clôture du trimestre                 | Moyenne | Haut  | Bas   | À la clôture du trimestre | À la clôture du trimestre |
| VaR liée aux produits de base                              | (0,8)                                     | (0,8)   | (1,4) | (0,5) | (0,6)                     | (0,7)                     |
| VaR liée aux actions                                       | (2,3)                                     | (3,0)   | (4,0) | (2,3) | (2,6)                     | (4,5)                     |
| VaR liée au change   | (0,5)                                     | (0,9)   | (2,9) | (0,2) | (0,7)                     | (1,8)                     |
| VaR liée aux taux d'intérêt                                | (5,7)                                     | (4,9)   | (6,0) | (4,1) | (5,2)                     | (10,3)                    |
| VaR liée au crédit   | (3,4)                                     | (2,4)   | (4,1) | (1,5) | (2,3)                     | (2,0)                     |
| Diversification  | 6,8                                       | 6,7     | n. s. | n. s. | 6,5                       | 9,3                       |
| Total de la VaR – Négociation                              | (5,9)                                     | (5,3)   | (6,3) | (4,3) | (4,9)                     | (10,0)                    |

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

n. s. – non significatif

#### Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) en période de tension – Négociation 1) 2)

Tableau 19

| (équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts) | Pour le trimestre clos le 31 juillet 2017 |         |        |        | Au 30 avril 2017          | Au 31 octobre 2016        |
|--|---|---------|--------|--------|---------------------------|---------------------------|
|  | À la clôture du trimestre                 | Moyenne | Haut   | Bas    | À la clôture du trimestre | À la clôture du trimestre |
| VaR liée aux produits de base en période de tension        | (0,9)                                     | (1,6)   | (2,3)  | (0,9)  | (6,0)                     | (1,4)                     |
| VaR liée aux actions en période de tension                 | (11,3)                                    | (12,1)  | (16,5) | (8,9)  | (14,1)                    | (18,7)                    |
| VaR liée au change en période de tension                   | (0,4)                                     | (1,6)   | (4,5)  | (0,2)  | (0,7)                     | (3,2)                     |
| VaR liée aux taux d'intérêt en période de tension          | (14,5)                                    | (14,8)  | (18,4) | (12,7) | (12,9)                    | (23,1)                    |
| VaR liée au crédit en période de tension                   | (31,2)                                    | (16,4)  | (33,8) | (8,8)  | (10,4)                    | (6,5)                     |
| Diversification  | 29,9                                      | 25,7    | n. s.  | n. s.  | 26,0                      | 25,8                      |
| Total de la VaR en période de tension – Négociation        | (28,4)                                    | (20,8)  | (34,6) | (13,4) | (18,1)                    | (27,1)                    |

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire.

n. s. – non significatif

#### Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt 1) 2) 3) 4)

Tableau 20

| (équivalent en millions de dollars canadiens) | Sensibilité de la valeur économique<br>(avant impôts) |               |                 | Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois<br>(avant impôts) |               |                 |
|---|---|---------------|-----------------|--|---------------|-----------------|
|   | 31 juillet 2017                                       | 30 avril 2017 | 31 octobre 2016 | 31 juillet 2017  | 30 avril 2017 | 31 octobre 2016 |
| Hausse de 100 points de base                  | (935,9)   | (811,4)       | (680,2)         | 86,1   | 119,8         | 149,0           |
| Baisse de 100 points de base                  | 267,1   | 165,3         | 7,3             | (330,2)  | (343,4)       | (168,9)         |

1) Les sensibilités du résultat et de la valeur économique à des baisses des taux d'intérêt supposent que les banques centrales du Canada et des États-Unis n'abaissent pas à moins de zéro les taux d'intérêt du financement à un jour. Ainsi, les scénarios de baisse de taux d'intérêt limitent la réduction des taux d'intérêt à court terme canadiens et américains à 75 et à 100 points de base, respectivement, pour les durées les plus courtes au 31 juillet 2017. Les taux d'intérêt à plus long terme ne peuvent être inférieurs au niveau présumé des taux d'intérêt à court terme.

2) Certaines positions en titres disponibles à la vente et ne servant pas à la négociation sont gérées au moyen du cadre de gestion du risque de négociation de la Banque.

3) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

4) Dans le cas des activités d'assurance de BMO, une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2017 donnerait lieu à une augmentation de 58 millions de dollars de leur résultat avant impôts et à une hausse de leur valeur économique avant impôts de 423 millions (69 millions et 504 millions, respectivement, au 30 avril 2017; et 90 millions et 623 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2017 donnerait lieu à une diminution de 59 millions de leur résultat avant impôts et à une diminution de leur valeur économique avant impôts de 515 millions (69 millions et 612 millions, respectivement, au 30 avril 2017; et 87 millions et 744 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Ces incidences ne sont pas reflétées dans le tableau ci-dessus.

#### Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que sous forme de lots d'actifs liquides supplémentaires qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau 21 résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, se chiffraient à 199,1 milliards de dollars au 31 juillet 2017, contre 209,7 milliards au 30 avril 2017. La baisse des actifs liquides non grevés a résulté essentiellement des répercussions de la moins-value du dollar américain. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de

trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne. Lorsqu'elle évalue la solidité de sa position de liquidité, BMO ne considère pas les facilités de crédit auprès des banques centrales comme représentant une source de liquidité à sa disposition.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'elle détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le tableau 22 indique le total des actifs grevés et des actifs non grevés.

## Actifs liquides

**Tableau 21**

|  | Au 31 juillet 2017                               |   |                           |               |                           | Au 30 avril 2017          |
|--|--|---|---------------------------|---------------|---------------------------|---------------------------|
|  | Valeurs comptables / Actifs inscrits au bilan 1) | Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus | Total des actifs bruts 2) | Actifs grevés | Actifs nets non grevés 3) | Actifs nets non grevés 3) |
| (en millions de dollars canadiens)   |  |   |                           |               |                           |                           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie  | 32 574   | –   | 32 574                    | 1 500         | 31 074                    | 33 788                    |
| Dépôts à d'autres banques  | 5 907  | –   | 5 907                     | –             | 5 907                     | 6 360                     |
| Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés  |  |   |                           |               |                           |                           |
| États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement                               | 124 275  | 17 676  | 141 951                   | 90 053        | 51 898                    | 53 885                    |
| Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires                | 21 453   | 289   | 21 742                    | 4 563         | 17 179                    | 19 317                    |
| Titres de créance d'entreprises  | 18 486   | 6 796   | 25 282                    | 3 432         | 21 850                    | 24 170                    |
| Titres de participation d'entreprises  | 68 360   | 19 955  | 88 315                    | 38 463        | 49 852                    | 51 109                    |
| Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés                                      | 232 574  | 44 716  | 277 290                   | 136 511       | 140 779                   | 148 481                   |
| Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4) | 23 478   | –   | 23 478                    | 2 164         | 21 314                    | 21 064                    |
| Total des actifs liquides  | 294 533  | 44 716  | 339 249                   | 140 175       | 199 074                   | 209 693                   |
| Autres actifs admissibles auprès de banques centrales (non compris dans ce qui précède) 5)                   | 66 168   | –   | 66 168                    | 389           | 65 779                    | 65 874                    |
| Marges de crédit inutilisées accordées par des banques centrales   | –  | –   | –                         | –             | –                         | –                         |
| Total des actifs liquides et des éléments d'autres sources   | 360 701  | 44 716  | 405 417                   | 140 564       | 264 853                   | 275 567                   |

1) Les valeurs comptables figurant dans ce tableau correspondent à celles figurant au bilan de BMO au 31 juillet 2017.

2) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

3) Les actifs nets liquides non grevés désignent des actifs figurant au bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues, moins les actifs grevés.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

5) Représentent des prêts actuellement détenus dans des banques centrales qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires associées au portefeuille de prêts qui pourraient être utilisées, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

|  | Total des actifs bruts 1) | Actifs grevés 2)   |                      | Actifs nets non grevés      |   |
|--|---------------------------|--------------------|----------------------|-----------------------------|---|
|  |                           | Donnés en garantie | Autres actifs grevés | Autres actifs non grevés 3) | Actifs pouvant être donnés en garantie 4) |
| Au 31 juillet 2017                               |                           |                    |                      |                             |   |
| Trésorerie et dépôts à d'autres banques          | 38 481                    | –                  | 1 500                | 11                          | 36 970                                    |
| Valeurs mobilières 5)                            | 300 768                   | 110 198            | 28 477               | 9 419                       | 152 674                                   |
| Prêts  | 337 894                   | 58 055             | 389                  | 213 671                     | 65 779                                    |
| Autres actifs                                    |                           |                    |                      |                             |   |
| Instruments dérivés                              | 35 003                    | –                  | –                    | 35 003                      | –   |
| Engagements de clients aux termes d'acceptations | 14 599                    | –                  | –                    | 14 599                      | –   |
| Bureaux et matériel                              | 1 968                     | –                  | –                    | 1 968                       | –   |
| Écart d'acquisition                              | 6 041                     | –                  | –                    | 6 041                       | –   |
| Immobilisations incorporelles                    | 2 125                     | –                  | –                    | 2 125                       | –   |
| Actifs d'impôt exigible                          | 1 396                     | –                  | –                    | 1 396                       | –   |
| Actifs d'impôt différé                           | 2 799                     | –                  | –                    | 2 799                       | –   |
| Actifs divers                                    | 12 259                    | –                  | –                    | 12 259                      | –   |
| Total des autres actifs                          | 76 190                    | –                  | –                    | 76 190                      | –   |
| Total des actifs                                 | 753 333                   | 168 253            | 30 366               | 299 291                     | 255 423                                   |
|  |                           |                    |                      |                             |   |
|  | Total des actifs bruts 1) | Actifs grevés 2)   |                      | Actifs nets non grevés      |   |
|  |                           | Donnés en garantie | Autres actifs grevés | Autres actifs non grevés 3) | Actifs pouvant être donnés en garantie 4) |
| Au 30 avril 2017                                 |                           |                    |                      |                             |   |
| Trésorerie et dépôts à d'autres banques          | 41 888                    | –                  | 1 740                | 12                          | 40 136                                    |
| Valeurs mobilières 5)                            | 311 288                   | 115 281            | 26 462               | 9 393                       | 160 152                                   |
| Prêts  | 344 068                   | 57 278             | 448                  | 220 468                     | 65 874                                    |
| Autres actifs                                    |                           |                    |                      |                             |   |
| Instruments dérivés                              | 31 943                    | –                  | –                    | 31 943                      | –   |
| Engagements de clients aux termes d'acceptations | 13 773                    | –                  | –                    | 13 773                      | –   |
| Bureaux et matériel                              | 2 067                     | –                  | –                    | 2 067                       | –   |
| Écart d'acquisition                              | 6 556                     | –                  | –                    | 6 556                       | –   |
| Immobilisations incorporelles                    | 2 207                     | –                  | –                    | 2 207                       | –   |
| Actifs d'impôt exigible                          | 1 450                     | –                  | –                    | 1 450                       | –   |
| Actifs d'impôt différé                           | 3 170                     | –                  | –                    | 3 170                       | –   |
| Actifs divers                                    | 10 318                    | –                  | –                    | 10 318                      | –   |
| Total des autres actifs                          | 71 484                    | –                  | –                    | 71 484                      | –   |
| Total des actifs                                 | 768 728                   | 172 559            | 28 650               | 301 357                     | 266 162                                   |

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 9,4 milliards de dollars au 31 juillet 2017, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts, ce qui inclut d'autres titrisations, les émissions d'obligations couvertes et les avances des FHLB.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Le tableau 23 présente les composantes du ratio de liquidité à court terme (RLCT) de BMO. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2017, le RLCT moyen quotidien a été de 148 %. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le RLCT moyen a augmenté en regard de celui de 136 % du trimestre précédent en raison de la diminution des sorties nettes de trésorerie, diminution provenant essentiellement de la hausse des entrées nettes de trésorerie associées à certains types d'activités de négociation. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de cette période. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres et de négociation ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir en période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau 21.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à partir de la page 100 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

**Ratio de liquidité à court terme**
**Tableau 23**

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Trimestre clos le 31 juillet 2017

|  | Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2) | Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3) |
|--|---|---|
| <b>Actifs liquides de haute qualité</b>  |   |   |
| Total des actifs liquides de haute qualité   | *   | 129,8                                       |
| <b>Sorties de trésorerie</b>   |   |   |
| Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :  | 164,7   | 10,3  |
| Dépôts stables   | 89,2  | 2,7   |
| Dépôts moins stables   | 75,5  | 7,6   |
| Financement de gros non garanti, dont :  | 138,7   | 79,0  |
| Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives | 52,1  | 12,8  |
| Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)  | 57,3  | 36,9  |
| Dettes non garanties   | 29,3  | 29,3  |
| Financement de gros garanti  | *   | 13,2  |
| Exigences supplémentaires, dont :  | 134,0   | 27,6  |
| Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées                            | 10,9  | 5,2   |
| Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette                                 | 2,7   | 2,7   |
| Facilités de crédit et de liquidité  | 120,4   | 19,7  |
| Autres obligations de financement contractuelles   | 0,4   | -   |
| Autres obligations de financement conditionnelles  | 323,1   | 5,7   |
| Total des sorties de trésorerie  | *   | 135,8                                       |
| <b>Entrées de trésorerie</b>   |   |   |
| Prêts garantis (p. ex., prises en pension)   | 112,1   | 17,2  |
| Entrées liées aux expositions parfaitement productives   | 12,4  | 9,6   |
| Autres entrées de trésorerie   | 21,2  | 21,2  |
| Total des entrées de trésorerie  | 145,7   | 48,0  |
|  |   | <b>Total de la valeur ajustée 4)</b>        |
| Total des actifs liquides de haute qualité   |   | 129,8                                       |
| Total des sorties nettes de trésorerie   |   | 87,8  |
| Ratio de liquidité à court terme (%)   |   | 148   |

Trimestre clos le 30 avril 2017

|  |       |
|--|-------|
| Total des actifs liquides de haute qualité | 134,7 |
| Total des sorties nettes de trésorerie     | 99,7  |
| Ratio de liquidité à court terme (%)       | 136   |

\* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 64 jours ouvrables au troisième trimestre de 2017.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

**Stratégie de financement**

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont financés au moyen de diverses sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 286,6 milliards de dollars au 31 juillet 2017, en baisse comparativement à 293,3 milliards au 30 avril 2017, ce qui est imputable à l'incidence du repli du dollar américain. En outre, BMO reçoit des dépôts en guise de soutien de certaines activités de négociation ainsi que des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels, et émet, à des épargnants, des billets structurés destinés aux particuliers. Au 31 juillet 2017, ces dépôts et billets se chiffraient à 44,2 milliards.

Au 31 juillet 2017, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 171,8 milliards de dollars, ayant diminué en regard de celui de 177,2 milliards au 30 avril 2017 en raison de l'incidence de la moins-value du dollar américain. Le total du financement de gros était composé d'environ 52 milliards de financement garanti et de 120 milliards de financement non garanti. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau 24. La note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferme d'autres renseignements à ce sujet. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 199,1 milliards au 31 juillet 2017 et qui, tel qu'il est décrit à la page 27, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et

profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme par voie de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes et de créances de marges de crédit sur valeur domiciliaire, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre du processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources de financement éventuelles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité d'évaluation des risques et est régulièrement mis à jour au cours de l'exercice afin que les résultats réels et les plus récentes informations prévisionnelles y soient intégrés.

**Échéances du financement de gros** (en millions de dollars canadiens) 1)

**Tableau 24**

|  | Moins de<br>1 mois | De 1 à<br>3 mois | De 3 à<br>6 mois | De 6 à<br>12 mois | Total partiel –<br>Moins de<br>1 an | De 1 an à<br>2 ans | Plus de<br>2 ans | Total          |
|--|--------------------|------------------|------------------|-------------------|-------------------------------------|--------------------|------------------|----------------|
| Au 31 juillet 2017   |                    |                  |                  |                   |                                     |                    |                  |                |
| Dépôts d'autres banques  | 3 169              | 60               | 6                | –                 | 3 235                               | –                  | 158              | 3 393          |
| Certificats de dépôt et papier commercial  | 15 373             | 20 589           | 14 851           | 9 572             | 60 385                              | 3 671              | –                | 64 056         |
| Billets de dépôt au porteur  | 152                | 356              | 1 521            | 257               | 2 286                               | 12                 | –                | 2 298          |
| Papier commercial adossé à des actifs  | 1 218              | 1 801            | 881              | 125               | 4 025                               | –                  | –                | 4 025          |
| Billets à moyen terme non garantis de premier rang                                       | 373                | 1 761            | 2 000            | 6 801             | 10 935                              | 8 681              | 22 056           | 41 672         |
| Billets structurés non garantis de premier rang 2)                                       | –                  | 4                | 3                | 32                | 39                                  | 3                  | 2 702            | 2 744          |
| Obligations couvertes et titrisations  |                    |                  |                  |                   |                                     |                    |                  |                |
| Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit<br>sur valeur domiciliaire | –                  | 722              | 570              | 1 436             | 2 728                               | 2 524              | 12 380           | 17 632         |
| Obligations couvertes  | –                  | –                | 534              | –                 | 534                                 | 3 683              | 16 241           | 20 458         |
| Titrisations de créances de cartes de crédit   | –                  | –                | 54               | 593               | 647                                 | 1 135              | 2 309            | 4 091          |
| Dette subordonnée 3)   | –                  | –                | –                | –                 | –                                   | –                  | 6 031            | 6 031          |
| Autres 4)  | –                  | 3 736            | 623              | 467               | 4 826                               | –                  | 623              | 5 449          |
| <b>Total</b>   | <b>20 285</b>      | <b>29 029</b>    | <b>21 043</b>    | <b>19 283</b>     | <b>89 640</b>                       | <b>19 709</b>      | <b>62 500</b>    | <b>171 849</b> |
| Composé de ce qui suit :   |                    |                  |                  |                   |                                     |                    |                  |                |
| Financement garanti  | 1 218              | 6 259            | 2 662            | 2 621             | 12 760                              | 7 342              | 31 553           | 51 655         |
| Financement non garanti  | 19 067             | 22 770           | 18 381           | 16 662            | 76 880                              | 12 367             | 30 947           | 120 194        |
| <b>Total 5)</b>  | <b>20 285</b>      | <b>29 029</b>    | <b>21 043</b>    | <b>19 283</b>     | <b>89 640</b>                       | <b>19 709</b>      | <b>62 500</b>    | <b>171 849</b> |

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la note 15 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprend certains instruments de dette subordonnée présentés à des fins comptables à titre de dépôts ou autres passifs. La dette subordonnée présentée dans ce tableau l'est conformément aux recommandations de l'EDTF concernant les informations à fournir.

4) Avances des Federal Home Loan Banks (FHLB).

5) Le total du financement de gros était constitué de 48,6 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 123,2 milliards de fonds libellés en dollars américains et autres monnaies au 31 juillet 2017.

## Évolution de la réglementation

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui devait entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Comme il est incertain que les grands marchés étrangers instaurent la norme révisée d'ici la date butoir en janvier 2018, le BSIF a prolongé jusqu'au mois de janvier 2019 la période de mise en œuvre de cette mesure au pays. Le BSIF prévoit rencontrer les parties prenantes du secteur dans les mois à venir afin d'examiner les plans de mise en œuvre de la ligne directrice et de clarifier les derniers détails concernant les règles sur le RSLLT qui s'appliquent au marché canadien.

## Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans sa capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès à des fonds sur les marchés financiers à des taux attractifs. Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation demeurent celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de nos fonds augmenterait et qu'il nous serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés financiers. Un abaissement majeur de nos cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 figurant à la page 161 du Rapport annuel pour 2016 de BMO.

Nous sommes tenus de fournir des garanties à certaines contreparties si nos cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 juillet 2017, la Banque devrait fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 199 millions de dollars, 466 millions et 873 millions, si ses cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, respectivement.

Le 10 mai 2017, Moody's a abaissé les cotes de six banques canadiennes, dont BMO. Ce changement traduit le fait que Moody's s'attend à ce que le contexte opérationnel des banques au Canada devienne plus difficile. L'évaluation de crédit de base, les notations de la dette à long terme et des dépôts, et l'évaluation du risque de contrepartie attribuées à BMO ont été abaissées de un cran.

## Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 93 et 94 de son Rapport annuel pour 2016. Nos expositions dans les pays européens au 31 juillet 2017 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux 25 et 26 indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

**Expositions en Europe par pays et par contrepartie 1) (en millions de dollars canadiens)**

**Tableau 25**

Au 31 juillet 2017

|   | Tranche<br>financée des<br>prêts 2) | Titres 3) 4) |            |                     |              | Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6) |            |                     |              | Total<br>Montant net |
|---|-------------------------------------|--------------|------------|---------------------|--------------|---|------------|---------------------|--------------|----------------------|
| Pays  | Total                               | Banques      | Sociétés   | États<br>souverains | Total        | Banques   | Sociétés   | États<br>souverains | Total        |                      |
| <b>Pays GIIPE</b>   |                                     |              |            |                     |              |   |            |                     |              |                      |
| Grèce   | -                                   | -            | -          | -                   | -            | -   | -          | -                   | -            | -                    |
| Irlande 7)  | 24                                  | -            | -          | -                   | -            | 303   | 36         | -                   | 339          | 363                  |
| Italie  | 7                                   | -            | -          | -                   | -            | -   | -          | -                   | -            | 7                    |
| Portugal  | -                                   | -            | -          | -                   | -            | -   | -          | -                   | -            | -                    |
| Espagne   | 135                                 | -            | -          | -                   | -            | 2   | -          | -                   | 2            | 137                  |
| <b>Total – pays GIIPE</b>                                     | <b>166</b>                          | <b>-</b>     | <b>-</b>   | <b>-</b>            | <b>-</b>     | <b>305</b>  | <b>36</b>  | <b>-</b>            | <b>341</b>   | <b>507</b>           |
| <b>Zone euro (exclusion faite<br/>des pays GIIPE)</b>         |                                     |              |            |                     |              |   |            |                     |              |                      |
| France  | 163                                 | 122          | -          | 117                 | 239          | 293   | 17         | 19                  | 329          | 731                  |
| Allemagne   | 264                                 | 1            | 48         | 1 003               | 1 052        | 29  | 2          | 25                  | 56           | 1 372                |
| Pays-Bas  | 508                                 | 347          | 15         | -                   | 362          | 8   | 37         | -                   | 45           | 915                  |
| Autres 8)   | 114                                 | -            | 42         | 151                 | 193          | 3   | 11         | -                   | 14           | 321                  |
| <b>Total – zone euro (exclusion<br/>faite des pays GIIPE)</b> | <b>1 049</b>                        | <b>470</b>   | <b>105</b> | <b>1 271</b>        | <b>1 846</b> | <b>333</b>  | <b>67</b>  | <b>44</b>           | <b>444</b>   | <b>3 339</b>         |
| <b>Reste de l'Europe</b>                                      |                                     |              |            |                     |              |   |            |                     |              |                      |
| Danemark  | 8                                   | 270          | -          | 149                 | 419          | -   | -          | -                   | -            | 427                  |
| Suède   | 54                                  | 131          | -          | 236                 | 367          | 3   | 1          | -                   | 4            | 425                  |
| Royaume-Uni   | 1 566                               | 77           | 74         | 185                 | 336          | 278   | 53         | 23                  | 354          | 2 256                |
| Autres 8)   | 222                                 | 32           | -          | -                   | 32           | 13  | 11         | 7                   | 31           | 285                  |
| <b>Total – reste de l'Europe</b>                              | <b>1 850</b>                        | <b>510</b>   | <b>74</b>  | <b>570</b>          | <b>1 154</b> | <b>294</b>  | <b>65</b>  | <b>30</b>           | <b>389</b>   | <b>3 393</b>         |
| <b>Total – Europe 9)</b>                                      | <b>3 065</b>                        | <b>980</b>   | <b>179</b> | <b>1 841</b>        | <b>3 000</b> | <b>932</b>  | <b>168</b> | <b>74</b>           | <b>1 174</b> | <b>7 239</b>         |

Au 30 avril 2017

| Pays  | Tranche financée des prêts 2) | Titres 3)    |           |                  |              | Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6) |           |                  |            | Total Montant net |
|---|-------------------------------|--------------|-----------|------------------|--------------|---|-----------|------------------|------------|-------------------|
|   |                               | Banques      | Sociétés  | États souverains | Total        | Banques   | Sociétés  | États souverains | Total      |                   |
| <b>Total – pays GIIPE</b>                                 | <b>182</b>                    | <b>-</b>     | <b>-</b>  | <b>-</b>         | <b>-</b>     | <b>256</b>  | <b>12</b> | <b>-</b>         | <b>268</b> | <b>450</b>        |
| <b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b> | <b>1 005</b>                  | <b>509</b>   | <b>26</b> | <b>1 237</b>     | <b>1 772</b> | <b>76</b>   | <b>42</b> | <b>26</b>        | <b>144</b> | <b>2 921</b>      |
| <b>Total – reste de l'Europe</b>                          | <b>1 155</b>                  | <b>562</b>   | <b>58</b> | <b>576</b>       | <b>1 196</b> | <b>451</b>  | <b>45</b> | <b>30</b>        | <b>526</b> | <b>2 877</b>      |
| <b>Total – Europe 9)</b>                                  | <b>2 342</b>                  | <b>1 071</b> | <b>84</b> | <b>1 813</b>     | <b>2 968</b> | <b>783</b>  | <b>99</b> | <b>56</b>        | <b>938</b> | <b>6 248</b>      |

Au 31 octobre 2016

| Pays  | Tranche financée des prêts 2) | Titres 3)    |            |                  |              | Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6) |            |                  |              | Total Montant net |
|---|-------------------------------|--------------|------------|------------------|--------------|---|------------|------------------|--------------|-------------------|
|   |                               | Banques      | Sociétés   | États souverains | Total        | Banques   | Sociétés   | États souverains | Total        |                   |
| <b>Total – pays GIIPE</b>                                 | <b>78</b>                     | <b>6</b>     | <b>-</b>   | <b>-</b>         | <b>6</b>     | <b>302</b>  | <b>58</b>  | <b>-</b>         | <b>360</b>   | <b>444</b>        |
| <b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b> | <b>1 064</b>                  | <b>464</b>   | <b>48</b>  | <b>1 580</b>     | <b>2 092</b> | <b>103</b>  | <b>84</b>  | <b>32</b>        | <b>219</b>   | <b>3 375</b>      |
| <b>Total – reste de l'Europe</b>                          | <b>881</b>                    | <b>1 133</b> | <b>57</b>  | <b>605</b>       | <b>1 795</b> | <b>1 357</b>  | <b>152</b> | <b>9</b>         | <b>1 518</b> | <b>4 194</b>      |
| <b>Total – Europe 9)</b>                                  | <b>2 023</b>                  | <b>1 603</b> | <b>105</b> | <b>2 185</b>     | <b>3 893</b> | <b>1 762</b>  | <b>294</b> | <b>41</b>        | <b>2 097</b> | <b>8 013</b>      |

Voir les notes du tableau 26.

|   | Prêts 2)                            |              |                  |                    |                  |                  |                  |                    |                  |
|---|-------------------------------------|--------------|------------------|--------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|------------------|
|   | Tranche financée au 31 juillet 2017 |              |                  | Au 31 juillet 2017 |                  | Au 30 avril 2017 |                  | Au 31 octobre 2016 |                  |
| Pays  | Banques                             | Sociétés     | États souverains | Engagements        | Tranche financée | Engagements      | Tranche financée | Engagements        | Tranche financée |
| <b>Pays GIIPE</b>   |                                     |              |                  |                    |                  |                  |                  |                    |                  |
| Grèce   | -                                   | -            | -                | -                  | -                | -                | -                | -                  | -                |
| Irlande 7)  | -                                   | 24           | -                | 118                | 24               | 129              | 26               | 126                | 25               |
| Italie  | -                                   | 7            | -                | 7                  | 7                | 23               | 23               | -                  | -                |
| Portugal  | -                                   | -            | -                | -                  | -                | -                | -                | -                  | -                |
| Espagne   | 129                                 | 6            | -                | 165                | 135              | 179              | 133              | 80                 | 53               |
| <b>Total – pays GIIPE</b>                                 | <b>129</b>                          | <b>37</b>    | <b>-</b>         | <b>290</b>         | <b>166</b>       | <b>331</b>       | <b>182</b>       | <b>206</b>         | <b>78</b>        |
| <b>Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b>         |                                     |              |                  |                    |                  |                  |                  |                    |                  |
| France  | 144                                 | 19           | -                | 240                | 163              | 175              | 131              | 155                | 111              |
| Allemagne   | 51                                  | 212          | 1                | 352                | 264              | 232              | 170              | 207                | 133              |
| Pays-Bas  | 40                                  | 468          | -                | 597                | 508              | 657              | 526              | 661                | 502              |
| Autres 8)   | 84                                  | 30           | -                | 232                | 114              | 271              | 178              | 436                | 318              |
| <b>Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)</b> | <b>319</b>                          | <b>729</b>   | <b>1</b>         | <b>1 421</b>       | <b>1 049</b>     | <b>1 335</b>     | <b>1 005</b>     | <b>1 459</b>       | <b>1 064</b>     |
| <b>Reste de l'Europe</b>                                  |                                     |              |                  |                    |                  |                  |                  |                    |                  |
| Danemark  | 8                                   | -            | -                | 8                  | 8                | 14               | 14               | 11                 | 11               |
| Suède   | 13                                  | 41           | -                | 190                | 54               | 210              | 57               | 202                | 59               |
| Royaume-Uni   | 648                                 | 918          | -                | 1 816              | 1 566            | 1 162            | 868              | 808                | 543              |
| Autres 8)   | 83                                  | 139          | -                | 411                | 222              | 412              | 216              | 415                | 268              |
| <b>Total – reste de l'Europe</b>                          | <b>752</b>                          | <b>1 098</b> | <b>-</b>         | <b>2 425</b>       | <b>1 850</b>     | <b>1 798</b>     | <b>1 155</b>     | <b>1 436</b>       | <b>881</b>       |
| <b>Total – Europe 9)</b>                                  | <b>1 200</b>                        | <b>1 864</b> | <b>1</b>         | <b>4 136</b>       | <b>3 065</b>     | <b>3 464</b>     | <b>2 342</b>     | <b>3 101</b>       | <b>2 023</b>     |

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 juillet 2017 :

- Une sûreté de 1 135 millions d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (38 millions d'euros dans les pays GIIPE) et une sûreté en trésorerie détenue de 444 millions d'euros.

- Des garanties de 1,1 milliard de dollars (28 millions de dollars dans les pays GIIPE).

2) La tranche financée comprend les prêts.

3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les investissements des activités d'assurance et les titres de crédit négociables.

4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 221 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique\* dans les pays GIIPE n'était en vigueur au 31 juillet 2017 (\*inclut une position nette de 192 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 19 % d'entités domiciliées dans les pays GIIPE).

5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (13 milliards de dollars en Europe au 31 juillet 2017).

6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

7) Exclut les réserves de 30 millions de dollars au 31 juillet 2017 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.

8) Comprend les pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars, dont une exposition de 6 millions dans la Fédération de Russie au 31 juillet 2017.

9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 48 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's et S&P avait attribué une cote de Aaa ou AAA.

### Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

## État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

|   | Pour les périodes de trois mois closes le |                  |                    | Pour les périodes de neuf mois closes le |                    |
|---|---|------------------|--------------------|--|--------------------|
|   | 31 juillet<br>2017                        | 30 avril<br>2017 | 31 juillet<br>2016 | 31 juillet<br>2017                       | 31 juillet<br>2016 |
| <b>Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions</b>                      |   |                  |                    |  |                    |
| Prêts   | 3 439 \$                                  | 3 241 \$         | 3 193 \$           | 9 981 \$                                 | 9 344 \$           |
| Valeurs mobilières  | 507                                       | 462              | 431                | 1 438                                    | 1 267              |
| Dépôts à d'autres banques   | 92  | 72               | 56                 | 218                                      | 170                |
|   | 4 038                                     | 3 775            | 3 680              | 11 637                                   | 10 781             |
| <b>Charges d'intérêts</b>   |   |                  |                    |  |                    |
| Dépôts  | 983                                       | 917              | 776                | 2 787                                    | 2 176              |
| Dette subordonnée   | 40  | 37               | 46                 | 116                                      | 140                |
| Autres passifs  | 482                                       | 412              | 384                | 1 262                                    | 1 091              |
|   | 1 505                                     | 1 366            | 1 206              | 4 165                                    | 3 407              |
| <b>Revenus nets d'intérêts</b>  | 2 533                                     | 2 409            | 2 474              | 7 472                                    | 7 374              |
| <b>Revenus autres que d'intérêts</b>  |   |                  |                    |  |                    |
| Commissions et droits sur titres  | 240                                       | 244              | 229                | 735                                      | 685                |
| Frais de service – Dépôts et ordres de paiement                                 | 301                                       | 291              | 285                | 889                                      | 843                |
| Revenus de négociation  | 376                                       | 266              | 332                | 1 050                                    | 882                |
| Commissions sur prêts   | 238                                       | 226              | 221                | 687                                      | 646                |
| Frais de services de cartes   | 114                                       | 83               | 127                | 299                                      | 339                |
| Frais de gestion de placements et de garde de titres                            | 404                                       | 402              | 380                | 1 206                                    | 1 152              |
| Revenus tirés de fonds d'investissement   | 360                                       | 351              | 340                | 1 057                                    | 1 023              |
| Commissions de prise ferme et de consultation                                   | 226                                       | 311              | 198                | 785                                      | 541                |
| Profits sur titres, autres que de négociation                                   | 43  | 56               | 6                  | 130                                      | 48                 |
| Revenus de change, autres que de négociation                                    | 29  | 68               | 37                 | 131                                      | 114                |
| Revenus d'assurance   | 401                                       | 844              | 804                | 1 441                                    | 1 790              |
| Participations dans des entreprises associées et des coentreprises              | 58  | 38               | 50                 | 339                                      | 46                 |
| Autres  | 136                                       | 152              | 150                | 384                                      | 326                |
|   | 2 926                                     | 3 332            | 3 159              | 9 133                                    | 8 435              |
| <b>Total des revenus</b>  | 5 459                                     | 5 741            | 5 633              | 16 605                                   | 15 809             |
| <b>Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)</b>                | 134                                       | 259              | 257                | 566                                      | 641                |
| <b>Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités</b> | 253                                       | 708              | 691                | 965                                      | 1 464              |
| <b>Charges autres que d'intérêts</b>  |   |                  |                    |  |                    |
| Rémunération du personnel   | 1 864                                     | 1 778            | 1 767              | 5 625                                    | 5 575              |
| Bureaux et matériel   | 605                                       | 651              | 580                | 1 863                                    | 1 741              |
| Amortissement des immobilisations incorporelles                                 | 117                                       | 122              | 112                | 358                                      | 333                |
| Déplacements et expansion des affaires  | 170                                       | 179              | 146                | 510                                      | 457                |
| Communications  | 74  | 74               | 69                 | 217                                      | 223                |
| Taxes d'affaires et impôts sur le capital                                       | 9   | 8                | 7                  | 28                                       | 33                 |
| Honoraires  | 139                                       | 128              | 121                | 391                                      | 384                |
| Autres  | 300                                       | 336              | 290                | 941                                      | 928                |
|   | 3 278                                     | 3 276            | 3 092              | 9 933                                    | 9 674              |
| <b>Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat</b>                           | 1 794                                     | 1 498            | 1 593              | 5 141                                    | 4 030              |
| Charge d'impôts sur le résultat   | 407                                       | 250              | 348                | 1 018                                    | 744                |
| <b>Bénéfice net</b>   | 1 387 \$                                  | 1 248 \$         | 1 245 \$           | 4 123 \$                                 | 3 286 \$           |
| Attribuable :   |   |                  |                    |  |                    |
| Aux actionnaires de la Banque   | 1 387                                     | 1 247            | 1 245              | 4 121                                    | 3 278              |
| À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales                 | -   | 1                | -                  | 2  | 8                  |
| <b>Bénéfice net</b>   | 1 387 \$                                  | 1 248 \$         | 1 245 \$           | 4 123 \$                                 | 3 286 \$           |
| <b>Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 12)</b>                     |   |                  |                    |  |                    |
| De base   | 2,05 \$                                   | 1,85 \$          | 1,87 \$            | 6,13 \$                                  | 4,91 \$            |
| Dilué   | 2,05                                      | 1,84             | 1,86               | 6,11                                     | 4,90               |
| Dividendes par action ordinaire   | 0,90                                      | 0,88             | 0,86               | 2,66                                     | 2,54               |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.



## État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

|  | Pour les périodes de trois mois closes le |                  |                    | Pour les périodes de neuf mois closes le |                    |
|--|---|------------------|--------------------|--|--------------------|
|  | 31 juillet<br>2017                        | 30 avril<br>2017 | 31 juillet<br>2016 | 31 juillet<br>2017                       | 31 juillet<br>2016 |
| <b>Bénéfice net</b>  | <b>1 387 \$</b>                           | <b>1 248 \$</b>  | <b>1 245 \$</b>    | <b>4 123 \$</b>                          | <b>3 286 \$</b>    |
| <b>Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts</b>   |   |                  |                    |  |                    |
| Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net  |   |                  |                    |  |                    |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres disponibles à la vente                                       |   |                  |                    |  |                    |
| Profits latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)                                 | <b>9</b>                                  | 155              | 103                | <b>68</b>                                | 182                |
| Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)   | <b>(28)</b>                               | (37)             | (2)                | <b>(70)</b>                              | (22)               |
|  | <b>(19)</b>                               | 118              | 101                | <b>(2)</b>                               | 160                |
| Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie                                   |   |                  |                    |  |                    |
| Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)                            | <b>(369)</b>                              | (41)             | 242                | <b>(812)</b>                             | 222                |
| Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les couvertures de flux de trésorerie 4)                         | <b>3</b>                                  | 11               | 8                  | <b>25</b>                                | (1)                |
|  | <b>(366)</b>                              | (30)             | 250                | <b>(787)</b>                             | 221                |
| Profits nets (pertes) à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger                        |   |                  |                    |  |                    |
| Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger                     | <b>(2 410)</b>                            | 1 355            | 812                | <b>(1 837)</b>                           | (366)              |
| Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)              | <b>252</b>                                | (187)            | (98)               | <b>161</b>                               | 131                |
|  | <b>(2 158)</b>                            | 1 168            | 714                | <b>(1 676)</b>                           | (235)              |
| Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net   |   |                  |                    |  |                    |
| Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)                | <b>172</b>                                | (96)             | (128)              | <b>317</b>                               | (450)              |
| Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7) | <b>42</b>                                 | (115)            | -                  | <b>(116)</b>                             | (112)              |
|  | <b>214</b>                                | (211)            | (128)              | <b>201</b>                               | (562)              |
| <b>Autres éléments du résultat global (de la perte globale) après impôts</b>   | <b>(2 329)</b>                            | 1 045            | 937                | <b>(2 264)</b>                           | (416)              |
| <b>Total du résultat global (de la perte globale)</b>  | <b>(942) \$</b>                           | <b>2 293 \$</b>  | <b>2 182 \$</b>    | <b>1 859 \$</b>                          | <b>2 870 \$</b>    |
| Attribuable :  |   |                  |                    |  |                    |
| Aux actionnaires de la Banque  | <b>(942)</b>                              | 2 292            | 2 182              | <b>1 857</b>                             | 2 862              |
| À la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales  | -   | 1                | -                  | <b>2</b>                                 | 8                  |
| <b>Total du résultat global (de la perte globale)</b>  | <b>(942) \$</b>                           | <b>2 293 \$</b>  | <b>2 182 \$</b>    | <b>1 859 \$</b>                          | <b>2 870 \$</b>    |

1) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (6) \$, de (69) \$ et de (45) \$ pour le trimestre et de (20) \$ et de (81) \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 10 \$, de 15 \$ et de 0 \$ pour le trimestre et de 28 \$ et de 9 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 126 \$, de 17 \$ et de (95) \$ pour le trimestre et de 307 \$ et de (103) \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

4) Après (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (1) \$, de (3) \$ et de (4) \$ pour le trimestre et de (8) \$ et de (2) \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (91) \$, de 68 \$ et de 33 \$ pour le trimestre et de (58) \$ et de (42) \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (65) \$, de 30 \$ et de 53 \$ pour le trimestre et de (128) \$ et de 170 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (16) \$, de 42 \$ et de 0 \$ pour le trimestre et de 41 \$ et de 40 \$ pour la période de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

|  | Au                 |                   |                    |
|--|--------------------|-------------------|--------------------|
|  | 31 juillet<br>2017 | 30 avril<br>2017  | 31 octobre<br>2016 |
| <b>Actifs</b>  |                    |                   |                    |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>             | <b>32 574 \$</b>   | <b>35 528 \$</b>  | <b>31 653 \$</b>   |
| <b>Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques</b>     | <b>5 907</b>       | <b>6 360</b>      | <b>4 449</b>       |
| <b>Valeurs mobilières (note 2)</b>                         |                    |                   |                    |
| Titres de négociation                                      | 95 154             | 91 456            | 84 458             |
| Titres disponibles à la vente                              | 53 801             | 55 529            | 55 663             |
| Titres détenus jusqu'à leur échéance                       | 8 809              | 9 145             | 8 965              |
| Titres divers  | 882                | 915               | 899                |
|  | <b>158 646</b>     | <b>157 045</b>    | <b>149 985</b>     |
| <b>Titres pris en pension ou empruntés</b>                 | <b>73 928</b>      | <b>80 951</b>     | <b>66 646</b>      |
| <b>Prêts</b>   |                    |                   |                    |
| Prêts hypothécaires à l'habitation                         | 113 983            | 112 989           | 112 277            |
| Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers       | 61 508             | 61 887            | 64 680             |
| Prêts sur cartes de crédit                                 | 8 076              | 8 004             | 8 101              |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques     | 179 627            | 186 632           | 175 597            |
|  | <b>363 194</b>     | <b>369 512</b>    | <b>360 655</b>     |
| Provision pour pertes sur créances (note 3)                | (1 822)            | (1 937)           | (1 925)            |
|  | <b>361 372</b>     | <b>367 575</b>    | <b>358 730</b>     |
| <b>Autres actifs</b>                                       |                    |                   |                    |
| Instruments dérivés  | 35 003             | 31 943            | 39 183             |
| Engagements de clients aux termes d'acceptations           | 14 599             | 13 773            | 13 021             |
| Bureaux et matériel  | 1 968              | 2 067             | 2 147              |
| Écart d'acquisition  | 6 041              | 6 556             | 6 381              |
| Immobilisations incorporelles                              | 2 125              | 2 207             | 2 178              |
| Actifs d'impôt exigible                                    | 1 396              | 1 450             | 906                |
| Actifs d'impôt différé                                     | 2 799              | 3 170             | 3 101              |
| Actifs divers  | 12 259             | 10 318            | 9 555              |
|  | <b>76 190</b>      | <b>71 484</b>     | <b>76 472</b>      |
| <b>Total des actifs</b>                                    | <b>708 617 \$</b>  | <b>718 943 \$</b> | <b>687 935 \$</b>  |
| <b>Passifs et capitaux propres</b>                         |                    |                   |                    |
| <b>Dépôts (note 7)</b>                                     | <b>473 111 \$</b>  | <b>488 212 \$</b> | <b>473 372 \$</b>  |
| <b>Autres passifs</b>                                      |                    |                   |                    |
| Instruments dérivés  | 37 228             | 32 025            | 38 227             |
| Acceptations   | 14 599             | 13 773            | 13 021             |
| Titres vendus à découvert                                  | 26 311             | 24 018            | 25 106             |
| Titres mis en pension ou prêtés                            | 61 517             | 62 036            | 40 718             |
| Titrisation et passifs liés aux entités structurées        | 21 689             | 22 262            | 22 377             |
| Passifs d'impôt exigible                                   | 32                 | 42                | 81                 |
| Passifs d'impôt différé                                    | 232                | 244               | 242                |
| Passifs divers   | 25 901             | 27 100            | 28 024             |
|  | <b>187 509</b>     | <b>181 500</b>    | <b>167 796</b>     |
| <b>Dettes subordonnées (note 7)</b>                        | <b>5 063</b>       | <b>4 318</b>      | <b>4 439</b>       |
| <b>Capitaux propres</b>                                    |                    |                   |                    |
| Actions privilégiées (note 8)                              | 4 240              | 4 340             | 3 840              |
| Actions ordinaires (note 8)                                | 13 044             | 13 072            | 12 539             |
| Surplus d'apport   | 305                | 307               | 294                |
| Résultats non distribués                                   | 23 183             | 22 703            | 21 205             |
| Cumul des autres éléments du résultat global               | 2 162              | 4 491             | 4 426              |
| Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires   | 42 934             | 44 913            | 42 304             |
| Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales | -                  | -                 | 24                 |
| <b>Total des capitaux propres</b>                          | <b>42 934</b>      | <b>44 913</b>     | <b>42 328</b>      |
| <b>Total des passifs et des capitaux propres</b>           | <b>708 617 \$</b>  | <b>718 943 \$</b> | <b>687 935 \$</b>  |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

|  | Pour les périodes de trois mois<br>closes le |                    | Pour les périodes de neuf mois<br>closes le |                    |
|--|--|--------------------|---|--------------------|
|  | 31 juillet<br>2017                           | 31 juillet<br>2016 | 31 juillet<br>2017                          | 31 juillet<br>2016 |
| <b>Actions privilégiées (note 8)</b>   |  |                    |   |                    |
| Solde à l'ouverture de la période  | 4 340 \$                                     | 3 240 \$           | 3 840 \$                                    | 3 240 \$           |
| Émises au cours de la période  | 400  | –                  | 900   | –                  |
| Rachetées au cours de la période   | (500)  | –                  | (500)                                       | –                  |
| Solde à la clôture de la période   | 4 240  | 3 240              | 4 240                                       | 3 240              |
| <b>Actions ordinaires (note 8)</b>   |  |                    |   |                    |
| Solde à l'ouverture de la période  | 13 072                                       | 12 370             | 12 539                                      | 12 313             |
| Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires  | 47   | 45                 | 448   | 45                 |
| Émises en vertu du régime d'options sur actions  | 5  | 48                 | 137   | 105                |
| Rachetées aux fins d'annulation (note 8)   | (80)   | –                  | (80)  | –                  |
| Solde à la clôture de la période   | 13 044                                       | 12 463             | 13 044                                      | 12 463             |
| <b>Surplus d'apport</b>  |  |                    |   |                    |
| Solde à l'ouverture de la période  | 307  | 298                | 294   | 299                |
| Émission d'options sur actions, déduction faite des options exercées   | (2)  | (4)                | 4   | (6)                |
| Autres   | –  | –                  | 7   | 1                  |
| Solde à la clôture de la période   | 305  | 294                | 305   | 294                |
| <b>Résultats non distribués</b>  |  |                    |   |                    |
| Solde à l'ouverture de la période  | 22 703                                       | 19 806             | 21 205                                      | 18 930             |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque   | 1 387  | 1 245              | 4 121                                       | 3 278              |
| Dividendes – Actions privilégiées  | (49)   | (40)               | (136)                                       | (116)              |
| – Actions ordinaires   | (584)  | (555)              | (1 729)                                     | (1 636)            |
| Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation (note 8)  | (269)  | –                  | (269)                                       | –                  |
| Frais d'émission d'actions   | (5)  | –                  | (9)   | –                  |
| Solde à la clôture de la période   | 23 183                                       | 20 456             | 23 183                                      | 20 456             |
| <b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres disponibles à la vente</b>  |  |                    |   |                    |
| Solde à l'ouverture de la période  | 65   | (16)               | 48  | (75)               |
| Profits latents sur les titres disponibles à la vente survenus au cours de la période 1)   | 9  | 103                | 68  | 182                |
| Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)   | (28)   | (2)                | (70)  | (22)               |
| Solde à la clôture de la période   | 46   | 85                 | 46  | 85                 |
| <b>Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie</b>  |  |                    |   |                    |
| Solde à l'ouverture de la période  | 175  | 583                | 596   | 612                |
| Profits (pertes) sur les couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)  | (369)  | 242                | (812)                                       | 222                |
| Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes au cours de la période 4)  | 3  | 8                  | 25  | (1)                |
| Solde à la clôture de la période   | (191)  | 833                | (191)                                       | 833                |
| <b>Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger</b>                            |  |                    |   |                    |
| Solde à l'ouverture de la période  | 4 809  | 3 124              | 4 327                                       | 4 073              |
| Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger   | (2 410)                                      | 812                | (1 837)                                     | (366)              |
| Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)  | 252  | (98)               | 161   | 131                |
| Solde à la clôture de la période   | 2 651  | 3 838              | 2 651                                       | 3 838              |
| <b>Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel</b>                                 |  |                    |   |                    |
| Solde à l'ouverture de la période  | (367)  | (412)              | (512)                                       | (90)               |
| Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)  | 172  | (128)              | 317   | (450)              |
| Solde à la clôture de la période   | (195)  | (540)              | (195)                                       | (540)              |
| <b>Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur</b> |  |                    |   |                    |
| Solde à l'ouverture de la période  | (191)  | 8                  | (33)  | 120                |
| Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)   | 42   | –                  | (116)                                       | (112)              |
| Solde à la clôture de la période   | (149)  | 8                  | (149)                                       | 8                  |
| <b>Total du cumul des autres éléments du résultat global</b>   | <b>2 162</b>                                 | <b>4 224</b>       | <b>2 162</b>                                | <b>4 224</b>       |
| <b>Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires</b>  | <b>42 934 \$</b>                             | <b>40 677 \$</b>   | <b>42 934 \$</b>                            | <b>40 677 \$</b>   |
| <b>Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales</b>  |  |                    |   |                    |
| Solde à l'ouverture de la période  | –  | 31                 | 24  | 491                |
| Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle   | –  | –                  | 2   | 8                  |
| Dividendes à la participation ne donnant pas le contrôle   | –  | –                  | –   | (10)               |
| Rachat/achat de la participation ne donnant pas le contrôle  | –  | –                  | (25)  | (450)              |
| Autres   | –  | (4)                | (1)   | (12)               |
| Solde à la clôture de la période   | –  | 27                 | –   | 27                 |
| <b>Total des capitaux propres</b>  | <b>42 934 \$</b>                             | <b>40 704 \$</b>   | <b>42 934 \$</b>                            | <b>40 704 \$</b>   |

1) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de (6) \$, de (45) \$, de (20) \$ et de (81) \$ pour le trimestre et la période de neuf mois.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 10 \$, de 0 \$, de 28 \$ et de 9 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 126 \$, de (95) \$, de 307 \$ et de (103) \$ pour le trimestre et la période de neuf mois.

4) Après (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (1) \$, de (4) \$, de (8) \$ et de (2) \$ pour le trimestre et la période de neuf mois.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (91) \$, de 33 \$, de (58) \$ et de (42) \$ pour le trimestre et la période de neuf mois.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (65) \$, de 53 \$, de (128) \$ et de 170 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (16) \$, de 0 \$, de 41 \$ et de 40 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

# État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

|  | Pour les périodes de trois mois<br>closes le |                    | Pour les périodes de neuf mois<br>closes le |                    |
|--|--|--------------------|---|--------------------|
|  | 31 juillet<br>2017                           | 31 juillet<br>2016 | 31 juillet<br>2017                          | 31 juillet<br>2016 |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>  |  |                    |   |                    |
| Bénéfice net   | 1 387 \$                                     | 1 245 \$           | 4 123 \$                                    | 3 286 \$           |
| Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation |  |                    |   |                    |
| Réduction de valeur pour dépréciation de titres, autres que de négociation                                     | 8  | 6                  | 17  | 13                 |
| (Profit) net sur les titres, autres que de négociation   | (51)   | (12)               | (147)                                       | (61)               |
| (Augmentation) nette des titres de négociation   | (7 070)                                      | (1 302)            | (13 626)                                    | (8 597)            |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)  | 134  | 257                | 566   | 641                |
| Variation des instruments dérivés – (augmentation) diminution des actifs dérivés                               | (643)  | 2 413              | 8 528                                       | 523                |
| – augmentation (diminution) des passifs dérivés  | 3 320  | (8 710)            | (4 763)                                     | (5 323)            |
| Amortissement des bureaux et du matériel   | 95   | 96                 | 287   | 286                |
| Amortissement d'autres actifs  | 59   | 59                 | 173   | 159                |
| Amortissement des immobilisations incorporelles  | 117  | 112                | 358   | 333                |
| Diminution nette de l'actif d'impôt différé  | 182  | 85                 | 156   | 39                 |
| Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt différé  | (7)  | 4                  | (10)  | –                  |
| (Augmentation) diminution nette de l'actif d'impôt exigible  | (82)   | 275                | (587)                                       | 11                 |
| Augmentation (diminution) nette du passif d'impôt exigible   | 2  | (13)               | (39)  | (65)               |
| Variation des intérêts courus – (augmentation) diminution des intérêts à recevoir                              | 71   | 71                 | (30)  | (13)               |
| – augmentation (diminution) des intérêts à payer   | (13)   | (21)               | (34)  | 16                 |
| Variation nette des autres éléments et charges à payer   | (6 539)                                      | 2 227              | (5 917)                                     | 652                |
| Augmentation nette des dépôts  | 6 432  | 12 526             | 16 899                                      | 26 261             |
| (Augmentation) nette des prêts   | (6 297)                                      | (5 586)            | (13 078)                                    | (20 308)           |
| Augmentation (diminution) nette des titres vendus à découvert  | 3 055  | (404)              | 1 813                                       | 5 992              |
| Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés  | 4 052  | (10 358)           | 24 776                                      | 10 628             |
| (Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés  | 1 853  | 7 692              | (11 800)                                    | (8 014)            |
| Augmentation (diminution) nette de la titrisation et des passifs liés aux entités structurées                  | (301)  | 202                | (502)                                       | 863                |
| Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation                                      | (236)  | 864                | 7 163                                       | 7 322              |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>  |  |                    |   |                    |
| Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales   | 127  | (6)                | (1 243)                                     | 3 116              |
| Produit de l'émission (échéance) des obligations couvertes   | 1 315  | 1 927              | 957   | 4 261              |
| Produit de l'émission de (remboursement sur) la dette subordonnée (note 7)                                     | 850  | (250)              | 750   | 50                 |
| Rachat de titres de fiducie de capital   | –  | –                  | –   | (450)              |
| Produit de l'émission d'actions privilégiées (note 8)  | 400  | –                  | 900   | –                  |
| Rachat d'actions privilégiées  | (500)  | –                  | (500)                                       | –                  |
| Frais d'émission d'actions   | (5)  | –                  | (9)   | –                  |
| Produit de l'émission d'actions ordinaires (note 8)  | 7  | 49                 | 140   | 106                |
| Actions ordinaires rachetées aux fins d'annulation   | (349)  | –                  | (349)                                       | –                  |
| Dividendes versés en trésorerie  | (570)  | (533)              | (1 376)                                     | (1 670)            |
| Dividendes versés en trésorerie à la participation ne détenant pas le contrôle                                 | –  | –                  | –   | (10)               |
| Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement                                      | 1 275  | 1 187              | (730)                                       | 5 403              |
| <b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>  |  |                    |   |                    |
| (Augmentation) diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques                            | (102)  | 1 071              | (1 886)                                     | 873                |
| Achats de titres, autres que de négociation  | (13 713)                                     | (8 159)            | (37 741)                                    | (21 686)           |
| Échéances de titres, autres que de négociation   | 1 343  | 1 626              | 4 362                                       | 4 599              |
| Produit de la vente de titres, autres que de négociation   | 10 874                                       | 4 319              | 32 023                                      | 12 985             |
| Achat d'une participation ne donnant pas le contrôle   | –  | –                  | (25)  | –                  |
| Bureaux et matériel – (achats) nets  | (75)   | (81)               | (168)                                       | (259)              |
| Logiciels achetés et développés – (achats) nets  | (125)  | (104)              | (343)                                       | (293)              |
| Acquisitions   | –  | –                  | –   | (12 078)           |
| (Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement  | (1 798)                                      | (1 328)            | (3 778)                                     | (15 859)           |
| Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie                    | (2 195)                                      | 914                | (1 734)                                     | 587                |
| Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie                              | (2 954)                                      | 1 637              | 921   | (2 547)            |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période  | 35 528                                       | 36 111             | 31 653                                      | 40 295             |
| <b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>                                      | <b>32 574 \$</b>                             | <b>37 748 \$</b>   | <b>32 574 \$</b>                            | <b>37 748 \$</b>   |
| <b>Autres renseignements sur les flux de trésorerie</b>  |  |                    |   |                    |
| Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :                          |  |                    |   |                    |
| Montant d'intérêts versés au cours de la période   | 1 549 \$                                     | 1 219 \$           | 4 227 \$                                    | 3 391 \$           |
| Montant d'impôts sur le résultat payés au cours de la période  | 253 \$                                       | 106 \$             | 1 237 \$                                    | 732 \$             |
| Montant des intérêts et des dividendes reçus au cours de la période  | 4 138 \$                                     | 3 784 \$           | 11 826 \$                                   | 10 851 \$          |

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 juillet 2017 (non audité)

## Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés et offrons une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2016. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2016, qui figurent aux pages 144 à 205 de notre Rapport annuel 2016. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 29 août 2017.

### Changements futurs des IFRS

#### *Instruments financiers*

En juillet 2014, l'IASB a publié l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), qui traite de dépréciation, de classement et d'évaluation, ainsi que de comptabilité de couverture. Comme l'exige son organisme de réglementation, le BSIF, la Banque devra adopter l'IFRS 9 pour son exercice ouvert le 1<sup>er</sup> novembre 2017. Le BSIF a émis d'autres recommandations concernant l'adoption de l'IFRS 9 dans un document intitulé Ligne directrice IFRS 9, *Instruments financiers et exigences en matière de divulgation financière*. Cette ligne directrice est conforme aux recommandations émises par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB).

### Approche en vue de l'application

Nous avons établi un comité de direction chargé de l'application de l'IFRS 9 et comprenant des membres de la haute direction représentant les services des finances, de la gestion des risques, de la technologie, de la gestion du capital et de l'audit interne. Ce comité est responsable de l'application globale de l'IFRS 9, assurant ainsi son intégration à l'échelle de la Banque ainsi que l'examen et l'approbation, par la direction, des principales décisions prises durant le processus de transition.

Notre approche transitoire est fondée sur trois axes de travaux qui correspondent aux trois grands sujets traités dans la norme, soit 1) la dépréciation, 2) le classement et l'évaluation et 3) la comptabilité de couverture. Chacun des axes requiert l'apport de diverses parties prenantes des services des finances, de la gestion des risques et des technologies de l'information. Jusqu'à maintenant, la Banque a concentré ses efforts sur l'établissement de méthodes comptables, sur l'évaluation des instruments de classement, sur la mise en place et la validation de modèles de dépréciation et sur l'implantation de nouveaux systèmes de technologies de l'information pour les calculs de dépréciation aux termes de l'IFRS 9. Durant l'exercice en cours, la Banque mettra en place un cadre de contrôle complet, elle validera et peaufinera ses modèles de dépréciation et elle mènera une évaluation en parallèle.

### Dépréciation

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle unique de pertes sur créances attendues relativement à tous les actifs financiers et à certains engagements de prêt et garanties hors bilan. Ce nouveau modèle donnera lieu à la constatation d'une provision pour pertes sur créances eu égard aux actifs financiers qu'un événement générateur de perte ait eu lieu ou non. En revanche, la méthode appliquée actuellement est conçue pour que la provision comptabilisée au titre des prêts productifs ne rende compte que des pertes engagées, qu'elles aient été spécifiquement identifiées ou non. Le portefeuille de prêts est l'élément qui subira les répercussions les plus importantes.

La première étape du modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs. La deuxième étape exige la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés. Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faudra tenir compte de nombreux facteurs et cela variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut fondée sur des pondérations probabilistes depuis l'octroi et certains critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. La troisième étape exige la comptabilisation des pertes sur la durée de vie de tous les prêts douteux; celles-ci devant se rapprocher de la provision spécifique actuelle de la Banque. La provision relative aux prêts visés par la deuxième étape devra être supérieure à celle prévue à la première étape en raison de la période de temps plus longue de prise en compte dans le cadre de la deuxième étape.

Aux termes de l'IFRS 9, pour déterminer si le risque de crédit a augmenté fortement et pour calculer le montant des pertes attendues, il faudra tenir compte d'événements passés, de la conjoncture des marchés et d'informations raisonnables et justifiables concernant la situation économique à venir. La norme exige également que les prévisions de la conjoncture économique encore à venir soient examinées selon une évaluation objective fondée sur des pondérations probabilistes des résultats futurs probables. Comme cette norme exige le recours à des informations prospectives, le montant de la dotation à la provision pour créances variera davantage en fonction de l'évolution attendue de la situation économique.

Afin de déterminer la durée de vie d'un instrument, l'IFRS 9 exige normalement la prise en compte de la période contractuelle du prêt, y compris les paiements anticipés, les prorogations et les autres options. Pour ce qui est des instruments renouvelables, comme les cartes de crédit, qui pourraient ne pas être assortis d'une période contractuelle prédéterminée, la durée de vie est fondée sur le comportement historique.

Nous sommes en voie de parachever et de mettre à l'essai les modèles clés qu'exige l'IFRS 9 et nous n'avons pas encore établi une estimation raisonnable quant aux conséquences sur notre provision générale; cependant, toute variation de la provision à l'adoption sera constatée dans les résultats non distribués.

#### **Classement et évaluation**

La nouvelle norme exige que nous classions les instruments d'emprunt selon le modèle économique que nous utilisons pour gérer les actifs et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs. L'emploi de ce modèle détermine le classement en fonction de l'objectif commercial visé par la détention d'un actif. En règle générale, les instruments d'emprunt seront évalués à la juste valeur par le biais du résultat net à moins que certaines conditions ne soient respectées et qu'il ne soit alors permis de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. Les instruments d'emprunt dont les flux de trésorerie contractuels ne représentent que des paiements de capital et d'intérêts pourront être évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou au coût amorti. Les profits et les pertes relatifs à des instruments d'emprunt constatés dans les autres éléments du résultat global seront pris en compte dans le résultat net sur cession.

De façon générale, les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, sauf si nous décidons de les évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Par conséquent, les profits et pertes latents sur les instruments de capitaux propres actuellement classés comme des titres disponibles à la vente sont désormais comptabilisés en résultat si l'option d'évaluer à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global n'a pas été choisie. Pour l'instant, ces profits et pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global. Si toutefois nous décidions de comptabiliser les instruments de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les profits et les pertes ne seraient pas comptabilisés en résultat.

La Banque est actuellement en voie de terminer les analyses de son modèle économique et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels.

Comme le permet l'IFRS 9, au cours de l'exercice 2015, nous avons appliqué par anticipation les dispositions de la norme concernant la constatation des variations du risque de crédit propre associé aux passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. La note 9 renferme de l'information supplémentaire sur les variations du risque de crédit propre.

#### **Comptabilité de couverture**

L'IFRS 9 instaure un nouveau modèle aux fins de la comptabilité de couverture qui élargit l'éventail des éléments couverts et des risques admissibles à la comptabilité de couverture et harmonise la comptabilité de couverture plus étroitement avec la gestion des risques. Le nouveau modèle ne prévoit plus de mesures quantitatives pour l'évaluation de l'efficacité et ne permet pas de mettre fin à la désignation d'une couverture. L'IFRS 9 prévoit un choix de méthode qui nous permettrait de continuer d'appliquer les règles actuelles de la comptabilité de couverture. La Banque ne prévoit pas adopter les dispositions de comptabilité de couverture de l'IFRS 9. Cependant, tel que le prescrit la norme, nous fournirons les informations sur la comptabilité de couverture.

#### **Transition**

L'IFRS 9 doit être adoptée de manière rétrospective; son incidence à l'ouverture devant être comptabilisée dans les résultats non distribués le 1<sup>er</sup> novembre 2017, sans qu'aucun chiffre des périodes antérieures ne soit retraité. À notre avis, nos prêts comptabilisés à la troisième étape correspondront en grande partie à notre provision spécifique actuelle. La Banque évalue toujours l'incidence sur la comptabilisation de nos prêts visés par les première et deuxième étapes en regard de notre provision générale actuelle. L'incidence définitive est établie en fonction des conditions qui prévalent au moment de l'adoption et des scénarios économiques futurs prévus par la Banque.

Après la transition, certains titres de participation disponibles à la vente seront classés à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui pourrait constituer la conséquence la plus importante au chapitre du classement et de l'évaluation. Certains autres titres de créance pourraient également être reclassés à la juste valeur par le biais du résultat net plutôt que disponibles à la vente à l'adoption de la norme le 1<sup>er</sup> novembre 2017.

#### **Contrats d'assurance**

En mai 2017, l'IASB a publié l'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (IFRS 17), qui propose une méthode d'évaluation globale pour tous les types de contrats d'assurance et qui remplacera la version actuelle de l'IFRS 4, *Contrats d'assurance*. Nous adopterons l'IFRS 17 pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2021. La Banque évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 17.

## Note 2 : Valeurs mobilières

### Profits et pertes latents

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et des pertes latents sur les titres disponibles à la vente :

| (en millions de dollars canadiens)   | 31 juillet 2017 |                       |                        |              | 31 octobre 2016 |                       |                        |              |
|--|-----------------|-----------------------|------------------------|--------------|-----------------|-----------------------|------------------------|--------------|
|  | Coût amorti     | Profits bruts latents | Pertes brutes latentes | Juste valeur | Coût amorti     | Profits bruts latents | Pertes brutes latentes | Juste valeur |
| Titres émis ou garantis par :  |                 |                       |                        |              |                 |                       |                        |              |
| l'administration fédérale canadienne   | 9 928           | 3                     | 52                     | 9 879        | 8 109           | 62                    | 3                      | 8 168        |
| des administrations provinciales et municipales canadiennes  | 4 194           | 24                    | 31                     | 4 187        | 6 126           | 110                   | 4                      | 6 232        |
| l'administration fédérale américaine   | 11 412          | 29                    | 133                    | 11 308       | 9 564           | 47                    | 54                     | 9 557        |
| des municipalités, agences et États américains   | 4 180           | 52                    | 4                      | 4 228        | 4 379           | 77                    | 6                      | 4 450        |
| d'autres administrations publiques   | 3 929           | 6                     | 12                     | 3 923        | 5 214           | 17                    | 4                      | 5 227        |
| Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – Canada 1)  | 2 800           | 9                     | 18                     | 2 791        | 3 473           | 37                    | 3                      | 3 507        |
| Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires – États-Unis | 10 449          | 10                    | 105                    | 10 354       | 9 591           | 50                    | 26                     | 9 615        |
| Titres de créance d'entreprises  | 5 625           | 28                    | 19                     | 5 634        | 7 219           | 78                    | 5                      | 7 292        |
| Titres de participation d'entreprises  | 1 397           | 120                   | 20                     | 1 497        | 1 529           | 116                   | 30                     | 1 615        |
| Total  | 53 914          | 281                   | 394                    | 53 801       | 55 204          | 594                   | 135                    | 55 663       |

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés.

## Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

### Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. La portion liée aux autres instruments de crédit est comptabilisée dans les autres passifs à notre bilan consolidé.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de notre provision pour pertes sur créances :

| (en millions de dollars canadiens)   | Prêts hypothécaires à l'habitation |                 | Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers |                 | Prêts aux entreprises et aux administrations publiques |                 | Total           |                 |
|--|------------------------------------|-----------------|--|-----------------|--|-----------------|-----------------|-----------------|
|  | 31 juillet 2017                    | 31 juillet 2016 | 31 juillet 2017  | 31 juillet 2016 | 31 juillet 2017  | 31 juillet 2016 | 31 juillet 2017 | 31 juillet 2016 |
| Pour les périodes de trois mois closes le  |                                    |                 |  |                 |  |                 |                 |                 |
| Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période          | 57                                 | 64              | 135  | 131             | 257  | 245             | 449             | 440             |
| Montants sortis du bilan   | (7)                                | (9)             | (163)  | (161)           | (72)   | (68)            | (242)           | (238)           |
| Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures   | 1                                  | 3               | 44   | 40              | 16   | 26              | 61              | 69              |
| Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)              | 6                                  | 8               | 119  | 118             | 85   | 131             | 210             | 257             |
| Fluctuations de change et autres   | (3)                                | (3)             | (6)  | (2)             | (27)   | (3)             | (36)            | (8)             |
| Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période   | 54                                 | 63              | 129  | 126             | 259  | 331             | 442             | 520             |
| Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période  | 70                                 | 77              | 573  | 672             | 1 053  | 884             | 1 696           | 1 633           |
| Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances) | (4)                                | (5)             | (26)   | (32)            | (46)   | 37              | (76)            | -               |
| Fluctuations de change et autres   | (3)                                | 2               | (10)   | 6               | (56)   | 21              | (69)            | 29              |
| Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période   | 63                                 | 74              | 537  | 646             | 951  | 942             | 1 551           | 1 662           |
| Total de la provision pour pertes sur créances   | 117                                | 137             | 666  | 772             | 1 210  | 1 273           | 1 993           | 2 182           |
| Composition :  |                                    |                 |  |                 |  |                 |                 |                 |
| Prêts  | 92                                 | 110             | 666  | 772             | 1 064  | 1 111           | 1 822           | 1 993           |
| Autres instruments de crédit   | 25                                 | 27              | -  | -               | 146  | 162             | 171             | 189             |

| (en millions de dollars canadiens)   | Prêts hypothécaires à l'habitation |                 | Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers |                 | Prêts aux entreprises et aux administrations publiques |                 | Total           |                 |
|--|------------------------------------|-----------------|--|-----------------|--|-----------------|-----------------|-----------------|
|  | 31 juillet 2017                    | 31 juillet 2016 | 31 juillet 2017  | 31 juillet 2016 | 31 juillet 2017  | 31 juillet 2016 | 31 juillet 2017 | 31 juillet 2016 |
| Pour les périodes de neuf mois closes le   |                                    |                 |  |                 |  |                 |                 |                 |
| Provision pour dépréciation (provision spécifique pour pertes sur créances) à l'ouverture de la période          | 59                                 | 69              | 123  | 113             | 250  | 210             | 432             | 392             |
| Montants sortis du bilan   | (20)                               | (33)            | (491)  | (492)           | (235)  | (194)           | (746)           | (719)           |
| Recouvrements de montants sortis du bilan à des périodes antérieures   | 9                                  | 13              | 141  | 120             | 44   | 130             | 194             | 263             |
| Charge imputée à l'état des résultats (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances)              | 15                                 | 27              | 369  | 399             | 258  | 215             | 642             | 641             |
| Fluctuations de change et autres   | (9)                                | (13)            | (13)   | (14)            | (58)   | (30)            | (80)            | (57)            |
| Provision spécifique pour pertes sur créances à la clôture de la période   | 54                                 | 63              | 129  | 126             | 259  | 331             | 442             | 520             |
| Provision générale pour pertes sur créances à l'ouverture de la période  | 71                                 | 111             | 596  | 714             | 1 015  | 835             | 1 682           | 1 660           |
| Charge (recouvrement) inscrit à l'état des résultats (dotation à la provision générale pour pertes sur créances) | (6)                                | (38)            | (51)   | (66)            | (19)   | 104             | (76)            | -               |
| Fluctuations de change et autres   | (2)                                | 1               | (8)  | (2)             | (45)   | 3               | (55)            | 2               |
| Provision générale pour pertes sur créances à la clôture de la période   | 63                                 | 74              | 537  | 646             | 951  | 942             | 1 551           | 1 662           |
| Total de la provision pour pertes sur créances   | 117                                | 137             | 666  | 772             | 1 210  | 1 273           | 1 993           | 2 182           |
| Composition :  |                                    |                 |  |                 |  |                 |                 |                 |
| Prêts  | 92                                 | 110             | 666  | 772             | 1 064  | 1 111           | 1 822           | 1 993           |
| Autres instruments de crédit   | 25                                 | 27              | -  | -               | 146  | 162             | 171             | 189             |

Des revenus d'intérêts sur les prêts douteux de 21 millions de dollars et de 60 millions, respectivement, ont été inscrits pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017 (21 millions et 57 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016).

### Prêts restructurés

La valeur comptable des prêts que nous avons restructurés était de 1 072 millions de dollars au 31 juillet 2017 (988 millions au 31 octobre 2016), dont une tranche de 577 millions a été classée comme prêts structurés productifs au 31 juillet 2017 (540 millions au 31 octobre 2016). Des prêts restructurés de 16 millions de dollars et de 26 millions ont été sortis du bilan au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, respectivement (58 millions au cours de l'exercice clos le 31 octobre 2016).

### Prêts productifs acquis

En ce qui concerne les prêts productifs à échéance fixe, l'ajustement au titre des pertes sur créances futures est entièrement amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 2 millions de dollars et à 7 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, respectivement (4 millions et 11 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016). Les pertes sur créances subies sont réévaluées chaque période de présentation de l'information financière, et toute hausse est comptabilisée en tant qu'augmentation de la provision générale et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Les baisses des pertes sur créances subies sont comptabilisées à titre de diminution de la provision générale et de la dotation à la provision pour pertes sur créances jusqu'à ce que la provision générale cumulative relative à ces prêts soit épuisée. Toute diminution supplémentaire est comptabilisée dans les revenus nets d'intérêts.

L'incidence de la réévaluation des pertes sur créances subies à l'égard des prêts productifs à échéance fixe a été pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017 de 16 millions de dollars et de 27 millions, respectivement, au titre de la provision générale pour pertes sur créances et de 4 millions et de 14 millions au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement (recouvrement de néant et de 11 millions au titre de la provision générale pour pertes sur créances et 7 millions et 26 millions au titre des revenus nets d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016).

En ce qui concerne les prêts productifs renouvelables, l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et futures est amorti par imputation aux revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. L'incidence de l'amortissement sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 1 million de dollars et à 3 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, respectivement (1 million et 4 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016).

À mesure que les prêts productifs sont remboursés, l'ajustement au titre des pertes sur créances non amorti connexe est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts au cours de la période où les remboursements sont reçus. L'incidence de ces remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est chiffrée à 9 millions de dollars et à 31 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, respectivement (9 millions et 31 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016).

Pour l'ensemble des prêts productifs, la prime de taux d'intérêt est amortie par imputations aux revenus nets d'intérêts sur la durée prévue du prêt au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. L'incidence de l'amortissement et des remboursements sur les revenus nets d'intérêts s'est traduite par une charge de 9 millions de dollars et de 32 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, respectivement (charge de 14 millions et de 42 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016).

Le montant réel des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances relativement à ces prêts productifs est constaté au fur et à mesure que les pertes surviennent suivant la méthode que nous appliquons aux prêts que nous montons. Le total des dotations à la provision spécifique pour pertes sur créances à l'égard des prêts productifs acquis s'est chiffré à 17 millions de dollars et à 60 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, respectivement (dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 5 millions et de 15 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016).

Au 31 juillet 2017, le montant des prêts productifs acquis figurant au bilan était de 6 328 millions de dollars (9 415 millions au 31 octobre 2016). Au 31 juillet 2017, l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel sur les prêts à terme productifs et les prêts renouvelables s'établissait à 160 millions et à 46 millions, respectivement (226 millions et 57 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Du total de l'ajustement au titre des pertes sur créances relatif aux prêts productifs de 206 millions, une tranche de 114 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances qui sera amorti sur la durée résiduelle du portefeuille. Le solde de 92 millions correspond à l'ajustement au titre des pertes sur créances subies et sera réévalué chaque période de présentation de l'information financière.

### Prêts douteux acquis

Après la date d'acquisition, nous réévaluons régulièrement le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une hausse des flux de trésorerie attendus entraîne un recouvrement de la dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances ainsi qu'une diminution de tout montant précédemment constaté à l'égard de la provision pour pertes sur créances ou, si aucune provision de cette nature n'existe, une hausse de la valeur comptable des prêts douteux acquis. Une baisse des flux de trésorerie attendus se solde par une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances et par une augmentation de la provision pour pertes sur créances. L'incidence de ces évaluations a consisté en une dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances de 4 millions de dollars et de 1 million pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, respectivement (recouvrement de 2 millions et de 50 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016).

Au 31 juillet 2017, le montant des prêts douteux acquis restant au bilan était de 195 millions de dollars (275 millions au 31 octobre 2016). Au 31 juillet 2017, le montant de l'ajustement au titre des pertes sur créances résiduel relatif aux prêts douteux acquis s'établissait à néant (3 millions au 31 octobre 2016).



## Prêts couverts par FDIC

Certains prêts acquis sont assujettis à une entente de partage des pertes conclue avec Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC). Aux termes de cette entente, FDIC nous rembourse 80 % des pertes nettes que nous subissons sur les prêts couverts.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, nous avons comptabilisé une dotation nette de 2 millions de dollars et de 3 millions, respectivement (recouvrements nets de 6 millions et de 19 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016). Ces montants sont présentés déduction faite des montants qui devraient nous être remboursés par FDIC sur les prêts couverts.

## Note 4 : Gestion des risques

Nous avons recours à une méthode globale pour repérer, évaluer, surveiller et gérer les risques auxquels nous devons faire face à l'échelle de l'organisation. Les principaux risques liés à nos instruments financiers sont le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché et le risque de liquidité et de financement.

### Risque de crédit et de contrepartie

Le risque de crédit et de contrepartie désigne la possibilité de subir une perte si un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préétablie.

Le risque de crédit est lié principalement aux prêts, aux instruments dérivés négociés sur les marchés hors cote et aux autres instruments de crédit. Il s'agit du plus important risque mesurable auquel nous devons faire face.

### Risque de marché

Le risque de marché représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations négatives à cause de la variation de certains paramètres du marché, tels les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des actions, le prix des produits de base et leur volatilité implicite, ainsi que les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation. Nous sommes exposés au risque de marché du fait de nos activités de négociation et de prise ferme ainsi que de nos activités bancaires structurelles.

### Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. La gestion du risque de liquidité et de financement est une condition essentielle au maintien de la sécurité et de la solidité de l'organisation, de la confiance des déposants et de la stabilité du résultat. Notre politique consiste à nous assurer de toujours disposer d'actifs liquides et d'une capacité de financement suffisants pour faire face à nos engagements financiers, et ce, même en période difficile.

## Note 5 : Transfert d'actifs

Nous vendons des prêts hypothécaires canadiens à des programmes de titrisation canadiens mis sur pied par des tiers ou soutenus par la Banque, dont le Programme des Obligations hypothécaires du Canada, et directement à des tiers investisseurs en vertu du Programme des titres hypothécaires LNH. Nous déterminons si la quasi-totalité de leurs risques et avantages ont été transférés, ce qui sert à établir s'ils peuvent être décomptabilisés.

Le tableau qui suit présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs transférés, qui n'ont pas été admissibles à la décomptabilisation, ainsi que les passifs connexes :

| (en millions de dollars canadiens) | 31 juillet 2017 1)          |                  | 31 octobre 2016             |                  |
|------------------------------------|-----------------------------|------------------|-----------------------------|------------------|
|                                    | Valeur comptable des actifs | Passifs connexes | Valeur comptable des actifs | Passifs connexes |
| Prêts hypothécaires à l'habitation | 5 026                       |                  | 5 534                       |                  |
| Autres actifs connexes 2)          | 12 192                      |                  | 11 689                      |                  |
| Total                              | 17 218                      | 16 761           | 17 223                      | 16 880           |

1) La juste valeur des actifs titrisés se chiffre à 17 288 millions de dollars et la juste valeur des passifs connexes, à 16 893 millions, pour une position nette de 395 millions au 31 juillet 2017 (17 318 millions, 17 394 millions et (76) millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Les actifs titrisés correspondent aux actifs que nous avons transférés à des tiers, y compris les autres actifs connexes.

2) Les autres actifs connexes représentent des paiements reçus sur des prêts cédés en garantie dans le cadre de titrisations et qui n'ont pas été portés en réduction des passifs connexes. Les paiements reçus sont détenus au nom des investisseurs des entités de titrisation jusqu'au moment où les paiements en capital sur ces passifs deviennent exigibles. Aux fins de la comparaison de tous les actifs étayant ces passifs, le montant en cause a, dans le tableau ci-dessus, été ajouté à la valeur comptable des actifs titrisés.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, nous avons vendu des prêts de 1 400 millions de dollars et de 6 308 millions, respectivement, à des programmes de titrisation de tiers (2 052 millions et 5 490 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016).

## Note 6 : Acquisitions

### Greene Holcomb Fisher (GHF)

Le 1<sup>er</sup> août 2016, nous avons procédé à l'acquisition des activités de Greene Holcomb Fisher pour une contrepartie en trésorerie de 53 millions de dollars américains (69 millions de dollars canadiens). Cette acquisition vient enrichir les activités que nous menions déjà auprès des marchés financiers aux États-Unis en augmentant le nombre de professionnels d'expérience en fusions et acquisitions, et elle rehausse notre présence sur ces marchés. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise de même que l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles de 4 millions de dollars et un écart d'acquisition de 65 millions. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une période maximale de trois ans selon le mode linéaire. L'écart d'acquisition de 65 millions lié à cette acquisition est déductible à des fins fiscales.

Les justes valeurs des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)

|                               | GHF |
|-------------------------------|-----|
| Écart d'acquisition           | 65  |
| Immobilisations incorporelles | 4   |
| Total des actifs              | 69  |
| Prix d'achat                  | 69  |

La ventilation du prix d'achat de GHF est finale.

## Note 7 : Dépôts et dette subordonnée

### Dépôts

| (en millions de dollars canadiens)       | Dépôts à vue          |                 |                           |                 | Dépôts à préavis |                 | Dépôts à terme fixe 4) |                 | Total           |                 |
|--|-----------------------|-----------------|---------------------------|-----------------|------------------|-----------------|------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
|  | Productifs d'intérêts |                 | Non productifs d'intérêts |                 |                  |                 |                        |                 |                 |                 |
|  | 31 juillet 2017       | 31 octobre 2016 | 31 juillet 2017           | 31 octobre 2016 | 31 juillet 2017  | 31 octobre 2016 | 31 juillet 2017        | 31 octobre 2016 | 31 juillet 2017 | 31 octobre 2016 |
| Catégories de déposants :                |                       |                 |                           |                 |                  |                 |                        |                 |                 |                 |
| Banques 1)                               | 864                   | 450             | 1 299                     | 1 415           | 2 718            | 3 448           | 25 979                 | 28 958          | 30 860          | 34 271          |
| Entreprises et administrations publiques | 20 893                | 17 578          | 33 619                    | 35 378          | 59 657           | 60 331          | 163 387                | 162 927         | 277 556         | 276 214         |
| Particuliers                             | 3 324                 | 3 307           | 19 793                    | 17 594          | 87 665           | 87 627          | 53 913                 | 54 359          | 164 695         | 162 887         |
| Total 2) 3)                              | 25 081                | 21 335          | 54 711                    | 54 387          | 150 040          | 151 406         | 243 279                | 246 244         | 473 111         | 473 372         |
| Domiciliation :                          |                       |                 |                           |                 |                  |                 |                        |                 |                 |                 |
| Canada                                   | 22 330                | 18 937          | 43 680                    | 40 037          | 80 120           | 77 800          | 140 894                | 152 894         | 287 024         | 289 668         |
| États-Unis                               | 2 014                 | 1 540           | 11 031                    | 14 229          | 68 590           | 73 155          | 77 280                 | 65 850          | 158 915         | 154 774         |
| Autres pays                              | 737                   | 858             | —                         | 121             | 1 330            | 451             | 25 105                 | 27 500          | 27 172          | 28 930          |
| Total                                    | 25 081                | 21 335          | 54 711                    | 54 387          | 150 040          | 151 406         | 243 279                | 246 244         | 473 111         | 473 372         |

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Au 31 juillet 2017 et au 31 octobre 2016, le total des dépôts à terme fixe comprenait respectivement 33 650 millions de dollars et 36 261 millions de fonds fédéraux achetés et de papier commercial émis ainsi que d'autres éléments du passif-dépôts. Au 31 juillet 2017 et au 31 octobre 2016, les dépôts comprenaient des dépôts de 234 376 millions et de 233 005 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 23 363 millions et de 24 097 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend des dépôts de 219 175 millions de dollars, qui étaient tous supérieurs à cent mille dollars, montant dont 125 117 millions étaient domiciliés au Canada, 68 958 millions, aux États-Unis et 25 100 millions, dans d'autres pays (221 957 millions, 136 382 millions, 58 077 millions et 27 498 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Des dépôts de 125 117 millions domiciliés au Canada, 43 816 millions arrivent à échéance dans moins de trois mois, 7 457 millions, dans trois à six mois, 12 263 millions, dans six à douze mois et 61 581 millions, dans plus de douze mois (136 382 millions, 54 904 millions, 5 020 millions, 13 737 millions et 62 721 millions, respectivement, au 31 octobre 2016).

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, nous avons émis les dépôts suivants :

- 800 millions de livres sterling d'obligations couvertes, série CBL 12, portant intérêt au TIOL à trois mois en livres sterling majoré de 0,21 %, échéant le 20 juillet 2020.
- 2 000 millions de dollars américains de billets à moyen terme de premier rang (série D), soit 1 000 millions de dollars américains de billets de premier rang à 2,1 % et 1 000 millions de dollars américains de billets à taux variable portant intérêt au TIOL à trois mois majoré de 0,44 %, échéant le 15 juin 2020.
- 260 millions de livres sterling de billets à moyen terme de premier rang (série 150), portant intérêt au TIOL à trois mois en livres sterling majoré de 0,22 %, échéant le 20 juin 2019.
- 1 750 millions de dollars américains d'obligations couvertes à 2,5 %, série CBL 11, échéant le 11 janvier 2022.
- 1 250 millions de dollars américains de billets à moyen terme de premier rang (série C), soit 1 000 millions de dollars américains de billets de premier rang à 2,1 % et 250 millions de dollars américains de billets à taux variable portant intérêt au TIOL à trois mois majoré de 0,6 %, échéant le 12 décembre 2019.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, les dépôts suivants sont arrivés à échéance :

- des billets à moyen terme de premier rang (série C) d'un montant de 1 300 millions de dollars américains, soit 1 000 millions de dollars américains de billets de premier rang à 1,3 % et 300 millions de dollars américains de billets à taux variable portant intérêt au TIOL à trois mois majoré de 0,25 %,
- des obligations couvertes à 1,95 %, série CB5, d'un montant de 2 000 millions de dollars américains.
- des billets à moyen terme de premier rang (série B) à 2,5 % d'un montant de 1 500 millions de dollars américains.
- des billets (série 72) à taux variable portant intérêt à l'EURIBOR à trois mois majoré de 0,34 % d'un montant de 700 millions d'euros.

## Dette subordonnée

Le 31 mai 2017, nous avons, aux termes de notre programme de billets à moyen terme canadien, émis pour 850 millions de dollars de dette subordonnée portant intérêt au taux de 2,57 %. Ces titres, soit des billets à moyen terme, série I, deuxième tranche, échoient le 1<sup>er</sup> juin 2027 et leur taux deviendra variable le 1<sup>er</sup> juin 2022. Les billets sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité émis, ce qui est nécessaire pour que les billets puissent être considérés comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, ces billets peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, les débentures subordonnées et billets à moyen terme – série 16 de 100 millions de dollars sont arrivés à échéance.

## Note 8 : Capitaux propres

### Actions privilégiées et ordinaires en circulation <sup>1)</sup>

| (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)  |                    |               |                    |               |   |
|--|--------------------|---------------|--------------------|---------------|---|
| 31 juillet 2017  |                    |               | 31 octobre 2016    |               |   |
|  | Nombre d'actions   | Montant       | Nombre d'actions   | Montant       | Convertibles en                         |
| <b>Actions privilégiées classées dans les capitaux propres</b> |                    |               |                    |               |   |
| Catégorie B – Série 14   | –                  | –             | 10 000 000         | 250           | non convertibles                        |
| Catégorie B – Série 15   | –                  | –             | 10 000 000         | 250           | non convertibles                        |
| Catégorie B – Série 16   | 6 267 391          | 157           | 6 267 391          | 157           | catégorie B – Série 17 <sup>2)</sup>    |
| Catégorie B – Série 17   | 5 732 609          | 143           | 5 732 609          | 143           | catégorie B – Série 16 <sup>2)</sup>    |
| Catégorie B – Série 25   | 9 425 607          | 236           | 9 425 607          | 236           | catégorie B – Série 26 <sup>2)</sup>    |
| Catégorie B – Série 26   | 2 174 393          | 54            | 2 174 393          | 54            | catégorie B – Série 25 <sup>2)</sup>    |
| Catégorie B – Série 27   | 20 000 000         | 500           | 20 000 000         | 500           | catégorie B – Série 28 <sup>2) 3)</sup> |
| Catégorie B – Série 29   | 16 000 000         | 400           | 16 000 000         | 400           | catégorie B – Série 30 <sup>2) 3)</sup> |
| Catégorie B – Série 31   | 12 000 000         | 300           | 12 000 000         | 300           | catégorie B – Série 32 <sup>2) 3)</sup> |
| Catégorie B – Série 33   | 8 000 000          | 200           | 8 000 000          | 200           | catégorie B – Série 34 <sup>2) 3)</sup> |
| Catégorie B – Série 35   | 6 000 000          | 150           | 6 000 000          | 150           | non convertibles <sup>3)</sup>          |
| Catégorie B – Série 36   | 600 000            | 600           | 600 000            | 600           | catégorie B – Série 37 <sup>2) 3)</sup> |
| Catégorie B – Série 38   | 24 000 000         | 600           | 24 000 000         | 600           | catégorie B – Série 39 <sup>2) 3)</sup> |
| Catégorie B – Série 40   | 20 000 000         | 500           | –                  | –             | catégorie B – Série 41 <sup>2) 3)</sup> |
| Catégorie B – Série 42   | 16 000 000         | 400           | –                  | –             | catégorie B – Série 43 <sup>2) 3)</sup> |
|  |                    | 4 240         |                    | 3 840         |   |
| <b>Actions ordinaires <sup>4) 5)</sup></b>                     | <b>648 685 350</b> | <b>13 044</b> | <b>645 761 333</b> | <b>12 539</b> |   |
| <b>Capital social</b>  |                    | <b>17 284</b> |                    | <b>16 379</b> |   |

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 21 afférentes à nos états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 octobre 2016, aux pages 174 à 187 de notre Rapport annuel 2016.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconvertir en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.

3) Les actions sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable.

4) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 8 018 927 actions ordinaires au 31 juillet 2017 (9 805 299 actions ordinaires au 31 octobre 2016).

5) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, nous avons émis 500 557 et 4 821 184 actions ordinaires dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et nous avons émis 85 134 et 2 102 833 actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions.

### Actions privilégiées

Le 29 juin 2017, nous avons émis 16 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 42 (Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité) au prix de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 400 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 25 août 2022, les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels, si de tels dividendes sont déclarés, à un taux annuel de 4,40 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, majoré d'une prime de 3,17 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir les actions qu'ils détiennent en un nombre équivalent d'actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif – série 43, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les détenteurs des actions privilégiées – série 43 auront le droit de recevoir des dividendes privilégiés trimestriels à taux variable non cumulatifs dans la mesure où de tels dividendes seront déclarés, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, majoré de 3,17 %.

Le 9 mars 2017, nous avons émis 20 millions d'actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 40 (Fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité) au prix de 25,00 \$ par action, pour un produit brut de 500 millions de dollars. Pendant la période initiale de cinq ans jusqu'à la date de rachat la plus rapprochée, soit le 25 mai 2022, les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie trimestriels, si de tels dividendes sont déclarés, à un taux annuel de 4,50 %. Le taux de dividende sera rajusté à la date de rachat la plus rapprochée, et tous les cinq ans par la suite, à un taux équivalant au rendement des obligations du gouvernement du Canada de cinq ans, majoré d'une prime de 3,33 %. Les détenteurs ont la possibilité de convertir les actions qu'ils détiennent en un nombre équivalent d'actions privilégiées de catégorie B à taux variable et à dividende non cumulatif – série 41, sous certaines conditions, à la date de rachat la plus rapprochée et tous les cinq ans par la suite. Les détenteurs des actions privilégiées – série 41 auront le droit de recevoir des dividendes privilégiés trimestriels à taux variable non cumulatifs dans la mesure où de tels dividendes seront déclarés, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada de trois mois, majoré de 3,33 %.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, nous avons racheté, le 25 mai 2017, les 10 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 14 ainsi que les 10 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 15, au prix de rachat de 25,00 \$ l'action, plus tous les dividendes déclarés et non versés.

#### Actions ordinaires

Le 1<sup>er</sup> mai 2017, nous avons lancé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, offre d'une durée de un an. Dans le cadre de cette offre, nous pouvons racheter à des fins d'annulation jusqu'à 15 millions de nos actions ordinaires. En juin 2017, la Bourse de Toronto a approuvé les modifications apportées à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités, lesquelles modifications nous permettent de racheter des actions ordinaires dans le cadre de l'offre publique de rachat par l'entremise d'une convention privée ou d'un programme de rachat d'actions spécifique. Le calendrier et le montant des rachats aux termes d'un tel programme sont assujettis aux approbations des organismes de réglementation et sont à la discrétion de la direction et sont fondés sur des facteurs tels que la tenue des marchés et la suffisance du capital. Nous consulterons périodiquement le BSIF avant d'effectuer des rachats en vertu de l'offre publique de rachat.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, nous avons racheté à des fins d'annulation 4 millions d'actions ordinaires à un coût moyen de 87,38 \$ par action, pour un total de 349 millions de dollars, conformément à un programme de rachat d'actions spécifique. Aucune action n'a été rachetée au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016.

### Note 9 : Juste valeur des instruments financiers

#### Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Voir les notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, aux pages 177 à 182, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

|  | 31 juillet 2017  |              | 31 octobre 2016  |              |
|--|------------------|--------------|------------------|--------------|
|  | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| <b>Titres</b>  |                  |              |                  |              |
| Titres détenus jusqu'à l'échéance                          | 8 809            | 8 829        | 8 965            | 9 073        |
| Autres 1)  | 589              | 2 661        | 579              | 2 778        |
|  | 9 398            | 11 490       | 9 544            | 11 851       |
| <b>Titres pris en pension 2)</b>                           | 46 759           | 46 284       | 46 145           | 46 122       |
| <b>Prêts</b>   |                  |              |                  |              |
| Prêts hypothécaires à l'habitation                         | 113 983          | 114 036      | 112 277          | 112 400      |
| Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers       | 61 508           | 60 847       | 64 680           | 64 043       |
| Prêts sur cartes de crédit                                 | 8 076            | 7 846        | 8 101            | 7 862        |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques     | 179 627          | 177 295      | 175 597          | 173 601      |
|  | 363 194          | 360 024      | 360 655          | 357 906      |
| <b>Dépôts 3)</b>   | 460 650          | 460 802      | 461 768          | 462 732      |
| <b>Titres mis en pension 4)</b>                            | 49 248           | 49 682       | 28 989           | 29 278       |
| <b>Titrisation et passifs liés aux entités structurées</b> | 21 689           | 21 755       | 22 377           | 22 506       |
| <b>Passifs divers 5)</b>                                   | –                | –            | 703              | 1 104        |
| <b>Dettes subordonnées</b>                                 | 5 063            | 5 327        | 4 439            | 4 580        |

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres prêtés et certains autres passifs.

1) Les titres divers ne tiennent pas compte de 293 millions de dollars de titres liés à nos activités de banque d'affaires qui sont inscrits à la juste valeur au bilan (320 millions au 31 octobre 2016).

2) Ne tient pas compte de 27 169 millions de dollars de titres empruntés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (20 501 millions au 31 octobre 2016).

3) Ne tient pas compte de 12 461 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et comptabilisé à la juste valeur (11 604 millions au 31 octobre 2016).

4) Ne tient pas compte de 12 269 millions de dollars de titres prêtés dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur (11 729 millions au 31 octobre 2016).

5) Les passifs divers comprennent certains autres passifs des filiales autres que des dépôts. Ne tiennent pas compte de 25 901 millions de dollars de passifs divers, dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur ou qui sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (27 321 millions au 31 octobre 2016).

#### Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur

La majorité de nos passifs au titre des billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net et sont comptabilisés à leur juste valeur, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec la façon dont le portefeuille est géré. La variation de la juste valeur de ces billets structurés a été comptabilisée à titre de hausse de 177 millions de dollars et de hausse de 243 millions dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et de hausse de 60 millions et de baisse de 134 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017 (baisse de 395 millions et baisse de 237 millions comptabilisée dans les revenus de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, et baisse de 7 millions et de 150 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, ce qui est attribuable aux fluctuations de nos écarts de taux pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016). L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Les variations cumulées de la juste valeur, qui sont attribuables aux fluctuations de nos propres écarts de taux et qui ont été comptabilisées entre le moment où ces billets ont été désignés comme étant à la juste valeur et le 31 juillet 2017, correspondent à une perte latente de 267 millions de dollars, soit une perte latente de 191 millions comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et une perte latente de 76 millions comptabilisée à l'état des résultats, avant l'adoption des dispositions sur le risque de crédit propre à l'entité de l'IFRS 9 en 2015.

Au 31 juillet 2017, la juste valeur et le montant nominal dû à l'échéance contractuelle de ces billets structurés étaient respectivement de 12 461 millions de dollars et de 12 736 millions (11 604 millions et 11 768 millions, respectivement, au 31 octobre 2016). Ces billets structurés sont inscrits dans les dépôts à notre bilan consolidé.

Nous désignons certains titres détenus par nos filiales du secteur de l'assurance qui soutiennent nos passifs d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné que le calcul actuariel des passifs d'assurance est fondé sur la juste valeur des investissements qui les soutiennent. Cette désignation permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille, soit à la juste valeur. La variation de la juste valeur des actifs est comptabilisée dans les revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts et la variation de la juste valeur des passifs est comptabilisée dans les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités. La juste valeur de ces investissements était de 8 172 millions de dollars au 31 juillet 2017 (7 887 millions au 31 octobre 2016) et est prise en compte dans les titres de négociation figurant à notre bilan consolidé. Leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a donné lieu à une diminution de 269 millions et de 181 millions des revenus d'assurance, sous revenus autres que d'intérêts, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017 (augmentation de 356 millions et de 518 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016).

Nous désignons l'obligation liée à certains contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui élimine toute disparité d'évaluation qui découlerait du fait d'évaluer ces passifs au titre des contrats de placement et de compenser les variations de la juste valeur des placements qui les soutiennent sur des bases différentes. La juste valeur des passifs au titre des contrats de placement, soit 706 millions de dollars au 31 juillet 2017 (682 millions au 31 octobre 2016), est inscrite dans les passifs divers au bilan consolidé. La variation de la juste valeur de ces passifs au titre des contrats de placement a donné lieu à une baisse de 32 millions et à une diminution de 51 millions des sinistres, commissions et passifs au titre des indemnités, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017 (hausse de 44 millions et de 67 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016). Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, une diminution de 2 millions et de 23 millions, respectivement, a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat global relativement aux variations de notre propre écart de taux (augmentation de 7 millions et une diminution de 2 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016). Les variations de la juste valeur des placements garantissant les passifs au titre des contrats de placement sont comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance. L'incidence des variations de notre écart de taux est évaluée en fonction des variations de l'écart de taux de la Banque d'un trimestre à l'autre.

Nous désignons certains investissements détenus par nos activités de banque d'affaires à la juste valeur par le biais du résultat net, ce qui permet d'harmoniser les résultats comptables avec le mode de gestion du portefeuille. La juste valeur de ces investissements était de 293 millions de dollars au 31 juillet 2017 (320 millions au 31 octobre 2016) et est prise en compte dans les titres figurant à notre bilan consolidé. L'incidence de leur comptabilisation à leur juste valeur par le biais du résultat net a été une diminution de 15 millions et de 8 millions des profits sur titres, autres que de négociation, sous revenus autres que d'intérêts, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, respectivement (diminution de 19 millions et de 36 millions, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016).

#### **Hiérarchie de la juste valeur**

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

#### **Techniques d'évaluation et données importantes**

Pour déterminer la juste valeur des titres à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou de remboursement anticipé ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués en fonction de modèles de flux de trésorerie actualisés faisant intervenir des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur des titres disponibles à la vente de niveau 2 est déterminée au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

| (en millions de dollars canadiens)  | 31 juillet 2017                                 |   |  | 31 octobre 2016                                 |   |  |
|---|---|---|--|---|---|--|
|   | Évaluation au<br>moyen de<br>cours du<br>marché | Évaluation au<br>moyen de<br>modèles<br>(comportant<br>des données<br>de marché<br>observables) | Évaluation au<br>moyen de<br>modèles (ne<br>comportant<br>pas de<br>données<br>de marché<br>observables) | Évaluation<br>au moyen de<br>cours du<br>marché | Évaluation au<br>moyen de<br>modèles<br>(comportant<br>des données<br>de marché<br>observables) | Évaluation au<br>moyen de<br>modèles (ne<br>comportant<br>pas de<br>données<br>de marché<br>observables) |
| <b>Titres de négociation</b>  |   |   |  |   |   |  |
| Titres émis ou garantis par :   |   |   |  |   |   |  |
| l'administration fédérale canadienne  | 10 332  | 1 425   | -  | 10 998  | 1 954   | -  |
| des provinces et municipalités canadiennes  | 3 471   | 3 271   | -  | 3 404   | 4 018   | -  |
| l'administration fédérale américaine  | 9 436   | 353   | -  | 6 012   | 136   | -  |
| des municipalités, agences et États américains  | -   | 1 412   | -  | -   | 1 124   | -  |
| d'autres administrations publiques  | 575   | 22  | -  | 316   | 286   | -  |
| Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires | -   | 891   | -  | -   | 1 062   | -  |
| Titres de créance d'entreprises   | 791   | 11 099  | -  | 565   | 8 996   | 91   |
| Titres de participation d'entreprises   | 51 867  | 209   | -  | 44 459  | 1 037   | -  |
|   | 76 472  | 18 682  | -  | 65 754  | 18 613  | 91   |
| <b>Titres disponibles à la vente</b>  |   |   |  |   |   |  |
| Titres émis ou garantis par :   |   |   |  |   |   |  |
| l'administration fédérale canadienne  | 8 270   | 1 609   | -  | 6 286   | 1 882   | -  |
| des provinces et municipalités canadiennes  | 2 552   | 1 635   | -  | 3 995   | 2 237   | -  |
| l'administration fédérale américaine  | 11 245  | 63  | -  | 9 557   | -   | -  |
| des municipalités, agences et États américains  | -   | 4 227   | 1  | -   | 4 449   | 1  |
| d'autres administrations publiques  | 2 315   | 1 608   | -  | 3 083   | 2 144   | -  |
| Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires | -   | 13 145  | -  | -   | 13 122  | -  |
| Titres de créance d'entreprises   | 3 185   | 2 447   | 2  | 4 974   | 2 314   | 4  |
| Titres de participation d'entreprises   | 19  | 125   | 1 353  | 33  | 126   | 1 456  |
|   | 27 586  | 24 859  | 1 356  | 27 928  | 26 274  | 1 461  |
| <b>Titres divers</b>  | -   | -   | 293  | -   | -   | 320  |
| <b>Passifs à la juste valeur</b>  |   |   |  |   |   |  |
| Titres vendus à découvert   | 24 081  | 2 230   | -  | 23 552  | 1 554   | -  |
| Passifs liés aux billets structurés et aux autres billets                                     | -   | 12 469  | -  | -   | 11 613  | -  |
| Passifs au titre des rentes   | -   | 706   | -  | -   | 682   | -  |
|   | 24 081  | 15 405  | -  | 23 552  | 13 849  | -  |
| <b>Actifs dérivés</b>   |   |   |  |   |   |  |
| Contrats de taux d'intérêt  | 4   | 10 438  | -  | 5   | 18 059  | -  |
| Contrats de change  | 36  | 22 658  | -  | 31  | 18 945  | -  |
| Contrats sur produits de base   | 293   | 649   | -  | 405   | 814   | -  |
| Contrats sur titres de participation  | 102   | 817   | -  | 188   | 713   | -  |
| Swaps sur défaillance   | -   | 6   | -  | -   | 23  | -  |
|   | 435   | 34 568  | -  | 629   | 38 554  | -  |
| <b>Passifs dérivés</b>  |   |   |  |   |   |  |
| Contrats de taux d'intérêt  | 13  | 9 406   | -  | 16  | 16 138  | -  |
| Contrats de change  | 17  | 24 280  | -  | 17  | 18 462  | -  |
| Contrats sur produits de base   | 212   | 1 045   | -  | 262   | 909   | -  |
| Contrats sur titres de participation  | 98  | 2 102   | -  | 69  | 2 322   | -  |
| Swaps sur défaillance   | -   | 55  | -  | -   | 32  | -  |
|   | 340   | 36 888  | -  | 364   | 37 863  | -  |

### Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Ce qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés d'un niveau à un autre au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, des titres de négociation de 38 millions de dollars et de 103 millions, respectivement, et des titres disponibles à la vente de néant et de 55 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 1 au niveau 2 en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation de ces titres. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, des titres de négociation de 5 millions et de 156 millions, respectivement, et des titres disponibles à la vente de néant et de 56 millions, respectivement, ont été transférés du niveau 2 au niveau 1 en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

## Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017, incluant les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global.

|  | Variation de la juste valeur |                                 |   |        |        |                           |                           |                                     |  |  |
|--|------------------------------|---------------------------------|---|--------|--------|---------------------------|---------------------------|-------------------------------------|--|--|
|  | Solde au<br>30 avril<br>2017 | Inclus<br>dans les<br>résultats | Inclus dans<br>les autres<br>éléments<br>du résultat<br>global 2) | Achats | Ventes | Échéances ou<br>règlement | Transferts au<br>niveau 3 | Transferts<br>depuis le<br>niveau 3 | Juste<br>valeur au<br>31 juillet<br>2017 | Variation<br>des profits<br>(pertes)<br>latents 1) |
| Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2017 |                              |                                 |   |        |        |                           |                           |                                     |  |  |
| <b>Titres de négociation</b>                           |                              |                                 |   |        |        |                           |                           |                                     |  |  |
| Titres de créance d'entreprises                        | -                            | -                               | -   | -      | -      | -                         | -                         | -                                   | -  | -  |
| Total des titres de négociation                        | -                            | -                               | -   | -      | -      | -                         | -                         | -                                   | -  | -  |
| <b>Titres disponibles à la vente</b>                   |                              |                                 |   |        |        |                           |                           |                                     |  |  |
| Titres émis ou garantis par :                          |                              |                                 |   |        |        |                           |                           |                                     |  |  |
| des municipalités, agences et États américains         | 1                            | -                               | -   | -      | -      | -                         | -                         | -                                   | 1  | s. o.  |
| Titres de créance d'entreprises                        | 3                            | -                               | -   | -      | -      | (1)                       | -                         | -                                   | 2  | s. o.  |
| Titres de participation d'entreprises                  | 1 460                        | (6)                             | (103)   | 38     | (36)   | -                         | -                         | -                                   | 1 353                                    | s. o.  |
| Total des titres disponibles à la vente                | 1 464                        | (6)                             | (103)   | 38     | (36)   | (1)                       | -                         | -                                   | 1 356                                    | s. o.  |
| <b>Titres divers</b>                                   | 330                          | (15)                            | (8)   | 23     | (36)   | (1)                       | -                         | -                                   | 293                                      | 1  |

1) Représente la variation des profits ou des pertes latents sur les titres divers toujours détenus au 31 juillet 2017 qui ont été portés en résultat au cours de la période.

2) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

s. o. - sans objet

|   | Variation de la juste valeur   |                                 |   |        |        |                           |                           |                                     |  |  |
|---|--------------------------------|---------------------------------|---|--------|--------|---------------------------|---------------------------|-------------------------------------|--|--|
|   | Solde au<br>31 octobre<br>2016 | Inclus<br>dans les<br>résultats | Inclus dans<br>les autres<br>éléments<br>du résultat<br>global 2) | Achats | Ventes | Échéances ou<br>règlement | Transferts au<br>niveau 3 | Transferts<br>depuis le<br>niveau 3 | Juste<br>valeur au<br>31 juillet<br>2017 | Variation<br>des profits<br>(pertes)<br>latents 1) |
| Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017 |                                |                                 |   |        |        |                           |                           |                                     |  |  |
| <b>Titres de négociation</b>                          |                                |                                 |   |        |        |                           |                           |                                     |  |  |
| Titres de créance d'entreprises                       | 91                             | 1                               | 1   | -      | -      | (93)                      | -                         | -                                   | -  | -  |
| Total des titres de négociation                       | 91                             | 1                               | 1   | -      | -      | (93)                      | -                         | -                                   | -  | -  |
| <b>Titres disponibles à la vente</b>                  |                                |                                 |   |        |        |                           |                           |                                     |  |  |
| Titres émis ou garantis par :                         |                                |                                 |   |        |        |                           |                           |                                     |  |  |
| des municipalités, agences et États américains        | 1                              | -                               | -   | -      | -      | -                         | -                         | -                                   | 1  | s. o.  |
| Titres de créance d'entreprises                       | 4                              | -                               | -   | -      | (1)    | (1)                       | -                         | -                                   | 2  | s. o.  |
| Titres de participation d'entreprises                 | 1 456                          | (28)                            | (65)  | 97     | (107)  | -                         | -                         | -                                   | 1 353                                    | s. o.  |
| Total des titres disponibles à la vente               | 1 461                          | (28)                            | (65)  | 97     | (108)  | (1)                       | -                         | -                                   | 1 356                                    | s. o.  |
| <b>Titres divers</b>                                  | 320                            | (8)                             | (9)   | 73     | (81)   | (2)                       | -                         | -                                   | 293                                      | (3)  |

1) Représente la variation des profits ou des pertes latents sur les titres divers toujours détenus au 31 juillet 2017 qui ont été portés en résultat au cours de la période.

2) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

s. o. - sans objet

## Note 10 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui tient compte de nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui est conforme à nos cotes de crédit cibles, qui soutient les stratégies de nos groupes d'exploitation et qui accroît la confiance des déposants et la valeur à long terme pour les actionnaires.

Au 31 juillet 2017, nous nous conformions aux exigences de la formule de calcul « tout compris » du BSIF concernant les ratios de capital cibles. Notre situation en matière de capital au 31 juillet 2017 est décrite à la section qui traite de la gestion du capital dans le tableau 8 du Rapport de gestion figurant dans le Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre 2017.

## Note 11 : Rémunération du personnel

### Options sur actions

Au cours des trimestres clos le 31 juillet 2017 et 2016, nous n'avons attribué aucune option sur actions.

Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017, nous avons attribué un total de 723 431 options sur actions (754 714 options sur actions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2016). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2017 a été de 11,62 \$ l'option (7,60 \$ l'option au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2016).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

| Options sur actions attribuées au cours des périodes de neuf mois closes le | 31 juillet<br>2017 | 31 juillet<br>2016 |
|---|--------------------|--------------------|
| Rendement attendu des actions   | 4,3 % – 4,4 %      | 5,5 %              |
| Volatilité prévue du cours des actions                                      | 18,4 % – 18,8 %    | 19,8 % – 20,0 %    |
| Taux de rendement sans risque   | 1,7 % – 1,8 %      | 1,3 % – 1,4 %      |
| Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)                               | 6,5 – 7,0          | 6,5 – 7,0          |
| Prix d'exercice (\$)  | 96,90              | 77,23              |

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

### Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel.

(en millions de dollars canadiens)

|  | Régimes de retraite |                    | Régime d'autres avantages<br>futurs du personnel |                    |
|--|---------------------|--------------------|--|--------------------|
|  | 31 juillet<br>2017  | 31 juillet<br>2016 | 31 juillet<br>2017                               | 31 juillet<br>2016 |
| Pour les trimestres clos le  |                     |                    |  |                    |
| Prestations accumulées par les employés  | 59                  | 68                 | 8  | 7                  |
| (Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies                       | 2                   | (3)                | 11   | 13                 |
| Charges administratives  | 1                   | 2                  | –  | –                  |
| Charge au titre des prestations  | 62                  | 67                 | 19   | 20                 |
| Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec   | 21                  | 20                 | –  | –                  |
| Charge au titre des cotisations définies   | 33                  | 19                 | –  | –                  |
| Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté<br>à l'état consolidé des résultats | 116                 | 106                | 19   | 20                 |

(en millions de dollars canadiens)

|  | Régimes de retraite |                    | Régime d'autres avantages<br>futurs du personnel |                    |
|--|---------------------|--------------------|--|--------------------|
|  | 31 juillet<br>2017  | 31 juillet<br>2016 | 31 juillet<br>2017                               | 31 juillet<br>2016 |
| Pour les périodes de neuf mois closes le   |                     |                    |  |                    |
| Prestations accumulées par les employés  | 201                 | 155                | 24   | 19                 |
| (Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies                       | 6                   | (8)                | 35   | 39                 |
| Charges administratives  | 4                   | 4                  | –  | –                  |
| Charge au titre des prestations  | 211                 | 151                | 59   | 58                 |
| Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec   | 64                  | 62                 | –  | –                  |
| Charge au titre des cotisations définies   | 96                  | 74                 | –  | –                  |
| Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté<br>à l'état consolidé des résultats | 371                 | 287                | 59   | 58                 |



## Note 12 : Bénéfice par action

Nous calculons notre bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque, après avoir déduit le total des dividendes sur les actions privilégiées, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent le bénéfice de base et dilué par action de la Banque :

### Bénéfice de base par action

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

|  | Pour les périodes de trois mois closes le |                    | Pour les périodes de neuf mois closes le |                    |
|--|---|--------------------|--|--------------------|
|  | 31 juillet<br>2017                        | 31 juillet<br>2016 | 31 juillet<br>2017                       | 31 juillet<br>2016 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque         | 1 387                                     | 1 245              | 4 121                                    | 3 278              |
| Dividendes sur les actions privilégiées                        | (49)                                      | (40)               | (136)                                    | (116)              |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires           | 1 338                                     | 1 205              | 3 985                                    | 3 162              |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers) | 651 599                                   | 644 372            | 650 136                                  | 643 579            |
| Bénéfice de base par action (en dollars canadiens)             | 2,05                                      | 1,87               | 6,13                                     | 4,91               |

### Bénéfice dilué par action

|  |         |         |         |         |
|--|---------|---------|---------|---------|
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de la dilution  | 1 338   | 1 205   | 3 985   | 3 162   |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)                                 | 651 599 | 644 372 | 650 136 | 643 579 |
| Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)                                    | 6 491   | 8 787   | 7 013   | 8 053   |
| Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées                                       | (4 374) | (6 604) | (4 623) | (6 027) |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation compte tenu des titres dilutifs (en milliers) | 653 716 | 646 555 | 652 526 | 645 605 |
| Bénéfice dilué par action (en dollars canadiens)   | 2,05    | 1,86    | 6,11    | 4,90    |

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 1 415 164 options et 1 344 740 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 183,15 \$ et de 189,70 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2017 (995 469 options et 2 297 522 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 294,25 \$ et de 177,23 \$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2016), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Note 13 : Impôts sur le résultat

Au deuxième trimestre de 2017, l'Agence du revenu du Canada (ARC) nous a remis une proposition et au cours du trimestre à l'étude, l'ARC a produit un nouvel avis de cotisation visant des impôts et des intérêts d'environ 95 millions de dollars relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2012. De plus, l'ARC a produit un avis de cotisation additionnel visant des impôts et des intérêts d'environ 21 millions relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2012. Au cours de l'exercice 2016, l'ARC a produit un nouvel avis de cotisation visant des impôts d'environ 76 millions relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrées en 2011. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, l'ARC a refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les règles fiscales qui traitent des mécanismes de transfert de dividendes ont fait l'objet d'une révision dans le cadre du budget fédéral de 2015, lequel présentait des règles s'appliquant à compter du 1<sup>er</sup> mai 2017 pour les mécanismes existants. Dans l'avenir, il se pourrait que nous recevions un nouvel avis de cotisation visant des impôts et des intérêts importants en raison d'activités similaires menées en 2013 et au cours d'exercices subséquents. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et avons contesté tous les nouveaux avis de cotisation jusqu'à présent et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation dans le futur.

## Note 14 : Segmentation opérationnelle

### Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) [qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)], la Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 26 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 octobre 2016, aux pages 197 à 199 du Rapport annuel.

## Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité ou groupe d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

| Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2017  | PE<br>Canada | PE<br>États-Unis | Gestion de<br>patrimoine | BMO MC  | Services<br>d'entreprise 1) | Total   |
|---|--------------|------------------|--------------------------|---------|-----------------------------|---------|
| Revenus nets d'intérêts   | 1 334        | 909              | 175                      | 234     | (119)                       | 2 533   |
| Revenus autres que d'intérêts   | 521          | 284              | 1 262                    | 833     | 26                          | 2 926   |
| Total des revenus   | 1 855        | 1 193            | 1 437                    | 1 067   | (93)                        | 5 459   |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances  | 125          | 79               | 5                        | (2)     | (73)                        | 134     |
| Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités                              | -            | -                | 253                      | -       | -                           | 253     |
| Amortissement   | 79           | 108              | 56                       | 28      | -                           | 271     |
| Charges autres que d'intérêts   | 825          | 641              | 776                      | 663     | 102                         | 3 007   |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales | 826          | 365              | 347                      | 378     | (122)                       | 1 794   |
| Charge d'impôts sur le résultat   | 212          | 87               | 83                       | 86      | (61)                        | 407     |
| Bénéfice net  | 614          | 278              | 264                      | 292     | (61)                        | 1 387   |
| Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales  | -            | -                | -                        | -       | -                           | -       |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque  | 614          | 278              | 264                      | 292     | (61)                        | 1 387   |
| Actifs moyens   | 218 830      | 102 503          | 33 003                   | 307 265 | 61 907                      | 723 508 |

| Pour la période de trois mois close le 31 juillet 2016  | PE<br>Canada | PE<br>États-Unis | Gestion de<br>patrimoine | BMO MC  | Services<br>d'entreprise 1) | Total   |
|---|--------------|------------------|--------------------------|---------|-----------------------------|---------|
| Revenus nets d'intérêts   | 1 285        | 878              | 154                      | 351     | (194)                       | 2 474   |
| Revenus autres que d'intérêts   | 485          | 291              | 1 618                    | 731     | 34                          | 3 159   |
| Total des revenus   | 1 770        | 1 169            | 1 772                    | 1 082   | (160)                       | 5 633   |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances  | 152          | 75               | 4                        | 37      | (11)                        | 257     |
| Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités                              | -            | -                | 691                      | -       | -                           | 691     |
| Amortissement   | 69           | 112              | 61                       | 25      | -                           | 267     |
| Charges autres que d'intérêts   | 795          | 597              | 749                      | 596     | 88                          | 2 825   |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales | 754          | 385              | 267                      | 424     | (237)                       | 1 593   |
| Charge d'impôts sur le résultat   | 194          | 107              | 66                       | 107     | (126)                       | 348     |
| Bénéfice net  | 560          | 278              | 201                      | 317     | (111)                       | 1 245   |
| Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales  | -            | -                | -                        | -       | -                           | -       |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque  | 560          | 278              | 201                      | 317     | (111)                       | 1 245   |
| Actifs moyens   | 209 473      | 106 222          | 30 598                   | 300 601 | 55 945                      | 702 839 |

(en millions de dollars canadiens)

| Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2017   | PE<br>Canada | PE<br>États-Unis | Gestion de<br>patrimoine | BMO MC  | Services<br>d'entreprise 1) | Total   |
|---|--------------|------------------|--------------------------|---------|-----------------------------|---------|
| Revenus nets d'intérêts   | 3 891        | 2 700            | 511                      | 959     | (589)                       | 7 472   |
| Revenus autres que d'intérêts   | 1 667        | 794              | 4 002                    | 2 536   | 134                         | 9 133   |
| Total des revenus   | 5 558        | 3 494            | 4 513                    | 3 495   | (455)                       | 16 605  |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances  | 371          | 229              | 8                        | 40      | (82)                        | 566     |
| Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités                              | -            | -                | 965                      | -       | -                           | 965     |
| Amortissement   | 223          | 328              | 178                      | 89      | -                           | 818     |
| Charges autres que d'intérêts   | 2 464        | 1 890            | 2 329                    | 2 010   | 422                         | 9 115   |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales | 2 500        | 1 047            | 1 033                    | 1 356   | (795)                       | 5 141   |
| Charge d'impôts sur le résultat   | 612          | 261              | 252                      | 367     | (474)                       | 1 018   |
| Bénéfice net  | 1 888        | 786              | 781                      | 989     | (321)                       | 4 123   |
| Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales  | -            | -                | 2                        | -       | -                           | 2       |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque  | 1 888        | 786              | 779                      | 989     | (321)                       | 4 121   |
| Actifs moyens   | 216 618      | 104 427          | 32 319                   | 309 282 | 62 279                      | 724 925 |

| Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2016   | PE<br>Canada | PE<br>États-Unis | Gestion de<br>patrimoine | BMO MC  | Services<br>d'entreprise 1) | Total   |
|---|--------------|------------------|--------------------------|---------|-----------------------------|---------|
| Revenus nets d'intérêts   | 3 761        | 2 637            | 452                      | 1 144   | (620)                       | 7 374   |
| Revenus autres que d'intérêts   | 1 406        | 819              | 4 154                    | 2 015   | 41                          | 8 435   |
| Total des revenus   | 5 167        | 3 456            | 4 606                    | 3 159   | (579)                       | 15 809  |
| Dotation à la provision pour pertes sur créances  | 419          | 191              | 8                        | 89      | (66)                        | 641     |
| Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités                              | -            | -                | 1 464                    | -       | -                           | 1 464   |
| Amortissement   | 203          | 320              | 179                      | 76      | -                           | 778     |
| Charges autres que d'intérêts   | 2 375        | 1 847            | 2 325                    | 1 838   | 511                         | 8 896   |
| Bénéfice avant impôts sur le résultat et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales | 2 170        | 1 098            | 630                      | 1 156   | (1 024)                     | 4 030   |
| Charge d'impôts sur le résultat   | 556          | 301              | 148                      | 295     | (556)                       | 744     |
| Bénéfice net  | 1 614        | 797              | 482                      | 861     | (468)                       | 3 286   |
| Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales  | -            | -                | 1                        | -       | 7                           | 8       |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque  | 1 614        | 797              | 481                      | 861     | (475)                       | 3 278   |
| Actifs moyens   | 206 379      | 105 179          | 30 394                   | 305 691 | 57 608                      | 705 251 |

1) Les Services d'entreprise comprennent l'unité Technologie et opérations.

Nous analysons les revenus sur une base d'imposition comparable (bic) par groupe d'exploitation. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## Note 15 : Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-dessous présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la rubrique Risque de liquidité et de financement aux pages 100 à 105 de notre Rapport annuel 2016.

(en millions de dollars canadiens)

31 juillet 2017

|   | De 0 à<br>1 mois | De 1 à<br>3 mois | De 3 à<br>6 mois | De 6 à<br>9 mois | De 9 à<br>12 mois | De 1 an à<br>2 ans | De 2 à<br>5 ans | Plus de<br>5 ans | Sans<br>échéance | Total   |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------|-----------------|------------------|------------------|---------|
| <b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>                           |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| <b>Actifs</b>   |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                                   | 31 636           | -                | -                | -                | -                 | -                  | -               | -                | 938              | 32 574  |
| Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques                           | 3 403            | 1 153            | 876              | 211              | 264               | -                  | -               | -                | -                | 5 907   |
| Valeurs mobilières  |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| Titres de négociation   | 509              | 1 240            | 2 150            | 3 105            | 3 088             | 4 896              | 9 480           | 18 610           | 52 076           | 95 154  |
| Titres disponibles à la vente   | 2 065            | 945              | 1 005            | 2 869            | 2 825             | 2 870              | 16 032          | 23 693           | 1 497            | 53 801  |
| Titres détenus jusqu'à leur échéance                                      | -                | 350              | 654              | 867              | 559               | 1 234              | 894             | 4 251            | -                | 8 809   |
| Titres divers   | -                | -                | 6                | -                | -                 | 9                  | 24              | 10               | 833              | 882     |
| Total des valeurs mobilières  | 2 574            | 2 535            | 3 815            | 6 841            | 6 472             | 9 009              | 26 430          | 46 564           | 54 406           | 158 646 |
| Titres pris en pension ou empruntés                                       | 48 242           | 22 032           | 2 169            | 1 332            | 138               | 15                 | -               | -                | -                | 73 928  |
| Prêts   |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| Prêts hypothécaires à l'habitation  | 1 463            | 1 744            | 3 030            | 4 777            | 8 009             | 21 579             | 64 742          | 8 639            | -                | 113 983 |
| Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers                      | 453              | 385              | 650              | 1 052            | 1 594             | 4 925              | 20 157          | 8 497            | 23 795           | 61 508  |
| Prêts sur cartes de crédit  | -                | -                | -                | -                | -                 | -                  | -               | -                | 8 076            | 8 076   |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques                    | 13 323           | 6 803            | 7 666            | 5 202            | 21 411            | 16 999             | 60 944          | 12 179           | 35 100           | 179 627 |
| Provision pour pertes sur créances  | -                | -                | -                | -                | -                 | -                  | -               | -                | (1 822)          | (1 822) |
| Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances | 15 239           | 8 932            | 11 346           | 11 031           | 31 014            | 43 503             | 145 843         | 29 315           | 65 149           | 361 372 |
| Total des autres actifs   |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| Instruments dérivés   | 2 700            | 3 199            | 1 975            | 1 236            | 1 171             | 4 866              | 9 466           | 10 390           | -                | 35 003  |
| Engagements de clients aux termes d'acceptations                          | 11 159           | 3 346            | 91               | -                | 3                 | -                  | -               | -                | -                | 14 599  |
| Divers  | 1 373            | 417              | 179              | 9                | 5                 | 6                  | 12              | 4 318            | 20 269           | 26 588  |
| Total des autres actifs   | 15 232           | 6 962            | 2 245            | 1 245            | 1 179             | 4 872              | 9 478           | 14 708           | 20 269           | 76 190  |
| Total des actifs  | 116 326          | 41 614           | 20 451           | 20 660           | 39 067            | 57 399             | 181 751         | 90 587           | 140 762          | 708 617 |
| <b>Passifs et capitaux propres</b>  |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| <b>Dépôts 1)</b>  |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| Banques   | 17 051           | 6 061            | 2 102            | 381              | 384               | -                  | -               | -                | 4 881            | 30 860  |
| Entreprises et administrations publiques                                  | 27 561           | 25 912           | 22 533           | 11 570           | 9 459             | 17 527             | 35 572          | 13 253           | 114 169          | 277 556 |
| Particuliers  | 2 353            | 4 465            | 6 815            | 5 982            | 6 063             | 9 372              | 15 995          | 2 868            | 110 782          | 164 695 |
| Total des dépôts  | 46 965           | 36 438           | 31 450           | 17 933           | 15 906            | 26 899             | 51 567          | 16 121           | 229 832          | 473 111 |
| <b>Autres passifs</b>   |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| Instruments dérivés   | 3 039            | 4 493            | 2 700            | 1 848            | 1 995             | 4 548              | 9 061           | 9 544            | -                | 37 228  |
| Acceptations  | 11 159           | 3 346            | 91               | -                | 3                 | -                  | -               | -                | -                | 14 599  |
| Titres vendus à découvert   | 26 311           | -                | -                | -                | -                 | -                  | -               | -                | -                | 26 311  |
| Titres mis en pension ou prêtés   | 55 588           | 5 315            | 352              | 262              | -                 | -                  | -               | -                | -                | 61 517  |
| Titrisation et passifs liés aux entités structurées                       | 8                | 761              | 593              | 904              | 1 198             | 3 636              | 11 055          | 3 534            | -                | 21 689  |
| Divers  | 8 273            | 4 090            | 719              | 641              | 73                | 670                | 135             | 2 277            | 9 287            | 26 165  |
| Total des autres passifs  | 104 378          | 18 005           | 4 455            | 3 655            | 3 269             | 8 854              | 20 251          | 15 355           | 9 287            | 187 509 |
| Dette subordonnée   | -                | -                | -                | -                | -                 | -                  | -               | 5 063            | -                | 5 063   |
| Total des capitaux propres  | -                | -                | -                | -                | -                 | -                  | -               | -                | 42 934           | 42 934  |
| Total des passifs et des capitaux propres                                 | 151 343          | 54 443           | 35 905           | 21 588           | 19 175            | 35 753             | 71 818          | 36 539           | 282 053          | 708 617 |

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

31 juillet 2017

|                                    | De 0 à<br>1 mois | De 1 à<br>3 mois | De 3 à<br>6 mois | De 6 à<br>9 mois | De 9 à<br>12 mois | De 1 an à<br>2 ans | De 2 à<br>5 ans | Plus de<br>5 ans | Sans<br>échéance | Total   |
|------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------|-----------------|------------------|------------------|---------|
| <b>Engagements hors bilan</b>      |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| Crédits fermes 1)                  | 1 158            | 2 508            | 3 854            | 4 474            | 14 547            | 26 057             | 71 601          | 1 853            | -                | 126 052 |
| Contrats de location simple        | 31               | 61               | 87               | 85               | 82                | 308                | 683             | 599              | -                | 1 936   |
| Contrats de garantie financière 1) | 4 996            | -                | -                | -                | -                 | -                  | -               | -                | -                | 4 996   |
| Obligations d'achat                | 19               | 49               | 46               | 37               | 40                | 126                | 208             | 90               | -                | 615     |

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2016

|   | De 0 à<br>1 mois | De 1 à<br>3 mois | De 3 à<br>6 mois | De 6 à<br>9 mois | De 9 à<br>12 mois | De 1 an à<br>2 ans | De 2 à<br>5 ans | Plus de<br>5 ans | Sans<br>échéance | Total   |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------|-----------------|------------------|------------------|---------|
| <b>Instruments financiers inscrits au bilan</b>                           |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| <b>Actifs</b>   |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                                   | 30 745           | -                | -                | -                | -                 | -                  | -               | -                | 908              | 31 653  |
| Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques                           | 2 930            | 728              | 421              | 363              | 7                 | -                  | -               | -                | -                | 4 449   |
| Valeurs mobilières  |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| Titres de négociation   | 412              | 1 449            | 1 058            | 2 794            | 2 645             | 6 507              | 7 122           | 16 975           | 45 496           | 84 458  |
| Titres disponibles à la vente   | 826              | 740              | 1 401            | 431              | 376               | 5 771              | 19 695          | 24 808           | 1 615            | 55 663  |
| Titres détenus jusqu'à leur échéance                                      | -                | -                | 294              | -                | 350               | 2 841              | 1 270           | 4 210            | -                | 8 965   |
| Titres divers   | -                | -                | -                | -                | -                 | 8                  | 54              | 13               | 824              | 899     |
| Total des valeurs mobilières  | 1 238            | 2 189            | 2 753            | 3 225            | 3 371             | 15 127             | 28 141          | 46 006           | 47 935           | 149 985 |
| Titres pris en pension ou empruntés                                       | 51 085           | 10 993           | 4 167            | 338              | -                 | 63                 | -               | -                | -                | 66 646  |
| Prêts   |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| Prêts hypothécaires à l'habitation  | 1 001            | 1 212            | 3 347            | 4 772            | 3 930             | 24 555             | 64 044          | 9 416            | -                | 112 277 |
| Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers                      | 371              | 374              | 791              | 828              | 887               | 5 431              | 24 041          | 8 542            | 23 415           | 64 680  |
| Prêts sur cartes de crédit  | -                | -                | -                | -                | -                 | -                  | -               | -                | 8 101            | 8 101   |
| Prêts aux entreprises et aux administrations publiques                    | 11 473           | 5 904            | 7 155            | 6 727            | 20 547            | 18 140             | 63 049          | 11 380           | 31 222           | 175 597 |
| Provision pour pertes sur créances  | -                | -                | -                | -                | -                 | -                  | -               | -                | (1 925)          | (1 925) |
| Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur créances | 12 845           | 7 490            | 11 293           | 12 327           | 25 364            | 48 126             | 151 134         | 29 338           | 60 813           | 358 730 |
| Autres actifs   |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| Instruments dérivés   | 2 508            | 4 483            | 1 443            | 1 480            | 1 804             | 3 826              | 9 796           | 13 843           | -                | 39 183  |
| Engagements de clients aux termes d'acceptations                          | 11 230           | 1 748            | 42               | -                | 1                 | -                  | -               | -                | -                | 13 021  |
| Divers  | 1 274            | 453              | 106              | 18               | 4                 | 3                  | -               | 4 324            | 18 086           | 24 268  |
| Total des autres actifs   | 15 012           | 6 684            | 1 591            | 1 498            | 1 809             | 3 829              | 9 796           | 18 167           | 18 086           | 76 472  |
| Total des actifs  | 113 855          | 28 084           | 20 225           | 17 751           | 30 551            | 67 145             | 189 071         | 93 511           | 127 742          | 687 935 |

**Passifs et capitaux propres**

|   |         |        |        |        |        |        |        |        |         |         |
|---|---------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|---------|
| Dépôts 1)   |         |        |        |        |        |        |        |        |         |         |
| Banques   | 11 940  | 12 327 | 2 239  | 1 488  | 464    | 500    | -      | -      | 5 313   | 34 271  |
| Entreprises et administrations publiques            | 33 833  | 29 737 | 15 216 | 13 174 | 8 359  | 15 499 | 34 103 | 13 006 | 113 287 | 276 214 |
| Particuliers  | 2 733   | 5 072  | 6 082  | 5 632  | 7 252  | 8 684  | 16 198 | 2 706  | 108 528 | 162 887 |
| Total des dépôts                                    | 48 506  | 47 136 | 23 537 | 20 294 | 16 075 | 24 683 | 50 301 | 15 712 | 227 128 | 473 372 |
| Autres passifs                                      |         |        |        |        |        |        |        |        |         |         |
| Instruments dérivés                                 | 1 956   | 3 064  | 2 315  | 1 373  | 1 240  | 5 434  | 9 303  | 13 542 | -       | 38 227  |
| Acceptations  | 11 230  | 1 748  | 42     | -      | 1      | -      | -      | -      | -       | 13 021  |
| Titres vendus à découvert                           | 25 106  | -      | -      | -      | -      | -      | -      | -      | -       | 25 106  |
| Titres mis en pension ou prêtés                     | 38 004  | 2 532  | 182    | -      | -      | -      | -      | -      | -       | 40 718  |
| Titrisation et passifs liés aux entités structurées | 7       | 1 881  | 589    | 648    | 876    | 3 248  | 9 756  | 5 372  | -       | 22 377  |
| Divers  | 8 651   | 1 152  | 701    | 22     | 4 809  | 1 704  | 140    | 2 444  | 8 724   | 28 347  |
| Total des autres passifs                            | 84 954  | 10 377 | 3 829  | 2 043  | 6 926  | 10 386 | 19 199 | 21 358 | 8 724   | 167 796 |
| Dettes subordonnées                                 | -       | -      | 100    | -      | -      | -      | -      | 4 339  | -       | 4 439   |
| Total des capitaux propres                          | -       | -      | -      | -      | -      | -      | -      | -      | 42 328  | 42 328  |
| Total des passifs et des capitaux propres           | 133 460 | 57 513 | 27 466 | 22 337 | 23 001 | 35 069 | 69 500 | 41 409 | 278 180 | 687 935 |

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne « Sans échéance ».

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2016

|                                    | De 0 à<br>1 mois | De 1 à<br>3 mois | De 3 à<br>6 mois | De 6 à<br>9 mois | De 9 à<br>12 mois | De 1 an à<br>2 ans | De 2 à<br>5 ans | Plus de<br>5 ans | Sans<br>échéance | Total   |
|------------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|--------------------|-----------------|------------------|------------------|---------|
| <b>Engagements hors bilan</b>      |                  |                  |                  |                  |                   |                    |                 |                  |                  |         |
| Crédits fermes 1)                  | 2 267            | 2 120            | 3 776            | 8 293            | 12 289            | 22 012             | 75 998          | 3 013            | -                | 129 768 |
| Contrats de location simple        | 30               | 61               | 90               | 88               | 88                | 317                | 709             | 602              | -                | 1 985   |
| Contrats de garantie financière 1) | 6 022            | -                | -                | -                | -                 | -                  | -               | -                | -                | 6 022   |
| Obligations d'achat                | 45               | 96               | 128              | 132              | 129               | 148                | 172             | 99               | -                | 949     |

1) La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

### Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance de notre Rapport annuel pour 2016, des documents de présentation trimestriels et des données financières complémentaires sur notre site Web à l'adresse [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs).

### Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 29 août 2017 à 14 h (HAE). À cette occasion, les hauts dirigeants de BMO commenteront les résultats du trimestre et répondront aux questions des investisseurs. La conférence sera accessible par téléphone, au 416-641-2144 (région de Toronto) ou au 1-888-789-9572 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5126346). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au lundi 4 décembre 2017, au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 5740558).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs). Elle sera également accessible en différé sur notre site.

### Relations avec les médias

Paul Gammal, Toronto, [paul.gammal@bmo.com](mailto:paul.gammal@bmo.com), 416-867-3996

### Relations avec les investisseurs

Jill Homenuk, chef, relations avec les investisseurs, [jill.homenuk@bmo.com](mailto:jill.homenuk@bmo.com), 416-867-4770

Christine Viau, directrice, relations avec les investisseurs, [christine.viau@bmo.com](mailto:christine.viau@bmo.com), 416-867-6956

### Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Mai 2017 : 92,90 \$

Juin 2017 : 94,64 \$

Juillet 2017 : 95,63 \$

### Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 9<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

### Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements, notamment l'avis concernant notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21<sup>st</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6786

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com)

### Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10<sup>th</sup> Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

**Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez notre site Web, à l'adresse [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs).**

Notre Rapport de gestion annuel pour 2016, nos états financiers consolidés annuels audités et notre Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au [www.bmo.com/relationsinvestisseurs](http://www.bmo.com/relationsinvestisseurs) ainsi qu'au [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Des exemplaires du jeu complet d'états financiers audités pour 2016 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse [corp.secretary@bmo.com](mailto:corp.secretary@bmo.com).

<sup>MD</sup> Marque déposée de la Banque de Montréal

#### Assemblée annuelle de 2018

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le jeudi 5 avril 2018 à Toronto, en Ontario.